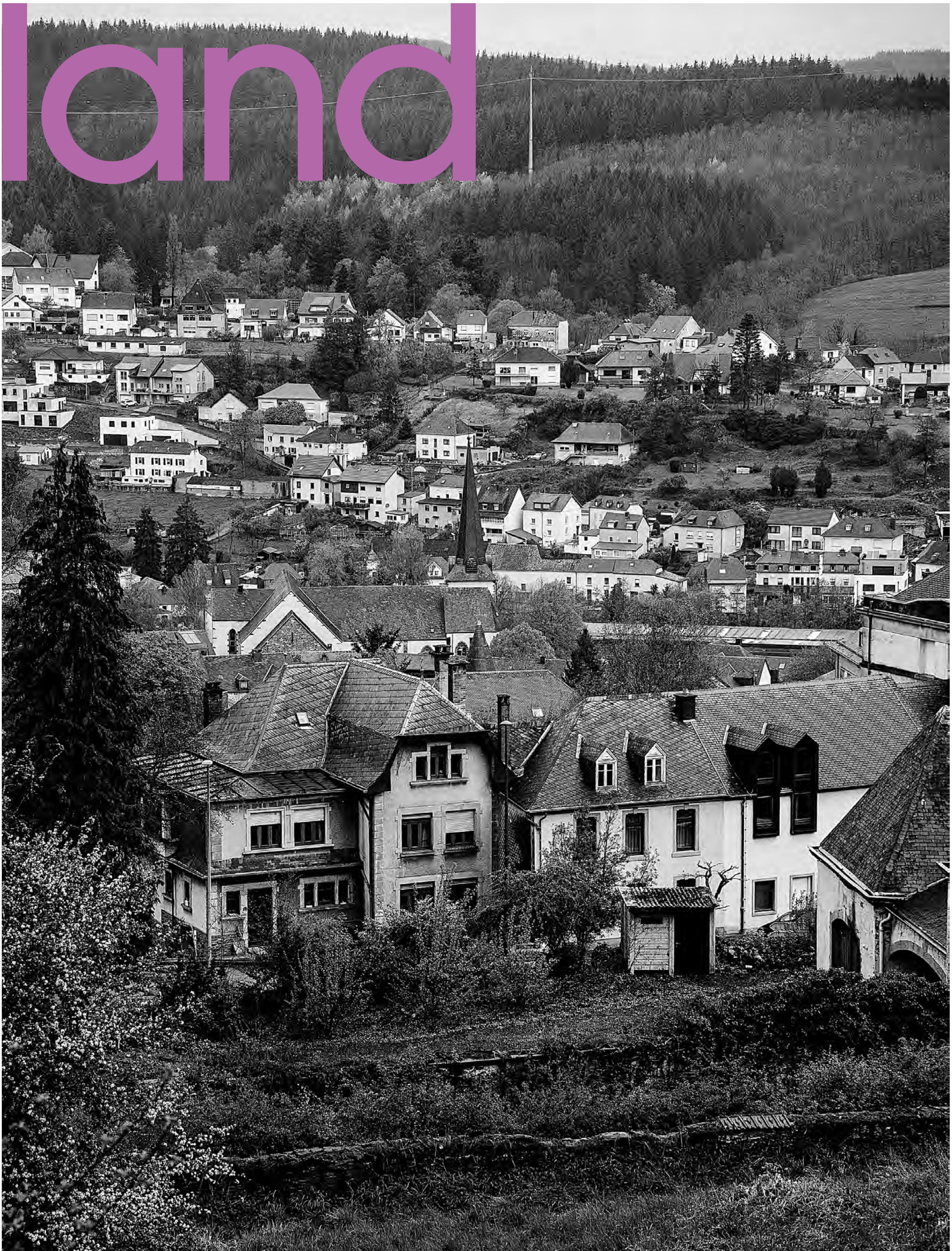




POLITIK « Tous ont tort » L'internationaliste Marco Longobardo analyse l'accentuation des tensions au Proche-Orient. Le spécialiste du droit de l'occupation alerte sur la spirale dangereuse de mépris du droit S.2	Nordlicht Nur ein Jahr nach ihrem Parteibeitritt hat die LSAP die 26-jährige Danielle Filbig zur Ko-Spitzenkandidatin für die Europawahlen auserkoren. Ihre Chancen, gewählt zu werden, sind eher gering S.8	« Keng Extrawurscht » L'ancien ministre Romain Schneider assure depuis février une permanence à Wiltz pour assister les membres de l'OGBL. Portrait d'un socialiste du Nord et de son ancien fief p.10	WIRTSCHAFT La vigne résiste Gel, grêle, sécheresse, maladies cryptogamiques touchent tous les vignobles. Recherche de solutions et initiatives originales émergent. S.14	FEUILLETON Dessine-moi un Européen Le City Museum relance l'exposition <i>Pure Europe</i>, passée sous les radars à Esch2022. Une aubaine, tant le parcours est riche et intelligent S.18
---	--	--	---	--



24 016



5 453 000 174 663

6,00 €

ÉDITO

Après tout

IIII Pierre Sorlut

Un record. Dans une publication inédite parue début avril, la Commission de surveillance du secteur financier mâche le travail des *data journalists* locaux et éclaire sur la rentabilité record des banques luxembourgeoises l'année dernière. Depuis 1994 et le début de cette collecte de données, les établissements de crédit n'ont jamais été aussi peu nombreux (119), mais la somme de leur résultat net n'a jamais été aussi élevée (6,6 milliards d'euros de profits). C'est la faute à Christine, rétorquent les banquiers locaux cités dans la presse. L'augmentation historique des taux menée à Francfort depuis juin 2022 rémunère grassement les réserves bancaires accumulées ces dernières années en conséquence d'une politique monétaire expansionniste.

Mêmes si ces sommes mises en exergue par la CSSF ne sont (a priori) pas actualisées (et ne tiennent donc pas compte de l'inflation), cette rentabilité revêt une certaine obscénité. Car l'activité de crédit, aux particuliers et aux entreprises, est au point mort. Selon les statistiques de la Banque centrale, le volume de crédits accordés recule tous les mois depuis février 2023. Les canaux de transmission monétaire sont bouchés. Les établissements de crédit ne financent plus l'économie. Le Luxembourg a fait un passage en récession en 2023. Les gens peinent à acquérir un logement. Il est loin le temps pandémique où « les banques sont une partie de la solution ». Encore la faute à la Lagarde. C'est vrai. Les taux directeurs ont été augmentés à toute vitesse à l'été 2022 devant la poussée inflationniste (essentiellement liée à la flambée des prix de l'énergie), rendant prohibitif l'accès au crédit pour une partie de la population de plus en plus grande. Y compris pour les rénovations énergétiques..

Et pour ajouter une couche, les frais bancaires explosent. L'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) alertait la semaine passée : « Les frais pour les services bancaires de base, tels que les retraits et les virements, augmentent à un niveau qui n'est tout simplement plus supportable pour de nombreux clients et qui peut être qualifié d'insolent. » Pointant du doigt la profitabilité des établissements de crédit, le président de l'ULC, Nico Hoffmann, demande « moins de cupidité et un peu plus d'humanité ». Les banques doivent « continuer à faire des bénéfices », poursuit-il, car elles emploient plus de 26 000 personnes et contribuent, « après tout », de « manière décisive à la prospérité du pays ». Elles bénéficient surtout du fait qu'elles sont rendues incontournables, ne serait-ce que pour percevoir son salaire, et que les États ne les laissent pas tomber. Quoiqu'il advienne, les banques gagnent. Ce qui semble une injustice pour ceux qui sombrent dans les faillites des entreprises, toujours plus nombreuses, comme le souligne encore le Statec cette semaine : Les pertes d'emplois liées aux faillites augmentent de soixante pour cent en ce premier trimestre (par rapport au même exercice en 2023).

Les signes de tensions de classes se multiplient ces derniers mois au pays de la paix sociale. L'insatisfaction s'est caractérisée par des grèves inédites depuis la crise sidérurgique. Le patronat industriel le déplore. Les recrutements se compliquent et se raréfient dans les entreprises, (hautement concurrencées par la fonction publique pour les nationaux). Le Grand-Duché n'est plus si attractif, après tout. Et voilà que le gouvernement Frieden annonce cette semaine remiser le projet de réforme du plafonnement des loyers. Le régime en vigueur basé sur le capital investi, prouvé inopérant par le raid judiciaire du « locataire de Limpertsberg », est prorogé, à la grande satisfaction des propriétaires, déjà comblés par les mesures en soutien à l'investissement locatif. Les loyers peuvent continuer d'augmenter. Le programme petit-bourgeois destiné aux autochtones-électeurs, colle-t-il encore, aux aspirations patronales jusqu'à maintenant conquises par l'avènement libéral aux dernières élections ? Peut-être le début d'une fracture. La question du ruissellement se repose, après tout. ●



Politik



Sven Becker

« Tous ont tort »

IIII Interview : Pierre Sorlut

L'internationaliste Marco Longobardo analyse l'accentuation des tensions au Proche-Orient. Le spécialiste du droit de l'occupation alerte sur la spirale dangereuse de mépris du droit et sur le sort des populations civiles

Mercredi soir à l'Université, Marco Longobardo, internationaliste reconnu du droit de l'occupation, était l'invité-orateur d'une conférence intitulée « The 2023-2024 escalation in the Gaza Strip before international Courts ». Face au Land, il détaille sans parti pris les manquements au droit international et les contournements opérés par les protagonistes de la région, ainsi que l'exposition des pays occidentaux à des condamnations.

d'Land : Dimanche, tous les dirigeants occidentaux ont condamné l'attaque sans précédent de drones et de missiles iraniens contre Israël. Que signifie cette frappe du point de vue du droit international ?

Marco Longobardo : L'Iran prétend d'un côté que la frappe était un acte légal d'autodéfense au sens de l'article 51 de la Charte des Nations unies en réponse à l'attaque d'Israël contre le consulat iranien à Damas, en Syrie, le 1^{er} avril. De l'autre côté, Israël a fait valoir que l'attaque contre le consulat en Syrie était un acte de légitime défense car, selon Israël, les tirs de roquettes depuis le Liban et le Yémen, par le Hezbollah et les Houthis, sont essentiellement imputables à l'Iran. Juridiquement parlant, démêler cette question est assez complexe.

Comment alors qualifier l'attaque iranienne en termes de droit international ?

En principe, l'attaque d'Israël contre le consulat iranien à Damas peut être qualifiée d'attaque armée contre l'Iran, mais aussi de violation de la souveraineté syrienne. En théorie, l'Iran a de bonnes raisons de réagir pour se défendre. Toutefois, cela n'est pas de la légitime défense. En vertu du droit international, l'action de légitime défense doit réprimer une attaque armée imminente ou en cours. En d'autres termes, la réaction doit être proportionnée et nécessaire. L'attaque contre le consulat a eu lieu le 1^{er} avril. Ainsi, la réaction deux semaines plus tard ne semble pas nécessaire pour annuler une attaque. Pour cette raison, la réaction iranienne doit être considérée comme illégale. Nous pouvons probablement dire que les deux actions, d'Israël et de l'Iran, étaient illégales. L'action iranienne s'apparente davantage à des représailles armées, c'est-à-dire une réaction (illégale) visant à punir un autre État.

Les commentateurs parlent de rétablir l'équilibre de la dissuasion. Ici, cela relève plus de la géopolitique que du droit international...

Toute action impliquant la sphère extérieure de souveraineté des États est déterminée par des considérations géopolitiques. Le droit international n'est qu'un aspect sous lequel nous pouvons examiner ces actions, mais les États ne sont pas libres de poursuivre leurs intérêts géopolitiques en dehors du champ d'application du droit international. Pour certains observateurs, l'Iran devait montrer qu'il avait la capacité de répondre face à Israël pour maintenir une position d'hégémonie régionale. Soit dit en passant, ils ont répondu avec des résultats très limités. Israël a bénéficié de l'aide de la France, des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Jordanie, et a pu intercepter 99 pour cent des drones et missiles lancés par l'Iran. On pourrait considérer que l'opération iranienne a été un échec. Mais il est intéressant que l'Iran ait dit : « D'accord, arrêtons-nous là. Ils nous ont attaqués. Nous avons répondu. Nous retournons à la situation dans laquelle nous nous trouvions. »

Après les atrocités perpétrées par le Hamas le 7 octobre, le régime de Netanyahu semblait avoir droit à toute forme de réponse militaire. Aujourd'hui, les États occidentaux considèrent à l'unanimité, souvent au moyen d'euphémismes diplomatiques, que l'effusion de sang doit cesser à Gaza. Le 25 mars, le Conseil de sécurité a adopté une résolution

très attendue exigeant un cessez-le-feu immédiat et la libération des otages. Mais les bombes continuent de tomber sur l'étroite bande de terre.

Tout d'abord, il existe une idée fausse très répandue quant au fondement juridique de la réaction israélienne. Il est ainsi assez courant d'entendre que les Israéliens réagissent en invoquant la légitime défense en vertu de la Charte des Nations unies. C'est faux. Israël ne brandit pas l'article 51 sur la légitime défense. Israël affirme que la base juridique du recours à la force est l'existence d'un conflit armé en cours avec le Hamas qui a débuté il y a environ 25 ans.

Vous faites ici référence spécifiquement à Gaza...

Du point de vue de la communauté internationale, la bande de Gaza est sous occupation. Mais elle était déjà sous occupation le 7 octobre. Un État peut-il réagir en état de légitime défense contre des attaques provenant d'un territoire occupé ? La Cour internationale de Justice a déclaré en 2004 qu'Israël ne pouvait pas invoquer la légitime défense. Cela ne veut pas dire qu'Israël ne peut pas protéger ses propres citoyens. C'est possible, mais la base juridique n'est pas l'article 51 de la Charte des Nations unies mais le droit international humanitaire. Les États occidentaux sont obsédés par l'argument de la légitime défense alors que ce n'est pas l'argument avancé par Israël. Ceci étant, je dirais que tous les observateurs, y compris les États-Unis, qui sont l'allié le plus proche d'Israël, considèrent que la réponse israélienne viole le droit international humanitaire. Il existe là différentes interprétations. Selon l'Afrique du Sud, ce que fait Israël à Gaza est un génocide. Selon les États-Unis, ils n'ont pas pris les mesures nécessaires pour minimiser les dommages causés aux civils. Dans ce contexte, le Conseil de sécurité de l'ONU a pu adopter une résolution appelant à un cessez-le-feu.

Cela n'a rien apporté, n'est-ce pas ?

Israël et les États-Unis soutiennent que la résolution accompagnant un cessez-le-feu n'est pas contraignante car elle n'est pas adoptée dans le cadre du chapitre VII de la Charte des Nations unies. Mais cette raison invoquée pour ne pas se conformer à la résolution n'a aucune base juridique solide. La Cour internationale de Justice (CIJ) a déclaré que toute décision prise en vertu d'une disposition de la Charte est contraignante tant qu'il s'agit de décisions plutôt que de recommandations.

Que peut-on faire alors ?

Nous abordons là la question de l'application du droit international par les grandes puissances. Bien sûr, le Conseil de sécurité de l'ONU a un pouvoir contraignant, mais si un État ne s'y conforme pas, l'acteur qui doit faire appliquer cette résolution est, encore une fois, le Conseil de sécurité. Il pourrait imposer des sanctions contre les Israéliens pour tenter de les forcer à respecter le cessez-le-feu, mais cela est très peu probable en raison des relations étroites entre les États-Unis et Israël.

L'ONU ne peut pas imposer de sanctions, mais l'UE le pourrait-elle ?

L'Union européenne devrait au moins s'abstenir de fournir des armes à Israël. Parce que nous avons une ordonnance sur des mesures provisoires adoptée par la CIJ dans l'affaire Afrique du Sud contre Israël dans laquelle la Cour dit qu'il est plausible qu'Israël viole la Convention sur le génocide. Je pense que c'est un très bon argument pour déclencher l'obligation des États membres de l'UE de ne pas fournir d'armes à Israël.

[...]

[Suite de la page 3]

Il y a justement une affaire ouverte contre l'Allemagne à ce propos devant la CIJ...

Oui. C'est précisément pour cette raison que le Nicaragua a intenté une action contre l'Allemagne. Mais ici, nous ne parlons pas d'États faisant quoi que ce soit pour contraindre Israël à respecter le droit international, mais plutôt du devoir de s'abstenir de soutenir les violations. Alors, bien sûr, la diplomatie internationale pourrait faire pression sur un État qui viole le droit international. Mais c'est une question de volonté politique. Regardez ce que font les États membres de l'UE à l'égard de la Russie en matière de sanctions. Je ne pense pas qu'il existe une volonté politique similaire pour contraindre Israël à se conformer au droit international.

De nombreuses poursuites ont été engagées contre Israël devant les tribunaux internationaux. Pouvez-vous citer les plus importantes dans ce contexte ?

Un État ne peut être traduit devant la CIJ que s'il a consenti à la compétence de la Cour dans un différend en particulier. Israël n'a consenti qu'aux différends fondés sur la Convention sur le génocide. En conséquence, toutes les autres violations du droit international échappent à la compétence contentieuse de la Cour. En ce qui concerne la récente escalade dans la bande de Gaza, nous avons deux affaires en cours qui sont toutes deux basées sur la Convention des Nations unies sur le génocide de 1948. La convention comprend une clause qui donne compétence à la CIJ pour les violations présumées. Une première plainte a été déposée le 30 décembre par l'Afrique du Sud contre Israël pour la responsabilité d'Israël dans la violation des règles de ladite Convention. L'affaire est pendante. Le 26 janvier, ont été prononcées des mesures provisoires.

Que faut-il en retenir ?

Le tribunal a estimé qu'il est plausible qu'Israël viole ces dispositions de la Convention des Nations unies sur le génocide et a ordonné à Israël de faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher qu'un génocide ne se produise dans la bande de Gaza et pour punir les personnes responsables de l'incitation au génocide et, enfin, pour permettre l'aide humanitaire. L'affaire a été mise à jour à deux reprises à la demande de l'Afrique du Sud, parallèlement à la détérioration continue des conditions de vie dans la bande de Gaza. Je pense personnellement que le seul moyen pratique de se conformer à l'ordonnance de cette Cour concernant la fourniture de nourriture, la prévention d'un génocide ou l'arrêt d'un génocide, est de mettre fin aux opérations militaires. Voilà le principal dossier. Nous avons une ordonnance concernant des mesures provisoires. Le fond est en instance. Si le tribunal s'estime compétent, ce sera un processus très long. Nous parlons de choses très complexes, très difficiles à démontrer devant un tribunal.

Quelles sont les prochaines étapes dans ce cas ?

La Cour a publié le calendrier de soumission des mémoires par les États. Ils ont neuf mois pour soumettre le leur. Pour le moment, seuls le Nicaragua et la Colombie ont officiellement publié des déclarations d'intervention. La Belgique l'a annoncé d'un côté, et l'Allemagne de l'autre, il y a plusieurs mois. Pour

« Cet avis de la CIJ, attendu avant l'été, constituera une pièce très importante dans le puzzle de la légalité du conflit israélo-palestinien. Il indiquera aux États quelles sont les conséquences juridiques de toute illégalité »

le moment à ma connaissance, cela relève uniquement du domaine politique. Israël aura deux possibilités : soit discuter directement de l'affaire sur le fond (et je pense que cela est peu probable), soit contester la compétence du tribunal.

Pouvons-nous revenir sur la deuxième affaire pendante importante, Nicaragua contre Allemagne ?

Elle est portée pour violations présumées de la convention sur le génocide et des règles du droit international humanitaire par l'Allemagne. Ces violations seront basées sur le fait que l'Allemagne aurait fourni des armes à Israël, réduit son financement à l'aide humanitaire, tout en sachant qu'Israël viole le droit international. Nous en sommes à un stade très préliminaire. Il y a eu la semaine dernière les audiences concernant les mesures provisoires. Le tribunal délibère. La CIJ décidera d'éventuelles mesures intermédiaires dans les prochaines semaines. L'affaire se heurte cependant à de nombreux obstacles procéduraux. Le premier est le fait que le Nicaragua porte plainte contre l'Allemagne, mais il discute de manière significative de la responsabilité d'Israël. En droit international, on ne peut pas discuter de la responsabilité d'un État sans que cet État soit partie à la procédure. Le tribunal pourrait décider de ne pas statuer sur l'affaire.

Aucune procédure ne vise le Hamas à la CIJ ?

Non. La Cour internationale de justice ne peut ouvrir des poursuites que contre des États. Et le Hamas n'est pas un État.

Qu'en est-il de l'affaire traitant des conséquences judiciaires de l'occupation israélienne sur le territoire palestinien ?

Elle a été ouverte avant le 7 octobre. L'Assemblée générale des Nations unies a demandé un avis consultatif à la CIJ. Il existe deux différences principales entre un avis consultatif et une affaire contentieuse. Pour les premiers, il n'est pas nécessaire que les États consentent à ce processus. Le consentement d'Israël n'est donc pas requis. Dans ce cas, le résultat n'est formellement pas contraignant. Cependant, cet avis consultatif, attendu avant l'été, constituera une pièce très importante dans le puzzle de la légalité du conflit israélo-palestinien. La CIJ nous dira si l'occupation qui a commencé en 1967 dans son ensemble est légale ou non. Il indiquera aux États quelles sont les conséquences juridiques de toute illégalité. Cela aura certainement aussi des effets indirects sur l'escalade qui a débuté le 7 octobre.

Le Luxembourg a présenté son point de vue dans cette affaire, comme de nombreux pays, avec un record d'États participants. À la différence de la Belgique, sur laquelle le Luxembourg est normalement aligné en matière de politique juridique, le Luxembourg n'a pas dit que l'occupation en Cisjordanie était une annexion. Quelle est votre opinion à ce propos ?

Il s'agit d'une question très complexe dans le sens où le droit international a évolué de manière chaotique sur ce sujet. Israël occupe le territoire palestinien depuis 1967. Pour l'instant, juridiquement parlant, hormis Jérusalem-Est, Israël n'a jamais prétendu avoir annexé le territoire. Aussi, ces dernières années, les universitaires, la société civile et les dirigeants palestiniens tentent d'utiliser le principe de l'autodétermination des peuples pour affirmer qu'indépendamment de toute mesure spécifique qui peut (ou non) se conformer au droit l'occupation, l'ensemble de l'occupation prolongée du territoire palestinien est illégal au regard du principe de l'autodétermination des peuples. Peu importe que la puissance occupante, Israël dans notre cas, ait déclaré ou non son intention d'annexer le territoire. C'est simplement le fait de la limitation de l'autodétermination de la population locale qui doit être pertinent. Du point de vue du droit international, l'annexion est généralement considérée comme quelque chose que l'État a reconnu. Pensez à l'annexion de la Crimée par la Russie. Cependant, je suis d'accord avec ce que la CIJ a dit dans un avis consultatif de 2004 concernant Israël. La Cour a déclaré que les mesures prises par Israël en Cisjordanie constituent une annexion rampante. Ce sont des mesures mises en œuvre pour placer devant le fait accompli, afin de rendre impossible la restitution des territoires palestiniens à la fin de la guerre.

Cela tue la solution à deux États...

Exactement. Le territoire palestinien tel que reconnu par le droit international est devenu une zone fragmentée où la continuité territoriale est interrompue par les colonies israéliennes qui sont illégales au regard du droit international, par les points de contrôle, par les routes israéliennes, etc. Il sera intéressant de voir ce que décidera le tribunal, indépendamment de l'utilisation de terminologies comme annexion ou occupation.

Israël a-t-elle déjà été condamnée par la CIJ ?

Non. Israël, comme de nombreux autres États, a réussi à éviter de donner son consentement à la CIJ dans le cadre de différends internationaux. Sans le consentement d'Israël, aucune décision contre Israël ne peut être prise. Depuis 2012, la Palestine a adhéré aux principales conventions du droit international humanitaire, la Convention sur le génocide, les conventions contre la torture, dont une partie donne compétence à la CIJ. Israël a immédiatement publié une déclaration officielle aux dépositaires de ces conventions, selon laquelle elle n'accepte pas la compétence des tribunaux pour les différends avec des États qu'Israël ne reconnaît pas comme États. De toute évidence, le but est d'exclure la possibilité que la Palestine dépose un recours. Aucun contentieux n'a jamais été tranché contre Israël. Ce que nous avons, c'est l'avis consultatif de 2004, qui examine la légalité de certaines mesures adoptées par Israël en tant que puissance occupante, à savoir la construction d'un mur en Cisjordanie. La CIJ a été très claire. Les mesures adoptées par Israël concernant la construction du mur, concernant l'expropriation des terres palestiniennes pour construire un mur, concernant les colonies construites à l'intérieur du système de mur, constituent des violations du droit international. Formellement parlant, il ne s'agit pas d'une décision contraignante contre Israël, mais elle a guidé l'ONU dans ses actions concernant la situation d'Israël et de la Palestine.

C'est donc un peu plus que symbolique...

Cela a eu des conséquences pratiques. Par exemple, la Cour suprême d'Israël, dans le cadre du système de droit administratif israélien, a modifié le tracé du mur et a examiné la légalité du mur quant à l'endroit où il devrait être construit, en tenant compte de l'avis consultatif. Par ailleurs, concernant l'étiquetage des produits fabriqués dans les colonies israéliennes, la Cour de justice européenne a déclaré qu'ils ne peuvent pas être considérés comme des produits israéliens et bénéficier de l'accord commercial avec l'UE puisqu'ils sont produits dans des colonies illégales selon l'opinion juridique. L'avis consultatif à paraître incessamment pourrait être utilisé de la même manière. Si la CIJ déclare que l'occupation pratiquée par Israël sur les territoires palestiniens est illégale dans son ensemble, il sera très difficile pour les États de soutenir le maintien de l'occupation.

Si les bombes cessaient de tomber demain sur Gaza, que deviendrait cette bande de terre du point de vue du droit international ?

Le Hamas y est au pouvoir depuis 2006, date à laquelle le groupe islamiste radical a remporté les élections. Le Fatah, un parti plutôt modéré, a gagné en Cisjordanie. Il existe des preuves qu'Israël, et en particulier Benjamin Netanyahu, a alimenté la division entre les Palestiniens. Depuis l'Empire romain, vous savez devoir diviser vos ennemis. Le Hamas est considéré comme un groupe terroriste par l'Union européenne depuis qu'il a lancé des attaques aveugles contre Israël. Le 7 octobre n'est que la pire attaque d'une série amorcée par le Hamas. Je ne pense pas qu'Israël se retirera à nouveau de Gaza, comme elle l'avait fait en 2005, même si elle a maintenant un blocus maritime, le contrôle du territoire maritime palestinien, le contrôle total de ceux qui pouvaient entrer ou sortir de la bande, ou encore le contrôle du carburant, de l'électricité, de l'eau ou des flux de marchandises. La situation n'était donc pas normale. Et cela ne peut pas être une situation normale tant que l'occupation n'est pas terminée dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Comment sortir de l'ornière ?

Tant que les Palestiniens ne retourneront pas dans les bureaux de vote. Les Palestiniens n'ont pas voté depuis 2006. Le Hamas n'a aucune légitimité. Il s'agit clairement d'un régime qui viole le droit international des droits de l'homme dans la bande de Gaza. Mais les dirigeants actuels à Ramallah, en Cisjordanie, n'ont pas beaucoup plus de légitimité. Il y a des preuves de corruption. Il s'agit d'un gouvernement très ancien qui n'a aucun pouvoir pour imposer sa volonté à Gaza. Fondamentalement, il faudrait enfin permettre aux Palestiniens d'exercer leur droit à l'autodétermination par le biais d'élections en l'absence d'occupation. Faute de quoi la situation sera toujours très fragile et très explosive tant à Gaza qu'en Cisjordanie.

Quelles sont les différences entre la Crimée et les quatre régions annexées de l'Ukraine et les territoires palestiniens occupés lorsque vous les analysez avec les yeux d'expert en droit de l'occupation ?

Les deux zones sont sous occupation. La Russie a affirmé avoir annexé la Crimée en 2014. Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporizhzhia en 2022. Cependant, les référendums ont été organisés sous la coercition des troupes russes. En vertu du droit international, ces référendums n'ont donc aucune valeur. La communauté internationale doit continuer de considérer ces zones comme relevant de la souveraineté ukrainienne.

« Il est probable que la plupart des États impliqués dans le conflit, avec différents niveaux de soutien, violent le droit international. Nous devrions donc simplement défendre les victimes civiles »

En Cisjordanie, la situation est moins claire car, là encore, Israël n’a pas encore annoncé d’annexion, à l’exception de Jérusalem-Est. Nous sommes dans ce vide dans lequel Israël dit « je les contrôle temporairement sous une occupation légale et pour des raisons de sécurité ». En même temps, cela empêche les Palestiniens d’accéder à l’autodétermination. Si l’on parle de droit applicable, c’est dans les deux cas le droit de l’occupation. Le problème est que la loi de l’occupation est apte à régir les relations sur un territoire de manière temporaire entre la population locale et l’occupant, mais elle ne résout pas le problème de l’occupation.

Comment le résoudre ?

Il faut considérer l’occupation dans sa globalité. Par exemple, en ce qui concerne la Russie, la meilleure solution serait que la Russie mette fin à son agression contre l’Ukraine et se retire à l’intérieur de ses frontières. Je ne pense pas que cela se produira, mais ce serait la meilleure solution en droit international. En ce qui concerne Israël, la meilleure solution serait qu’Israël se retire jusqu’aux frontières de 1949, ce qu’on appelle la Ligne verte, qui sont les frontières internationalement reconnues d’Israël, à l’intérieur desquelles Israël a le droit d’avoir un État. À ce stade, cela devrait permettre aux Palestiniens de déterminer quoi faire de leur État. Mais il appartient aux Palestiniens de le décider, s’ils en ont la possibilité, comme il appartient aux Ukrainiens de Crimée et d’autres régions annexées, sans influence extérieure, de décider de leur sort.

Vous enseignez à la Westminster Law School. Parce qu’il y a une véritable polarisation du débat, et qu’il devient difficile de parler d’Israël ces jours-ci. Est-ce facile, en tant qu’universitaire, de dire qu’Israël est hors-la-loi ?

Je n’ai aucun problème à dire qu’un État viole le droit international. C’est simplement le produit d’une analyse juridique. J’essaie de faire comprendre à mes élèves que je ne veux pas cibler un État précis. Je suis italien. Je produis des exemples de violations italiennes du droit international. Je ne pense pas que nous devrions être patriotes lorsque nous parlons de nos États en tant que juristes internationalistes. La Palestine a toujours été un sujet très difficile à discuter. Après le 7 octobre, les choses sont devenues bien plus difficiles encore. On tente actuellement d’assimiler une critique légitime de certaines politiques israéliennes à de l’antisémitisme.

Après ces six mois de bombardements et presque quarante milliers de morts, quelle est la chose que les gens doivent comprendre ?

Nous ne devrions pas aborder ce conflit comme une question de savoir qui a raison et qui a tort. Nous ne soutenons pas là notre équipe de football ou notre pays au concours Eurovision de la chanson. Ici, je ne vois que des torts. Les torts causés aux victimes civiles. Des civils comme les otages israéliens pris le 7 octobre par le Hamas ou les civils israéliens tués ce jour-là. Et bien sûr les Palestiniens qui meurent de faim ou sont délibérément tués à Gaza. Ce sont les seules personnes dont nous devrions nous inquiéter. Le Hamas et le régime de Netanyahu violent le droit international. Il est probable que la plupart des États impliqués dans le conflit, avec différents niveaux de soutien, violent le droit international. Tous ont tort. Nous devrions donc simplement défendre les victimes civiles et éviter la tentation de contrebalancer les atrocités. Nous devons dénoncer toutes les atrocités commises par la guerre. ●



Palestiniennes
endeuillées après le
bombardement
israélien d’un hôpital
de Rafah mardi

B L O G



POLITIK

Die Mitte der CSV

Fünf der sechs CSV-Kandidat/innen zu den Europawahlen stellten am Dienstag sich selbst und ihre zwölf programmatischen Prioritäten der Öffentlichkeit vor. Dabei zeigten sie sich bemüht, sich von rechtsextremen Parteien und Tendenzen abzugrenzen. In Europa gehörten dazu die Parteien, die sich in der ID zusammengeschlossen haben, und zum größten Teil auch die aus der ECR, sagte die Europaparlamentarierin und CSV-Spitzenkandidatin Isabel Wiseler (Foto: sb). Die ADR sei zwar weniger radikal als etwa die AFD, doch ihre Haltung zu Russland könne man durchaus als rechtsextrem bezeichnen, ergänzte ihr Ko-Spitzenkandidat Christophe Hansen. Beide distanzierten sich vom sogenannten Ruanda-Modell, das gegen die

Rechtsstaatlichkeit verstoße, und würdigten den kürzlich verabschiedeten EU-Migrationspakt, der die Zahl der Geflüchteten senken, die Asylverfahren beschleunigen und sie an die Außengrenzen verlagern soll. Ein entsprechendes Positionspapier der EVP, das vorsieht, dass die EU „im Rahmen einer kohärenten ‚Afrikastrategie‘ die Diskussion über regionale Ausschiffungsplattformen auf beiden Seiten des Mittelmeers“, wo „Asylbewerber sicher aufgenommen und ihre Anträge auf effiziente, würdige und humane Weise geprüft werden können“, wiederaufnehmen soll, habe die CSV nicht unterstützt. Dass sowohl Rechtsextreme, die die Außengrenzen schließen wollten, als auch Grüne und Linksextreme, die „alle aufnehmen“ wollten, dagegen gestimmt hätten, zeige, dass der Migrationspakt ein guter Kompromiss sei, sagte Isabel Wiseler. Weder das eine, noch das andere sei nämlich möglich. ^{LL}

Weg des geringsten Widerstands

Der Entwurf zur Mietgesetzreform, den der grüne

Wohnungsbauminister Henri Kox Ende 2022 im Parlament hinterlegte, war gewagt und wurde kontrovers diskutiert. Eigentümer, Bauherren, DP und CSV kritisierten die Senkung des Prozentsatzes zur Berechnung der Mietobergrenze von fünf auf 3,5 Prozent; Mieterschutz und Linke die Einführung neuer Koeffizienten zur jährlichen Anpassung des investierten Kapitals von Immobilien an den Marktwert. Eigentlich wollte Henri Kox mit seiner Reform nur eine gesetzliche Anpassung des Mietgesetzes an die Marktrealität vornehmen, denn eine Jurisprudenz von 2020 hatte den im 2006 noch unter Fernand Boden (CSV) verabschiedeten Gesetz verankerten „Mietendeckel“ de facto für nichtig erklärt. Kox’ Nachfolger Claude Meisch (DP) hat nun beschlossen, nur die konsensfähigen Bestimmungen im Entwurf zu übernehmen, die umstrittene Reform der Mietobergrenze aber einfach aus dem Text zu streichen. „Afin de trouver un rapport équilibré entre les besoins des locataires et des propriétaires, le gouvernement se donne le temps nécessaire de faire une analyse détaillée. Dans une démarche de consensus, et



en temps utile, sera reformulée une nouvelle proposition de réforme du plafond des loyers“, teilte das Wohnungsbauministerium am Dienstag mit. Ein Konsens in dieser Frage dürfte indes schwer zu finden sein, könnten die jeweiligen Interessen von Eigentümern und Mieter/innen gegensätzlicher nicht sein. Ob „en temps utile“ noch in dieser Legislaturperiode liegt, ist nicht bekannt. Auf Meischs Ankündigung reagierte bislang nur déi Lénk, die der CSV-DP-Regierung vorwarf, in Zeiten steigender Mieten „an hirer Iwwerhieflècheet einfach d’Locataires aus hirem Tableau vu Lëtzebuerg“ herauszuschneiden. Dies sei umso schlimmer, da unter den Mietern viele geringverdienende Haushalte sind, die durchschnittlich die Hälfte ihres eh schon bescheidenen Einkommens für Wohnen ausgeben, wie eine Liser-Studie kürzlich gezeigt hat. ^{LL}

PERSONALIE

Stéphanie Empain

ancienne députée verte du Nord, explique au *Land* qu’elle serait « absolut net ofgeneigt » de poser sa candidature pour la

coprésidence du parti vert. Celle-ci se décidera lors d’un congrès en octobre. François Benoy, ancien député du Centre, avait déjà expliqué sur *Radio 100,7* « se pouvoir imaginer » à la vice-présidence des Verts. Benoy-Empain (photo : sb), tel devrait donc être le futur duo dirigeant du parti, succédant au tandem Sehovic-Bernard. ^{BT}

SICHERHEIT

Großeinsatz beendet

Zwischen dem 15. Januar und dem 14. April hatte Innenminister Léon Gloden (CSV) Polizist/innen aus allen Regionen des Landes abgezogen, um Kontrollen in der Stadt Luxemburg durchzuführen – vorrangig im Bahnhofsviertel, in Bonneweg und der Oberstadt (Foto: sb). Unter ihnen waren auch zivilgekleidete Beamten der Kriminalpolizei, die die Einsätze der uniformierten Fußpatrouillen leiten sollten. Wieviele es insgesamt waren, teilte die Polizei in ihrer am Dienstag veröffentlichten Bilanz nicht mit. In den vergangenen drei Monaten haben die Polizist/innen allein in den drei Vierteln der Hauptstadt 886 Menschen kontrolliert und dabei 68 Verstöße gegen das Gesetz festgestellt. Vier Menschen bekamen ein Bußgeldbescheid „suite à des faits liés à la mendicité“ – Christian Kmioteks Selbstanzeige inklusive, 24 „Protokoller“ stellten die Polizist/innen „en relation avec des infractions liées aux stupéfiants“ aus, die meisten davon wohl wegen des Besitzes geringer Mengen Cannabis. Vier wurden wegen Drogenverkauf- oder -besitzes verhaftet, einer war per Haftbefehl gesucht. Zudem sprachen die Beamt/innen 197 Platzverweise aus



und ahndeten 192 Verstöße gegen die Straßenverkehrsordnung. Ob sich an der „Sicherheitslage“ im Bahnhofsviertel und in Bonneweg durch den Großeinsatz irgendetwas verändert hat, ist zu bezweifeln. Während die Kriminalbeamten schon Anfang April abgezogen wurden, nachdem Generalstaatsanwältin Martine Solovieff sich Mitte März beschwert hatte, dass sie für wichtigere Dinge gebraucht würden, sollen in zwei Wochen auch die uniformierten Polizisten wieder „nach Hause“ dürfen. Ab dem 1. Mai sollen 90 neue Rekruten ihre Arbeit aufnehmen. ^{LL}

Berichtigung

In „Tammy from the block“ im *Land* vom 12.4.2024 hatten wir behauptet, Tammy Broers habe am Montag in der Schulkantine des Lycée Nic Biever in Düdelingen zu arbeiten begonnen. Tatsächlich arbeitet sie dort schon seit dem 19. Januar und hat am Montag lediglich ihre Arbeit nach zwei Wochen Urlaub wiederaufgenommen.

Like a virgin

IIII Sarah Pepin

Fast ein Jahr nachdem die Französischlehrerin Sandra Dessi und die Sozialarbeiterin Enji Ismaili eine Petition zum Verbot von sogenannten Jungfräulichkeitszertifikaten gestartet hatten, wurde das Thema am Mittwochnachmittag im Parlament debattiert. Zwei junge Frauen waren an sie herangetreten, eine Minder- und eine Volljährige, deren Eltern ein solches Zertifikat verlangten. Die jungen Frauen waren damit nicht einverstanden, doch Dessi und Ismaili konnten ihnen nicht weiterhelfen, da es bisher gesetzlich nicht verboten ist.

Im Parlament wurde über Kulturrelativismus, die Macht von Männern über die Körper von Frauen und universelle Werte gesprochen – und darüber, wie ein solches Verbot in der Praxis

aussehen könnte. Sandra Dessi erklärte, in Diskussionen über das Thema gebe es in der Schule große Diskrepanzen in den Ansichten zwischen Mädchen und Jungs. Sie versuche in ihrem Unterricht, mehr Akzeptanz für unterschiedliche Ansichten zu fördern. „Wir brauchen Normen, um in unserer Gesellschaft zusammenzuleben“, sagte Gilbert Pregno, Präsident der konsultativen Menschenrechtskommission. Die Sexualität von jungen Frauen und Männern werde immer noch unterschiedlich bewertet, unabhängig vom Kulturkreis, ergänzte Isabelle Schmoetten vom CID Fraen a Gender. Beide unterstützten die Petition.

Seit 2021 sind im Nachbarland Frankreich solche Zertifikate verboten; in Belgien ebenfalls. In Deutschland ist dies nicht der Fall; dort

bieten Frauenärzte mitunter sogenannte Hy-men-Rekonstruktionen an. Die WHO ebenso wie der Menschenrechtsrat der Vereinigten Nationen sprechen sich für ein Verbot der Zertifikate aus – auch, weil es nicht möglich ist, medizinisch nachzuweisen, dass eine Frau noch keinen Geschlechtsverkehr hatte oder überhaupt sexuell aktiv ist.

In Luxemburg gebe es Frauenärzte, die Jungfräulichkeitszertifikate ausstellen, berichteten Sandra Dessi und Enji Ismaili. Im Koalitionsabkommen der schwarz-blauen Regierung wurde bereits festgehalten, ein Verbot einzuführen. Das bekräftigte am Mittwoch die CSV-Gesundheitsministerin Martine Deprez. Es sei ein No-Go, etwas zu zertifizieren, wofür es wissenschaftlich kei-

ne Beweise gebe. Noch in dieser Legislaturperiode soll das Gesetz gestimmt werden, wahrscheinlich inspiriert am französischen Gesetzestext. Wichtig sei dabei, auch die Rekonstruktion zu verbieten.

Weil ein Verbot allein die sozialen Konsequenzen, die auftreten können, wenn die Mädchen und jungen Frauen ein solches Zertifikat nicht mehr produzieren können, nicht behebt, müsse parallel mehr Aufklärungsarbeit geleistet werden, sowohl für Kinder und Jugendliche wie auch für Eltern, waren sich alle Akteure einig. Das Centre national de référence pour la santé affective et sexuelle (Cesas) soll dahingehend eine eigenständige Institution werden, die proaktiv Empfehlungen aussprechen kann, auch für Schulen. ●



Der Großherzog und die Großherzogin am Dienstag im Schloss Laeken im Norden Brüssels.

Perpetuum royale

III Stéphanie Majerus

Die Monarchie muss verkörpert werden, um zu existieren. Wann übernimmt Guillaume?

Großherzog Henri hielt am Dienstag gemeinsam mit seinem Cousin, dem belgischen König Philippe, eine Himbeertorte in der Hand. Beide pusteten die zwei darauf brennenden Kerzen aus: Am 16. April wurde Henri 69 Jahre alt, der belgische König am Tag davor 64. In der seit Ende 2022 geltenden Verfassung wird der Großherzog als „Symbol der Einheit und Unabhängigkeit der Nation“ bezeichnet. Bereits seit 2008 muss er keine Gesetze mehr billigen. Ein Schritt, den er der Regierung vorgeschlagen habe, nachdem er angekündigt hatte, aus Gewissensgründen dem Euthanasie-Gesetz nicht zuzustimmen, wie Henri in *La Libre* angab. Was der Großherzog denkt, spielt nun keine Rolle mehr – seine Aufgabe ist es, mit großherzoglicher Hülle präsent zu sein. Ein Grußotto und performative Projektionsfläche zu sein, darauf besteht er. Womöglich deshalb irritierte ein Geburtstagskuchen in seinen Händen: Hinter dem royalen Körper steckt ein Mensch, ein zweiter Körper, *den Henri*. Anders als seine Institution es vorgibt zu sein, ist er nicht unsterblich – er altert.

„Warum überhaupt werden immer noch Staatsvisiten organisiert?“, fragte Vizepremier Xavier Bettel (DP) laut *Tageblatt* am Dienstag bei einem Pressebriefing in die Runde. Um sich im *RTL*-Journal zu antworten: „Eng Staatsvisit ass een Deel fir d’Dier opzemaachen.“ Das sei wichtig, denn man wolle gemeinsame ökonomische Interessen ausloten. 248 luxemburgische und 190 belgische Vertreter nehmen an dem Austausch teil und sollen verschiedene Branchen verkoppeln – Gesundheitstechnologien, Verteidigung, Raumfahrt, Finanzwesen, Tourismus und erneuerbare Energien. Ein Höhepunkt der Reise war am Mittwoch die Vereinbarung für die Entwicklung einer grenzüberschreitenden Wasserstoffinfrastruktur am „Ghent North Sea Port“. „Unserem Tor zur Welt, ohne den Hafen von Mertert brüskieren zu wollen“, wie Außenminister Bettel betonte. Flämische Häfen als verlängerter Arm einer *landlocked* Nation.

Bevor der Großherzog nach Belgien aufbrach, besuchte ihn ein Journalist von *La Libre* in Colmar-Berg. Ist er ein

glücklicher Mensch, fragte ihn der Belgier. Die Gefühle überwältigten den royalen Körper. Der Journalist kann nicht deuten, was seine Augen ausdrückten: kaschierte Melancholie oder verhaltenes Glück? Der Großherzog erzählte von einer einsamen Kindheit. Erst mit ungefähr zehn Jahren kommt er in Kontakt mit Gleichaltrigen. „Ich wurde in eine Pfadfindergruppe aufgenommen, die speziell für mich zusammengestellt worden war.“ Aber ihm wurde eine Uniform mit Alleinstellungsmerkmal übergezogen: „Eine blaue säkulare Hose und ein khakifarbenes katholisches Hemd. Ich war anders als alle anderen, jeder wusste, wer ich war.“ Heute zieht er einen Helm an, wenn er sich ungestört Menschen nähern will. Dann steigt er auf sein Motorrad und fährt durch Luxemburg, wie er dem *Wort* vor einem Jahr verriet. „Ich fahre in die Dörfer und Städte des Landes, schaue mir den Zustand der Häuser an, die Arbeiten, die gemacht werden und die, die gemacht werden müssen. Ich kann nur mit niemandem sprechen, sonst würde man mich sofort erkennen.“

Anschließend an Henris Introspektion wollte *La Libre* wissen, wann er abdanke. Die Großherzogin Charlotte regierte 45 Jahre, Großherzog Jean 35, da sei es vielleicht folgerichtig, dass er 2025 nach 25 Jahren Regentschaft den Stab weiterreiche? Hat er sich auf ein Datum festgelegt?

„Ja...“

„Ah!“

„Aber ich teile ihnen dieses nicht mit!“ Es sei wichtig, jungen Menschen „Perspektiven zu eröffnen“, erläutert er (als sei Prinz Guillaume ein gewöhnlicher Arbeitssuchender). Daraufhin rechnete David Marques vom *Quotidien* aus, wann genau die Thronübergabe stattfinden könnte. Und kommt zu dem Schluss, dass sie womöglich nicht auf nächstes Jahr festgelegt sei. Denn Henri meinte, seine Enkel seien noch klein und er wolle mit der Thronübergabe warten, bis das erbgroßherzogliche Paar weniger von ihrer Elternrolle eingenommen sei. Prinz François ist erst ein Jahr alt – also scheint

2025 für Henri noch nicht der ideale Zeitpunkt zu sein. Vergangenen Monat bereitete Großherzogin Maria-Teresa ebenfalls das Terrain zur Übergabe vor. In einem Interview mit *Gala* meinte sie: „Meinem Mann und mir fällt es schwer, einen Erben jahrzehntelang auf sein Schicksal warten zu lassen.“ Zudem hätten sie und ihr Mann „ein Recht darauf, Zeit für uns selbst zu haben“. Gezwungen habe das großherzogliche Paar Guillaume zur Nachfolge seines Vaters nicht. Nach einer längeren Zeit des Zögerns, habe er die Rolle des Erbgroßherzogs schließlich angenommen.

Da das Staatsoberhaupt sich bedeckt hält, versuchte der *Quotidien* diese Woche das Datum von Xavier Bettel zu erfahren. Doch dieser kennt den Zeitpunkt für die Stabübergabe auch nicht – „der Großherzog entscheidet ohne Einbezug der Regierung über seine Abdankung“. So wie der Vizepremier ihn erlebe, mache er nicht den Eindruck, morgen vom Thron abzurücken. „Er ist voller Energie und Motivation“, urteilte Bettel. Immerhin: Medial wurden die Luxemburger psychosozial bereits auf den Moment der Abdankung eingestimmt. Auch wenn es zu einer überstürzten Übergabe kommen sollte, wird es nicht gänzlich nach einer launischen Entscheidung aussehen.

Das Perpetuum royale muss weiterdrehen, die Illusion der Unsterblichkeit der Monarchie bewahrt bleiben. Der blaublütige Körper muss sichtbar sein, um zu existieren – ob als Henri oder Guillaume. Viele andere Funktionen hat er nicht. Aber das ist zuweilen nicht wenig. Für manche fungiert er mit seiner Anwesenheit als Seelsorger – oder so jedenfalls nimmt sich das großherzogliche Paar selbst wahr: Wenn er auf Menschen zugehe, die „mit Schwierigkeiten kämpfen, Arme oder Behinderte“, dann fühlen „sie sich aufgewertet“, schildert Henri in *La Libre*. Für die Minister Xavier Bettel, Yuriko Backes (DP), Gilles Roth (CSV) und Lex Delles (DP) wirkte er diese Woche in Belgien als Türöffner. Als Türschlüssel, Projektionsfläche und Händeschüttler fühlt sich der doppelte Henri mit royaalem und menschlichem Körper wohl angepasst und entfremdet zugleich. Als jemand der Geburtstag feiert, aber eigentlich zeitlos zu sein hat. ●



Nordlicht

IIII Luc Laboulle

Nur ein Jahr nach ihrem Parteibeitritt hat die LSAP die 26-jährige Danielle Filbig zur Ko-Spitzenkandidatin für die Europawahlen auserkoren. Ihre Chancen, im Juni gewählt zu werden, sind gering. Doch ihr nationaler Bekanntheitsgrad wird steigen

„Eine große Zukunft“, sagt Ko-Parteipräsidentin Francine Closener ihr voraus. „Begeistert“ zeigte sich der frühere Arbeits- und Sozialminister Romain Schneider nach ihrer ersten Begegnung. „E Glécksfall fir d’Rammerecher Sozialisten“, nennt sie ihr „Entdecker“ Marcel Maack. Danielle Filbig, 26 Jahre alt, schwarzer Pulli, schwarze Lederjacke, cremeweiße Caprihose, weiße Turnschuhe, eine Sportuhr am Handgelenk, ist der neue neue Shootingstar der LSAP. Mit Marc Angel führt sie die Liste für die Europawahlen an. Zur LSAP kam sie erst vor einem Jahr. Danach ging alles sehr schnell. Im Juni wurde sie auf Anhieb in den Rambrucher Gemeinderat gewählt – als Erste auf der LSAP-Liste erhielt sie nur sechs Einzelstimmen weniger als der Zweitgewählte der CSV, die mit sechs Sitzen die absolute Mehrheit im Gemeinderat hat. Damit qualifizierte sie sich für eine Kandidatur bei den Kammerwahlen, wo sie am 8. Oktober im Nordbezirk Vierte auf der LSAP-Liste wurde, nur 400 Stimmen hinter der erfahreneren Ko-Spitzenkandidatin Flore Schank.

Im Juni hätten die Wähler/innen sich „frische Wand“ in Rambruch gewünscht, sagt Danielle Filbig im Gespräch mit dem *Land* am Montag-nachmittag in der Brasserie Beim Méchel in Mersch. Sie hätten viele neue Gesichter gewählt. Hinter ihr und der langjährigen Rätin Myriam Picard schaffte es auch Tom Wanderscheid direkt in den Gemeinderat. Der 30-jährige Fußballer des FC Les Ardoisiers Perl trat ebenfalls zum ersten Mal an und gehörte nicht einmal zu den vier Spitzenkandidat/innen, die die Sozialisten in der flächenmäßig drittgrößten Gemeinde aufgeboten hatten. Die absolute Mehrheit der CSV zu brechen, die ohne den langjährigen Bürgermeister Toni Rodesch antrat, gelang ihnen nicht, doch gegenüber 2017 konnten sie leichte Zugewinne verzeichnen. Unter der neuen CSV-Bürgermeisterin Myriam Binck habe die Stimmung im Gemeinderat sich deutlich verbessert, sagt Danielle Filbig, nach den Sitzungen würden Mehrheit und Opposition auch mal gemeinsam etwas unternehmen, was vorher nicht möglich gewesen sei. Seit 2017 war die Atmosphäre vergiftet, nachdem Rodesch die LSAP-Kandidatin Laurence Depienne von der Liste streichen ließ, mit dem Argument, dass sie nicht in der Gemeinde wohne. Depienne legte daraufhin Einspruch vor dem Verwaltungsgericht ein und bekam recht. Der heute 78-jährige Marcel Maack, der die LSAP-Sektion 2004 aufgebaut hat, bis 2011 Schöffe war und anschließend in der Opposition saß, trat wegen dieser mutmaßlichen „Affäre“ 2017 aus dem Gemeinderat zurück, zog aber weiterhin im Hintergrund die Fäden.

Er war es, der Danielle Filbig Ende 2022 bei einem Fußballspiel der Union Sportive Folscheid ansprach, nachdem sein Parteifreund Erny Decker sie ihm als potenzielle Kandidatin empfohlen hatte. Nach einem „guten Gespräch“ habe er sie gefragt, ob sie zu den Gemeindewahlen kandidieren wolle, erzählt der frühere FNCTTFEL-Gewerkschaftssekretär. Selbstbewusst habe sie ihm geantwortet, für sie käme nur die LSAP in Frage.

Dass Danielle Filbigs Popularität ausreicht, um den erfahrenen Europapolitikern Charles Goerens und Christophe Hansen ernsthaft Konkurrenz zu machen, glaubt zwar keiner in der LSAP, doch ein paar Stimmen könnte sie ihnen im Norden durchaus abtrotzen

Aufgewachsen ist Danielle Filbig in Hostert, ein 400-Einwohner-Dorf in der Gemeinde Rambruch im Kanton Redingen, wo sie heute wieder wohnt. Erst ging sie in die kommunale Zentralschule in Kötscheid, danach in den Réidener Lycée, trat mit den Foulschter Theaterkäpp auf, spielte Basketball beim BBC Rebound Préizerdau, den ihr Vater mitgründete und trainierte.

Der gelernte Schlosser begann seine berufliche Karriere – wie sein eigener Vater – bei Goodyear in Colmar-Berg, bevor er Berufsfeuerwehrmann in der Stadt Luxemburg wurde. Danielle Filbigs Mutter ist Erzieherin in der Maison Relais in Kehlen. Ihre Großmutter väterlicherseits zog 1954 mit ihren Eltern und neun Geschwistern aus den Niederlanden nach Rachingen, um einen großen Bauernhof zu übernehmen; die Großmutter ihrer Mutter stammte aus Polen, ihr Großvater mütterlicherseits war ein aus Deutschland eingewandelter Anstreicher, der später bei der Arbed arbeitet.

Danielle Filbig ist stolz auf ihre „proletarische“ und multinationale Herkunft. Parteipolitisch aktiv oder engagiert sei in ihrer Familie keiner gewesen, doch nachdem sie sich am Réidener Lycée in Sozialwissenschaften (Sektion G) spezialisierte, habe sie den Wunsch gehegt, Politik zu studieren, erzählt sie. Anfangs habe sie sich das nicht zugetraut, deshalb begann sie in Freiburg ein Studium der Germanistik und Geschichte. Nach sechs Monaten brach sie ab, kehrte nach Luxemburg zurück und arbeitete als Hilfslehrerin. Für das nächste Semester schrieb sie sich in Politikwissenschaften in Brüssel ein, ihren Master in Relations Internationales schloss sie vergangenes Jahr ab.

„Vill Leit kennen d’Famill“, sagt Danielle Filbig. Sie und ihre Schwester Michelle waren Teil der Mannschaft der Amicale Steinsel, die 2015 die nationale Basketballmeisterschaft gewann. Nach dem Studium wechselte sie zum Black Star

Mersch, wo sie zurzeit wegen anderweitiger Verpflichtungen nur in der B-Mannschaft spielt. Daneben ist sie in einem Crossfit-Verein in Arlon aktiv, im Mai läuft sie ihren fünften Halbmarathon, bei schönem Wetter fährt sie gerne Rad. Sie ist Mitglied im Hosterter Jugendclub, auf regionalen Festen und Veranstaltungen ist sie häufiger und gerngesehener Gast. Während ihres Studiums war sie als freie Mitarbeiterin für RTL tätig. Inzwischen unterrichtet sie als *chargée d’éducation* Wirtschaftswissenschaften an der katholischen Privatschule Sainte Anne in Ettelbrück.

In der LSAP kennen viele sie bislang nur vom Sehen oder vom Hörensagen. Zu den Jungsozialisten JSL kam sie erst nach den Gemeindewahlen – über die Mutterpartei. Seitdem sei sie sehr engagiert, bestätigt JSL-Präsident Max Molitor. In den vergangenen Monaten war sie am Aufbau einer JSL-Sektion im Norden beteiligt, zu deren Vorsitzenden sie sich bei der Gründungsversammlung am 26. April wählen lassen will. Seit März ist sie zudem Präsidentin der LSAP-Sektion Kanton Redingen und Mitglied im Vorstand des LSAP-Nordbezirks. Die Partei setzt große Hoffnungen in Danielle Filbig.

Inhaltlich haben für sie Chancengleichheit sowie Asyl und Migration Priorität: Auf europäischer Ebene bräuchte es in diesem Bereich eine bessere Koordination. Zudem müsse das Erasmus-Programm erweitert werden und für alle offen sein. Auf nationaler Ebene will sie dafür sorgen, dass junge Menschen mit einem Uniabschluss einen besseren Zugang zum Arbeitsmarkt erhalten. Und natürlich will sie die Wohnungskrise bekämpfen.

Dass die LSAP sie als Spitzenkandidatin für die Europawahlen nominierte, hat mehrere Gründe. Neben ihrer Bereitschaft, die sie schon früh bekundete, sind es wohl vor allem ihre positive Ausstrahlung und ihre Offenheit, die den Ausschlag gaben. Es falle ihr leicht, auf Menschen zuzugehen, sie könne gut zuhören und scheue sich nicht davor, Entscheidungen zu treffen, sagt Marcel Maack. Francine Closener und Romain Schneider loben ihre Lernbereitschaft und ihren Scharfsinn. Ihre Masterarbeit hat sie über die vergleichsweise starke Identifikation der Einwohner/innen der Stadt Luxemburg mit der Europäischen Union geschrieben, die nicht zuletzt den dort implementierten EU-Institutionen zu verdanken sei. Sie hat in Brüssel studiert und für RTL aus der Hauptstadt Europas berichtet. Und sie kommt aus dem Ösling, wo sie ein elektorales Gegengewicht zu den Spitzenkandidaten von DP und CSV bilden kann. Dass Danielle Filbigs Popularität im Kanton Redingen ausreicht, um den erfahrenen Europapolitikern Charles Goerens und Christophe Hansen ernsthaft Konkurrenz zu machen, glaubt zwar keiner in der LSAP, doch ein paar Stimmen könnte sie ihnen im Norden durchaus abtrotzen.

Sie selbst geht davon aus, dass sie trotz Spitzenkandidatinnenbonus am 9. Juni hinter Schwergewichten wie Franz Fayot, Mars Di Bartolomeo und Marc Angel landen wird. Auch die 27-jäh-

rige Liz Braz, die zwar ein ähnliches Profil hat wie Danielle Filbig, im Oktober aber im bevölkerungsreichen Südbezirk in die Abgeordnetenkommission gewählt wurde, könnte mehr Stimmen bekommen als sie. Sollte es der LSAP jedoch gelingen, den erhofften zweiten Sitz zu holen (wozu sie ihr Resultat von 2019 fast verdoppeln müsste), könnte Danielle Filbig ins Europaparlament nachrücken. Liz Braz und Mars Di Bartolomeo haben bereits durchblicken lassen, dass sie ihr Mandat wohl nicht annehmen würden; Franz Fayot wirkt zwar entschlossener, ist aber erst vergangenes Jahr Vater geworden – allerdings schon zum vierten Mal.

Für die LSAP ist es zweitrangig, ob Danielle Filbig ins Europaparlament einzieht oder nicht. Ihre Nominierung als Spitzenkandidatin dient vor allem dazu, ihr mehr Sichtbarkeit zu verleihen, sie im Land bekannter zu machen. Sie ist Teil der Erneuerungsstrategie, mit der die Sozialisten ihre Rückkehr in die Regierung planen. Sie wollen Danielle Filbig für die Kammerwahlen 2028 aufbauen – als Spitzenkandidatin im Nordbezirk –, wo sie 1999 ihren zweiten Sitz verloren (den sie 2013 für eine Legislaturperiode zurückerobert konnten). Danielle Filbig ist das nördliche Pendant zu Liz Braz im Süden, Ben Streff im Osten sowie Claire Delcourt und der ebenfalls für die Europawahlen kandidierenden Michaela Morrisova im Zentrum.

Ihr Berufswunsch sei es gewesen, Offizierin bei der Armee oder Diplomatin zu werden, erzählt Danielle Filbig. Inzwischen würde sie aber eine politische Laufbahn einer Karriere im Staatsdienst vorziehen. Ihr Vorbild ist Sanna Marin. Die frühere sozialdemokratische Premierministerin Finnlands sei eine faszinierende Politikerin – authentisch und natürlich, schwärmt Danielle Filbig. Trotz ihres politischen Erfolgs habe sie nicht vergessen, wo sie herkommt und sich von vermeintlichen privaten Party-Skandalen nicht aus der Ruhe bringen lassen.

Würde sie nicht ins EU-Parlament gewählt, säße Danielle Filbig die nächsten Jahre in Rambruch in der Opposition fest. In die Abgeordnetenkommission nachrücken wird sie als Viertgewählte in dieser Legislaturperiode wohl nicht, selbst wenn der bald 62-jährige Claude Haagen sich nach zwei, drei Jahren zurückziehen sollte. Bis zu den nächsten Kammerwahlen sind es noch vier Jahre. Manchmal fällt es Jungpolitiker/innen schwer, dabei zu bleiben, wenn der Erfolg sich nicht gleich einstellt. Wie der früheren JSL-Präsidentin Lisa Kersch, die 2019 bei den Europawahlen als Spitzenkandidatin Drittgewählte wurde und bis Mitte 2022 als Ko-Spitzenkandidatin der Escher LSAP zu den Gemeindewahlen gehandelt wurde. Schließlich verschwand sie von der politischen Bildfläche. In anderen Fällen ist es die Partei, die blockiert: Die früheren JSL-Präsidenten Amir Vesali und Georges Sold wurden beide nicht zu den Kammerwahlen nominiert, weil ihr Resultat bei den Kommunalwahlen nicht den Erwartungen der Wahlkommission entsprach. Alle drei sind noch Mitglied der vor zwei Jahren gewählten Parteileitung, aber, wenn überhaupt, nur im Hintergrund aktiv. ●

L'ancien ministre Romain Schneider assure depuis février une permanence à Wiltz pour assister les membres de l'OGBL. Portrait d'un socialiste du Nord et de son fief perdu

Deux Schneider socialistes aux carrières post-ministérielles très contrastées. Alors qu'Étienne conseille les oligarques russes, Romain conseille les salariés wiltzois. Depuis février, l'ancien ministre de la Sécurité sociale et des Sports, Romain Schneider, assure une permanence hebdomadaire dans l'antenne wiltzoise de l'OGBL. Le retraité (62 ans) reçoit tous les mardis dans un bureau exigu, et répond aux questions sur les droits de retraite, les pensions d'invalidité, le droit du travail et les reclassements. Parfois, il s'agit simplement de rassurer, dit-il, par exemple en notant la bonne adresse sur une enveloppe. Romain Schneider y voit un retour aux sources, ayant travaillé pendant vingt ans à l'antenne wiltzoise de l'Adem.

Ironiquement, les deux premiers dossiers qui ont atterri sur son bureau concernaient l'agence pour l'emploi. Signant ses lettres par « conseiller syndical OGBL », Schneider a contesté des refus de l'Adem de payer des indemnités de chômage. Un autre dossier était lié à la CNS, dont Schneider avait la tutelle comme ministre. Un salarié s'est vu refuser un remboursement, ayant envoyé les factures tardivement. (Rien à faire, regrette Schneider, la période de forclusion de deux ans a été dépassée.) Le tiers payant généralisé aurait dû éviter ce genre de situation, mais Schneider, le ministre, n'avait pas réussi à l'imposer au puissant lobby des médecins. Le texte serait tout prêt, dit-il : « Et brauch nëmme gemaach ze ginn... ». En attendant, relate-t-il, les files s'allongeraient devant les guichets de la *Gesondheetskeess*, où l'on peut se faire immédiatement rembourser (en espèces) sans devoir attendre un virement bancaire. Les agences de Differdange, Esch et Dudelange seraient actuellement submergées par des affiliés connaissant des fins de mois difficiles.

Romain Schneider a dû s'acclimater à sa nouvelle vie de retraité qui a commencé en janvier 2022. Surtout ses collaborateurs lui auraient manqué, dit-il. Son chauffeur et garde du corps l'a ainsi accompagné pendant douze ans et demi, le ramenant tous les soirs à Wiltz (le policier habitait lui aussi le canton). Après sa sortie du gouvernement, Schneider a dû réapprendre à naviguer dans le trafic. Habitué à déléguer, il doit maintenant assimiler de nouvelles compétences : faire des copies recto-verso, utiliser un scanner, affranchir des lettres. Les personnes se présentant aux permanences, savent-elles que c'est un ancien ministre qui prend en charge leur dossier ? Si on le reconnaissait, ce serait davantage en tant qu'ex-maire qu'en tant qu'ex-ministre, dit Schneider, la population portugaise et yougoslave de Wiltz ayant un lien plus direct avec la politique communale qu'avec la politique nationale.

Schneider dit être passé graduellement dans son nouveau rôle. Lors de ses promenades à travers Wiltz, le jeune retraité se fait régulièrement accoster par des passants qui lui demandent de

Romain Schneider, ce mardi à Wiltz, dans son bureau de l'OGBL

« Keng Extrawurscht »

IIII Bernard Thomas



l'aide pour l'une ou l'autre procédure administrative. La nouvelle fait vite le tour, et l'ex-ministre commence même à recevoir des gens dans son bureau à la maison. Il est alors contacté par la présidente de l'OGBL, Nora Back, qui lui propose d'assurer une permanence dans la nouvelle antenne wiltzoise du syndicat. Romain Schneider dit avoir été membre de l'OGBL, tout comme de la CGFP, y inclus durant son mandat de ministre.

Que pense-t-il de l'ancien Vice-premier ministre socialiste conseillant les oligarques russes ? « Chacun fait son choix », répond Romain Schneider

Mais, précise-t-il, sans avoir jamais été un « syndicaliste pur jus » ni un « bouffeur de patrons ».

L'ex-ministre Romain Schneider a scrupuleusement respecté le délai de deux années, prévu par le nouveau code de déontologie. Celui-ci stipule que, pendant cette période de *cooling off*, « il est interdit aux anciens membres du gouvernement de prendre de l'influence ou de défendre la cause de leur entreprise, client, associé en affaires ou employeur auprès des membres du gouvernement et du personnel de leur ancien département. » Si un ex-ministre ne se tient pas à cette règle, il ne risque en réalité pas grand-chose : En cas de non-respect, le comité d'éthique peut tout au plus « publier son avis en tout ou en partie ». Etienne Schneider fait jouer ses contacts en faveur d'oligarques russes et de promoteurs belges, tout comme, avant lui, Jeannot Krecké et Jacques Poos avaient multiplié les sièges dans des CA plus ou moins prestigieux. (Quant à Lucien Lux, il conseille et informe en exclusivité le nabab de l'immobilier Flavio Beca.) Que pense Romain Schneider des reconversions de ses camarades de parti ? « Chacun fait son choix », répond-il.

Romain Schneider a pris une autre voie. En janvier 2024, soit exactement 24 mois après sa

démission comme ministre, il a signé un contrat de travail (pour douze heures par semaine) avec l'OGBL. Il dit être rémunéré selon la même grille que les autres conseillers syndicaux : « Keng Extrawurscht ». Il aurait également signifié à l'OGBL qu'il se tiendra éloigné des dossiers politiques. Ce qui l'intéresserait, ce serait de retrouver le contact avec les gens. Il rejoint un réseau de 24 « secrétaires sociaux ». Les syndicats luxembourgeois se présentent de plus en plus comme « service providers » en professionnalisant leurs offre de conseil et d'assistance depuis les années 2000. L'OGBL compte ainsi 18 antennes locales, dont quatre en France, cinq en Wallonie et une en Allemagne. De nombreux membres cotisent pour s'assurer une assistance administrative, voire judiciaire. Ils considèrent le syndicat comme une sorte d'Automobile Club des relations sociales.

L'assistance syndicale diffère pourtant du suivi étatique et de ses mesures disciplinaires : « Et kann een de Leit näischt falsch maachen, nëmmen hëllef », estime Schneider. En passant à la permanence, les gens feraient usage de leur droit (de salariés.) En 1980, Romain Schneider était entré comme placeur à l'agence wiltzoise de l'Adem de Wiltz. Il en prendra la direction neuf ans plus tard,

succédant au préposé André Biver, le maire socialiste de Wiltz venant d’être élu à la Chambre des députés. (En l’espace de douze ans, deux préposés régionaux de l’Adem ont donc été élus maires de Wiltz, tous les deux sur la liste LSAP.)

Le premier *stress test* pour le nouveau préposé Schneider arriva en juin 1991, lorsqu’est annoncée la fermeture de Fardem Lux, une fabrique de sacs en plastique et de housses pour palettes. 171 salariés se retrouvaient sur le carreau, dont deux-tiers de femmes non-qualifiées, habitant pour la plupart à Wiltz. Schneider a décidé de faire, deux fois par semaine, le tour des patrons de l’Ösling, réussissant à placer les demandeuses d’emploi auprès des artisans, hôteliers, communes et industriels du coin. L’expérience lui aurait permis de « redéfinir » son rôle en tant que préposé, et « d’aller à la rencontre du patron ».

Fils unique, Romain Schneider est issu d’une famille ouvrière. Il est également un « Weeltzer » pur jus. Ses parents et grands-parents (ainsi que ceux de son épouse) sont tous issus de la capitale des Ardennes, et ont été actifs dans la pléthore de clubs locaux. Cet enracinement constituera un avantage électoral pour le jeune Schneider. Son père, Léon, a passé toute sa vie professionnelle comme camionneur à la Brasserie Simon, faisant le tour des petits cafés de l’Ösling. Un travail éreintant, à remonter les fûts vides des caves et à y faire descendre les fûts pleins. Lorsqu’à 17 ans, Romain Schneider a reçu sa première fiche de paie chez Eurofloor (où il travaillait quelques mois comme comptable), il aurait eu « honte » de la montrer à son père qui gagnait, lui, « un peu plus que le salaire minimum ». Léon Schneider prend sa retraite à 58 ans et meurt quatre ans plus tard : « Ce n’était pas directement lié à son travail, mais ça n’a certainement pas aidé », dit son fils.

La carrière politique de Romain Schneider est un cas d’école du « Ochsentour » sur le terrain communal : enracinement familial, relative notoriété sportive, engagement associatif. Schneider a arrêté l’école après la Onzième (section Commerce), il aurait eu « surtout le foot dans la tête ». Avec le FC Wiltz 71, le libéro montait dans la promotion d’honneur en 1979, puis dans la division nationale en 1981. Le sport lui a donné une exposition. « Romain Schneider, das ist aber auch der Fußballspieler, der Trainer, der Präsident », lit-on ainsi dans la chronique locale *Wooltz 1814-2014*. En 1993, Romain Schneider est une première fois élu au conseil communal sur la liste socialiste. La majorité CSV-DP commet alors une lourde bourde politique : Elle accepte que le jeune conseiller de l’opposition Schneider prenne la tête de la commission de la Vie associative. Le trentenaire saisit l’opportunité. Wiltz compte alors une soixantaine d’associations. Schneider se rendra à l’assemblée générale de chacune d’entre elles. « Un marathon », dit-il, d’autant plus que les AG se tenaient toutes entre début janvier et fin mars. Remontant les doléances, il aurait eu « peu à perdre » : Si le conseil échevinal refuse d’y donner suite, ce n’est pas de sa faute.

Aux communales de 1999, à peine six ans après être entré au conseil communal, c’est la consécration. Schneider double son score, et le LSAP obtient la majorité absolue. À 37 ans, il est assermenté maire. Dix ans plus tard, son score aux législatives de 2009 le rend incontournable au niveau national. « Le chouchou de l’électorat du Nord » (*Paperjam*) monte au gouvernement Juncker-Asselborn II. Romain Schneider recevra des ressorts aigres (l’Agriculture) et doux (les Sports), puis le portefeuille stratégique de la Sécurité sociale et l’autre, plus symbolique, de la Coopération. Il sera un ministre discret, fuyant les conflits et cherchant les compromis : avec les paysans, les syndicats, les médecins). La presse le qualifiera de « valeur sûre » (*Tageblatt*) et de « Routinier » (*Reporter*).

Fränk Arndt était le numéro 2 de Romain Schneider, dont il a repris la mairie en 2009. Serrurier de formation, il était délégué du personnel chez Circuit Foil, avant d’être coopté dans l’appareil de l’OGBL comme secrétaire régional pour le Nord. (Arndt faisait donc le même travail que le retraité Schneider fait aujourd’hui.) L’année

2022 sera son *annus horribilis*. Deux informations judiciaires sont ouvertes pour « prise illégale d’intérêts » et « corruption » dans le cadre d’une transaction immobilière. Happé par l’engrenage judiciaire, Fränk Arndt maintient pourtant sa candidature. « Ce que je peux dire, c’est que je ne me sens pas coupable », se faisait-il citer dans la brochure électorale du LSAP. « Si je ne me représente plus, les gens vont dire que c’est parce que je suis coupable », expliquait-il au *Quotidien*. Romain Schneider dit avoir demandé à Frank Arndt, les yeux dans les yeux : « Wann eppes war, da sees de mer dat, da bléifs du nach ëmmer mäi Kolleeg. Wann näischt war, dann desto méi. » Arndt lui ayant assuré de son innocence, il l’aurait encouragé à se porter candidat : « Je lui ai dit : *Du gees mat !* »

Le maire sortant a réussi à limiter la casse : Arndt a seulement perdu 269 voix personnelles par rapport à 2017. (Un peu plus en réalité, le nombre de bulletins valables ayant augmenté de 361.) Mais la liste LSAP recule de 45,4 à 38,6 pour cent, perdant un siège au profit du DP. Le CSV a flairé sa chance et conclut une alliance avec les libéraux, présageant celle scellée quatre mois plus tard au niveau national. Après 23 ans, le bastion rouge du Nord est tombé. Au sein du CSV, c’est la troisième élue, Carole Petitnicolas-Weigel, qui s’est imposée en interne contre les deux échevins sortants. L’éducatrice diplômée qui se décrit comme « Veräinsmënsch » a été assermentée maire en juillet dernier. On lui aurait demandé en 2017 de se porter candidate, dira-t-elle quelques mois plus tard au *Wort*, « davor hatte ich mich nie mit Politik auseinandergesetzt ».

Petitnicolas-Weigel a vite assimilé les règles du jeu. Son ascension sous l’étendard du « nouveau » et de « l’esprit d’équipe » ne s’est pas faite sans drames internes. Un échevin CSV sortant a claqué la porte, rendant sa carte du parti. (Il aurait préféré continuer la coalition avec le LSAP.) La priorité affichée par la nouvelle bourgmestre est la baisse de l’endettement. « Wir müssen uns der Decke nach strecken », expliquait-elle en décembre au *Tageblatt*. Wiltz a accumulé 68 millions d’euros de dettes, ce qui en fait la deuxième commune la plus endettée par tête d’habitant après Echternach. Mais pour assurer le financement du nouveau campus scolaire, la nouvelle majorité a dû se résigner à prendre un autre crédit, à hauteur de 8,5 millions d’euros.

Les Verts n’ont jamais réussi à s’implanter à Wiltz. En juin dernier, le parti n’y a pas su concocter de liste, bien que celle-ci aurait été menée par une députée. Stéphanie Empain dit n’avoir trouvé que cinq personnes prêtes à faire leur *outing* vert (il en aurait fallu treize), « et ce n’est pas faute d’avoir essayé ! ». Wiltz serait un terrain « particulièrement dur » : « Et ass keng Léift, déi engem entgéint schléit ». Aux législatives, Déi Gréng y réalisent traditionnellement de piètres scores. Presque moitié moins que dans le reste de la circonscription en 2013 et en 2018, et en-dessous de cinq pour cent en 2023. Les écolos sont toujours tenus responsables pour le départ d’Eurofloor en 1991. Quelques années auparavant, le producteur de revêtements de sols vinyliques avait signifié à la commune sa volonté de quitter la vallée de Wiltz pour un nouveau site de production. Le maire à l’époque, André Biver (LSAP), proposait trente hectares en zone verte et agricole sur les hauteurs de la commune, près du hameau de Roullingen. Une fronde s’y forma illico, rassemblant paysans, riverains et écolos. « Mir brauchen eisen Bodem selwer ! », pouvait-on lire sur une des pancartes exhibées lors d’un piquet devant la mairie.

En novembre 1990, les Verts organisèrent un meeting à Wiltz contre la nouvelle zone industrielle. Ils furent accueillis par les huées de 700 contre-manifestants, constitués de « syndicalistes, d’ouvriers et de commerçants », comme le rapportait le *Tageblatt* le lendemain. « Verdreift nik déi elo wëllen investéieren. Et kommen keng méi no », lisait-on sur une des banderoles des 1 300 manifestants réunis, quelques semaines plus tard, devant le ministère des Finances. Avec plus d’un demi-millier de salariés, Eurofloor était le principal employeur à Wiltz. L’activité faisait tourner

le commerce et les bistrots. La firme s’était également insérée dans le tissu associatif, en devenant le sponsor principal du FC Wiltz en 1986, remplaçant un magasin d’ameublement et une boucherie. La nouvelle de la « délocalisation » d’Eurofloor dans le canton de Clervaux, à Eselborn, fit donc l’effet d’un choc. Beaucoup à Wiltz en tiennent toujours les écolos pour responsables, même si le ministre de l’Économie de l’époque, Robert Goebbels (LSAP, et peu connu pour ses sympathies vertes) pointait à l’époque l’issue trop incertaine de la procédure d’expropriation.

Au moment même où Wiltz est atteint par la vague de désindustrialisation, des centaines de réfugiés bosniaques, fuyant le nettoyage ethnique, s’y établissent. La nouvelle communauté se greffe sur une immigration yougoslave plus ancienne, recrutée par des firmes de construction à la fin des années 1970. Schneider évoque un « très grand sentiment d’insécurité » qui aurait émergé à la fin des années 1990. Pour le contrer, les édiles ont tenté de favoriser le dialogue inter-culturel. La commune effectue un jumelage avec Zavidovići, une municipalité en Bosnie-Herzégovine, dont sont issus de nombreux néo-Wiltzois. (Afin de ne pas « monter une communauté contre l’autre », dit Schneider, un autre jumelage est conclu avec le village portugais de Celorico de Basto.)

Dans les années 2000, c’est la surchauffe des prix immobiliers au Centre et au Sud qui pousse de nombreux ménages vers le Nord. Le prix de vente des appartements est de 4 100 euros le mètre carré à Wiltz, alors qu’il dépasse la barre de 10 000 euros dans la capitale et de 6 000 euros à Esch-sur-Alzette. « D’Präisser hei si plus ou moins an der Rei », dit Schneider. « C’est évident que les gens viennent à Wiltz ». Toutes les statistiques désignent la ville du Nord comme la commune la plus pauvre du Grand-Duché. L’indice socio-économique du Statec fait figurer la ville du Nord à la dernière place, l’écart avec l’avant-dernier (Esch-sur-Alzette) s’étant même creusé entre 2017 et 2021. Le salaire médian est actuellement de 3 167 euros à Wiltz, ce qui en fait la commune « la moins bien classée », alors qu’il est de 6 659 à Niederanven, la commune la plus nantie. Le taux de chômage s’établit à 7,74 pour cent dans la capitale des Ardennes, et est uniquement dépassé par celui de la métropole du fer (8,97).

La commune lutte contre les signes visibles du déclassement. Elle a ainsi racheté une bonne partie des locaux de la Grand-Rue (qui fait moins de 200 mètres) pour les louer à des prix modiques. Dans un de ces locaux subventionnés, une librairie-papeterie vend des polars américains, des bougies parfumées et des monographies sur la famille grand-ducale. En face, une brasserie portugaise accueille des ouvriers pour la pause midi. Plus loin, Chez Xu propose de la « cuisine thaïlandaise, japonaise & européenne ». Une épicerie offre à découvrir « die Vielfalt des Balkans ». En contrebas, Misty Green vend du CBD, tandis que la succursale d’une église évangélique propose le salut éternel. Signe distinctif de toutes les villes précarisées, trois agences d’interim peuplent la principale artère commerciale.

Si Wiltz va changer de visage, c’est du côté de la gare, sur les friches qui avaient hébergé la tannerie Ideal puis, à partir 1963, le transformateur de plastique Eurofloor. Dans le nouveau quartier « Wunnen mat der Wooltz », 872 logements abordables seront créés, dont 70 pour cent destinés à la location. Porté par le Fonds du Logement, le projet n’a pas provoqué de *shitstorm* de la part des riverains. Il y a trois ans, la députée verte Stéphanie Empain se disait « fière » de sa commune à la Chambre : « Wou op anere Plaze schonn Horrorzenarien entstinn, well éierens sechs Wunnenge fir Friemer sollen entstoen, gesäit Wolz deen heite Projet als seng grouss Chance ». Les premiers immeubles devraient être prêts d’ici la fin de l’année.

Le projet aura mis plus de trente ans à se concrétiser. Pour le débloquer, les ministres nordistes Romain Schneider et Marco Schank (CSV) avaient fait du forcing au sein du gouvernement. En 2011, Luc Frieden se déplaça sur les berges



« Verdreift nik déi elo wëllen investéieren. Et kommen keng méi no »

(Banderole à une manifestation de Wiltzois, 1990)

de la Wiltz pour annoncer que l’État allait entièrement financer l’assainissement des sols, lourdement contaminés par un siècle d’activité industrielle. D’après la loi de financement, votée en 2021, le coût de la seule dépollution se montera à 41,4 millions d’euros. (Mais l’aménagement de potagers restera interdit sur les futures parcelles.) En haut sur la colline, au-dessus de la vallée post-industrielle, la commune veut attirer une autre population, au pouvoir d’achat plus élevé. Elle vient de mettre en vente 102 terrains à bâtir, sans contrat de construction et avec un droit de préemption de seulement dix ans. Malgré ces conditions très favorables, le lotissement a incité peu d’intérêt : Seulement une dizaine de candidatures sont entrées. La faute à la hausse des taux d’intérêt, estime Carole Petitnicolas-Weigel face au *Wort*.

Wiltz tente de se réinventer, la ville ouvrière se cherche de nouvelles niches et de nouveaux narratifs. Elle ambitionne ainsi de devenir « un laboratoire vivant de l’économie circulaire ». Elle essaie également de se profiler à côté de Belval comme seconde ville universitaire. La commune a déroulé le tapis rouge à des écoles de gestion belges qui ont élu domicile au château. Mais c’est une ASBL, Coopération, qui a émergé comme acteur majeur à Wiltz ; un modèle probablement unique en son genre au Luxembourg. Créée en 1991, l’association anime quasiment l’ensemble de la vie culturelle : du traditionnel Festival de Wiltz au nouveau Jazzorwhatever!?, en passant par la Nuit des lampions et le Cinéma Prabbeli. Le Kannermusée Plomm (qui ouvrira le 28 avril) est également issu de son initiative. À côté de plusieurs ateliers protégés, Coopérations exploite en outre un bar, un restaurant, un camping ainsi qu’un magasin, à l’esthétique *hipster*, qui allie « craft food store » et « ethical giftery ». Le vice-président du KPL Alain Herman, un natif de Wiltz qui siège au conseil de Coopérations, attribue à l’ASBL une « forte valeur identitaire ».

Le germaniste Alain Herman (son travail de master a porté sur l’influence de Schopenhauer dans les œuvres de Thomas Mann et de Thomas Bernhard) enseigne au Lycée du Nord. C’est un des rares établissements du pays à rassembler les filières classique, générale et préparatoire dans un bâtiment (même si le préparatoire est situé dans une aile à part). Du coup, les profs enseignent dans les différents régimes. Ce dont se réjouit Herman : « Celui qui a passé toute sa carrière dans le classique reste un peu enfermé dans sa tour d’ivoire et n’aura qu’une vision partielle sur la population du pays ».

D’après le dernier recensement, Wiltz est la deuxième commune comptant le plus de ressortissants extra-européens, après la capitale (23,6) et devant Strassen (22,3). La cohésion sociale est tributaire d’un réseau associatif qui reste très étoffé. Le foot y joue un rôle central. En politique également. Amel Ćosić, le nouvel échevin libéral, a commencé sa carrière footballistique au FC Wiltz (il joue aujourd’hui dans l’équipe de réserve). Les conseillers socialistes Ferid Hodzic et Sven Schneider (fils de l’ancien ministre) y ont siégé au comité. Le nouvel homme fort des socialistes wiltzois, Michael Schenk, se présente sur le site de la commune comme « président du FC Wiltz 71 et de la section LSAP Wiltz ». Tout comme Romain Schneider avant lui. ●

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Windmühlen

Vorigen Monat wählte der Nationalkongress der ADR eine neue Führung. Präsident wurde erstmals eine Präsidentin, die Abgeordnete Alexandra Schoos. Der scheidende Präsident Fred Keup tröstete die Pantoffelhelden: Er ereiferte sich über „de Radikalismus, deen haut ausgeet vun de sougenannte Woken, dat ass deen, deen een haut fénnt bei de Grénge, bei de Rouden, bei de Lénksen“.

„Wokeness“ ist eine Phantasmagorie bei den Reaktionären, bei den Rechtsradikalen, bei den Faschisten. Fred Keup fürchtet sie als symbolische Bedrohung traditioneller Hierarchien von Geschlechtern, Hautfarben, Staatsangehörigkeiten, Religionen. Als Verschwörung zur Abschaffung der Nation, Kirche, Monarchie, Rechtschreibung. „Déi Woke hunn an hirer Frustratioun decidéiert, fir de Mënschen eng nei Sprooch opzewéngen, mat Stärecher [...] Si schwätze vun 30, 40 verschidde Geschlechter.“

Woke kommt von „to wake“: wachsam sein für Diskriminierungen. Rechte Rüpel würden „Nazi-Partei“ johlen. Die Woken wollen die Gefühle der ADR nicht verletzen. Sie nennen die Partei „populistisch“. Alte weiße Männer würden einen ADR-Abgeordneten als „Stotterer“ niederbrüllen. Junge woke Frauen nehmen Rücksicht auf seinen „gestörten Redefluss“.

Die ADR-Führung hasst Wokeness. Weil sie Sitte und Zucht der Vorväter in Frage stellt. Als der Pfarrer dem Chorknaben den Rosenkranz um die Ohren schlug. Die ADR-Wählerschaft kann sich unter dem modischen Fremdwort nichts vorstellen. Sie hält die ganze Aufregung für den Windmühlenkampf einiger Klugschwätzer. Sie plagen andere Sorgen.

Fernand Kartheiser kam 2008 zur ADR als Präsident eines antifeministischen Vereins. Fred Keup kam 2018 zur ADR als Kreuzritter gegen die Gleichstellung Eingewanderter. 2021 schlug die ADR Alarm: das Adoptionsrecht schaffe die Wörter „Mamm“ a „Papp“ ab. Elektroautos grenzen für die ADR an Wokeness.

Wenn Präsidentin Alexandra Schoos „woke“ erklären muss, ist sie mit ihrem Latein am Ende (RTL, 27.3.24). Sie hält die Diskussion für unsinnig: „Ich würde mich nicht so ausdrücken wie Fred Keup. [...] Ich möchte, dass wir wieder zeigen, dass es nicht unsere einzigen Themen sind“ (Wort, 29.3.24).

„Woke“ ist ein Schlachtruf zum Kulturkampf. Die ADR hat ihn geborgt: „Vedo l’ideologia woke distruggere le basi della famiglia naturale, attaccare la vita, insultare la religione, cambiare le parole e persino imporre nuovi segni grafici.“ Klagte Neufaschistin Giorgia Meloni (Vista, 27.2.22). Ihre Gleichgesinnte Marine Le Pen gründete am 12. April 2023 eine „association parlementaire contre le wokisme“. Beider Vorbild Donald Trump klagte, dass der Mickey-Mouse-Konzern Disney „a Woke and Disgusting shadow of its former self“ sei (Truth Social, 23.5.23).

ADR und Woke ähneln sich: Sie verteidigen Identitäten. Die einen nationale, die anderen sexuelle, ethnische, religiöse. Beides ist borniert: Identitäten dienen der Trennung, Abgrenzung, Ausgrenzung.

ADR und Woke unterscheiden sich: Woke wollen Vorurteile bekämpfen. Vorurteile sind der Geschäftsfundus der ADR. Woke nehmen Rücksicht auf die Schwächeren. Die ADR verteidigt das Recht der Stärkeren. Sie hat kein Verständnis für Black Lives Matter, Me Too, Palästinenser.

Fred Keup klagt: „D’Meenungsfräiheet gëtt ugegraff.“ Seine Vorurteile sind nicht bedroht. Im Schulhof ist „Opfer“ ein Schimpfwort geworden. ESG ist eine Werbemasche. Karrieremenschen, Entscheidungsträger, Führungspersönlichkeiten sind nicht woke. Die Rücksichtslosigkeit ihres Neoliberalismus heißt: *The winner takes it all*. Keine Gnade für die Besiegten, Schwachen, für Bettler, Obdachlose. Nicht einmal in dünnen Worten. Luc Frieden, Léon Gloden sehen das nicht anders. ● ROMAIN HILGERT

Noch immer längst nicht alles rosa

III Luc Laboulle

Pünktlich zur Luxembourg Pride, die damals noch Gaymat hieß, und drei Monate vor den Kammerwahlen verabschiedete der DP-LSAP-Grüne Regierungsrat Mitte Juli 2018 den nationalen Aktionsplan (PAN) LGBTI, anhand dessen die Forderungen der Community nach mehr Anerkennung, Gleichberechtigung und Selbstbestimmung umgesetzt werden sollten. Gleichzeitig setzte die damals zuständige Familienministerin Corinne Cahen (DP) ein interministerielles LGBTI-Komitee ein, um die Maßnahmen ressortübergreifend zu implementieren, und versprach, die Einhaltung des Plans wissenschaftlich zu begleiten. Dazu schloss sie im Juli 2022 eine Konvention mit der Uni Luxemburg ab, die im Herbst 2022 eine Befragung in den zehn am PAN beteiligten Ministerien durchführte und im Frühjahr 2023 Organisationen der Zivilgesellschaft und Menschenrechtsinstitutionen um ihre Einschätzung bat. Im Dezember beendete die Uni ihre erste Zwischenevaluation, die am Montag von der neuen für LGBTIQ+ Fragen zuständigen Ministerin für Gleichstellung und Diversität, Yuriko Backes (DP), veröffentlicht wurde. Daraus geht hervor, dass laut Angaben der Ministerien 59 Prozent der im PAN aufgeführten Maßnahmen vollständig umgesetzt worden seien, mit der Umsetzung von fast 75 Prozent der Maßnahmen sei zum

Zeitpunkt der Befragung mindestens begonnen worden. Große Lücken wiesen hingegen die Kapitel auf, die sich mit der Bekämpfung von Diskriminierung und der rechtlichen Gleichstellung von intergeschlechtlichen Personen befassen. Die Ministerien begründeten diese Versäumnisse mit den Einschränkungen infolge der Coronapandemie. Die Vertreter von Cigale, Rosa Lëtzebuerg, CET, konsultativer Menschenrechtskommission und Okaju bemängelten ihrerseits eine Stagnierung: Das Verbot chirurgischer Eingriffe bei intergeschlechtlichen Kindern, von Konversionstherapien und die Einführung einer dritten Option im Personenstandsregister seien nicht umgesetzt worden. Auch müssten trans- und intergeschlechtliche Personen sowie LGBTIQ+ Menschen in prekären Situationen in den Plan aufgenommen werden. Nicht zuletzt hinterfragen sie die Sinnhaftigkeit der Praxis, Geschlecht als Information für jede administrative Prozedur abzufragen und kritisieren die mangelnde Transparenz in der Kommunikation seitens der Ministerien.

Tatsächlich wurden das Verbot chirurgischer Eingriffe bei Intersex-Kindern und die Einführung einer dritten Option nicht wegen Corona, sondern wegen fehlendem politischen Konsens nicht gesetzlich verankert, die Forderung nach einem Verbot von Konversions-

therapien wurde ignoriert, weil Corinne Cahen das nicht als notwendig erachtete. In der Praxis führen diese Versäumnisse durchaus zu Konsequenzen: Verwaltungen und Einrichtungen, selbst solche höherer Bildung, missachten etwa die Selbstbestimmungsrechte von LGBTIQ+ Personen, indem sie sich darauf berufen, dass die dritte Option, die in Deutschland längst gesetzlich eingeführt wurde, in Luxemburg nicht existiert. Vertreter/innen von Organisationen, die Weiterbildungen an Schulen durchführen, berichten zudem, dass Vorurteile und diskriminierendes Verhalten gegenüber LGBTIQ+ und insbesondere gegenüber Trans-Personen nach wie vor weit verbreitet seien, wenn nicht sogar zunähmen. Auch scheint die Bereitschaft des Lehrpersonals, entsprechende Weiterbildungsangebote in Anspruch zu nehmen, nicht in allen Schulen gleichermaßen gegeben zu sein. Sodass selbst die Wirksamkeit mancher bereits vollständig umgesetzter Maßnahmen bezweifelt werden muss. Als erste Reaktion auf den Bericht der Uni hat Yuriko Backes nun beschlossen, das interministerielle Komitee zu reformieren, es auf alle Ministerien auszudehnen, die Bezeichnung LGBTI um Q+ zu erweitern und enger mit der Zivilgesellschaft zusammenzuarbeiten. Reaktionen der LGBTIQ+ Organisationen auf den Bericht blieben bislang aus. ●



Gespalten

IIII Felix Wellisch, Tel Aviv

Mit dem iranischen Angriff auf Israel ist ein regionaler Krieg mit unkalkulierbaren Folgen in greifbare Nähe gerückt

Plakat zum iranischen Angriff am Dienstag im Zentrum Teherans



Diese Bilder werden in Erinnerung bleiben: Über der goldenen Kuppel des Felsendoms in Jerusalem steigen in der Nacht auf Sonntag die Lichtschweife israelischer Abwehrraketen in den Nachthimmel. Dazu plärren Alarmsirenen. Mitten in einer zum Zerreißen gespannten Region hatte der Iran in einem beispiellosen Angriff 300 Drohnen und Marschflugkörper gegen den jüdischen Staat auf den Weg geschickt. Während die Führung in Jerusalem und Tel Aviv seither über die Reaktion berät, hängt die Frage im Raum, ob dies der Funke war, der das Pulverfass Nahost zur Explosion bringen wird.

Große Kriege in der Geschichte wurden wegen weniger begonnen: 170 Drohnen, mehr als 120 ballistische Raketen und mehr als 30 Marschflugkörper feuerte Teheran direkt auf das Israelische Staatsgebiet ab. 60 Tonnen Sprengstoff sollen sie laut dem israelischen Militär transportiert haben. Das an sich schon ist historisch: Seit der Islamischen Revolution 1979 droht der Iran dem jüdischen Staat zwar mit der Vernichtung, direkt angegriffen hat er jedoch noch nie. Stattdessen übernimmt eine Gruppe militärisch unterstützter und mehr oder weniger gelenkter Stellvertreter-Milizen das Kämpfen und erspart der iranischen Führung so diplomatische und innenpolitische Probleme. Doch Teheran ist nicht völlig überraschend von dieser bewährten Strategie abgewichen.

Seit Jahren hat der Iran seine „Achse des Widerstands“ in der Region aufgebaut, von der Hisbollah im Libanon über die Huthis im Jemen bis zur Hamas im Gazastreifen. Dennoch blieb der Ruf der Hamas-Führung, sich ihrem brutalen Überfall auf Israel am 7. Oktober anzuschließen, weitgehend unbeantwortet. Zwar beschießen sich die Hisbollah und die israelische Armee seit Monaten gegenseitig, wirklich in den Krieg eingestiegen ist die Schätzungen zufolge mit rund 150 000 Raketen gut gerüstete Gruppe jedoch nicht. Experten führen das vor allem darauf zurück, dass der Iran seine stärkste Karte in der Region nicht verlieren möchte.

Auch die israelische Armeeführung ging davon aus, dass der Iran bei seiner Strategie der „strategischen Geduld“ bleiben würde und flog immer häufiger Luftangriffe auch tief in den Libanon und nach Syrien hinein. Bis zum 1. April, als bei einem Angriff auf ein iranisches Konsulat in Damaskus zwei Generäle der iranischen Revolutionsgarden getötet wurden. „Das war der Kippunkt“, sagt Raz Zimmit, Iranexperte der Tel Aviver Denkfabrik Institute for National Security Studies (INSS). „Danach konnten sich die Hardliner durchsetzen, die für einen direkten Gegenschlag waren.“

Ajatollah Ali Chamenei, Irans religiöses Staatsoberhaupt und Oberbefehlshaber der Armee, wettet gerne und viel gegen Israel. Nach dem Schlag auf das Botschaftsgebäude aber machte er

Der Haaretz-Jouranalst Anshel Pfeffer sieht gar eine Gelegenheit für Israel: Die Tatsache, dass mehrere arabische Nachbarstaaten bei der Verteidigung gegen den Angriff geholfen hätten, sei eine Chance auf Annäherung in der Region

deutlich, dass Israel eine rote Linie überschritten habe: „Wenn sie das Konsulat angreifen, ist es, als ob sie unser Land angegriffen hätten.“

Der Schrecken des iranischen Angriffs währt nur wenige Stunden. Um 1.42 Uhr heulen die Sirenen in weiten Teilen des Landes auf. Wenige Stunden später geben Zivilschutz und Armee Entwarnung. 99 Prozent der Geschosse wurden abgefangen, die meisten noch bevor sie israelisches Gebiet erreichten. Der Angriff richtet so wenig Schaden an, dass in arabischen Onlinemedien über den Iran gespottet wird. Dennoch dürfte er das iranische Ziel erfüllt haben: „Das hat die israelische Gleichung verändert“, sagt Zimmit. „Das nächste Mal, wenn Israels Armee und Geheimdienste die Tötung eines Iraner planen, müssen sie die Möglichkeit eines direkten Gegenschlags einbeziehen.“ Noch in derselben Nacht erklärt Teheran die Angelegenheit für „beendet“.

Doch die unkalkulierbare Logik der Eskalation lässt sich so einfach nicht unterbrechen, schon gar nicht, wenn ausgerechnet jene Seite die Rückkehr zur Besonnenheit vorschlägt, die gerade mehr als 300 Raketen und Drohnen auf den Weg geschickt hat. Sowohl die derzeitige israelische, als auch die iranische Führung gehen davon aus, Sicherheit und ihre Interessen in der Region nur durch militärische Abschreckung durchsetzen zu können. War gestern Teherans Sorge, Israel nicht mehr in die Schranken weisen zu können, ist es heute die gleiche Sorge, die das Kriegskabinett in Jerusalem verhandelt. „Wir können bei dieser Art von Aggression nicht tatenlos bleiben“, sagte Israels Armeesprecher Daniel Hagari am Dienstag.

Doch was soll das heißen, wenn ein Rückschlag den Nahen Osten in Brand setzen könnte? Auch über die Region hinaus hat die Auseinandersetzung Sprengkraft: Die USA stehen hinter

Israel, Russland und China pflegen enge Beziehungen zum Iran.

Die Hardliner in der israelischen Regierung haben schnell klargemacht, was sie darunter verstehen: Eine „vernichtende Attacke“ forderte der rechts-extreme Minister für nationale Sicherheit, Itamar Ben Gvir. Doch liegt die Entscheidung über den nächsten Schritt beim Kriegskabinett, zu dem mit dem ehemaligen Oppositionsführer Benny Gantz und dem früheren Armeechef Gadi Eizenkot gemäßigte Stimmen gehören. Und sie wird nicht nur nach politischem Willen getroffen werden: Israel ist noch immer durch den Krieg in Gaza gebunden. Weder ist die Hamas besiegt, noch konnten die meisten Geiseln befreit werden. Eine weitere Front würde das ohnehin schon strapazierte Land weiter belasten.

Dass Israel bei seiner Verteidigung offensichtlich auf seine Verbündeten angewiesen ist, gibt den USA und anderen westlichen Staaten Druckmittel. Sie lehnen einen Gegenangriff ab. „Das war ein Sieg“, soll US-Präsident Biden Stunden nach dem Angriff in einem Telefonat mit Ministerpräsident Benjamin Netanjahu gesagt haben. „Nehmen Sie ihn.“

Der Haaretz-Jouranalst Anshel Pfeffer sieht gar eine Gelegenheit für Israel: Die Tatsache, dass mehrere arabische Nachbarstaaten bei der Verteidigung gegen den Angriff geholfen hätten, auch wenn das wohl vor allem den eigenen Interessen diene, sei eine Chance auf Annäherung in der Region. „Arabische Staaten – oder zumindest ihre Anführer – arbeiten mit Israel zusammen“, schreibt er. Eine weitere Eskalation mit dem Iran könnte diese Entwicklung im Keim ersticken.

„Dass Israel gar nicht reagieren wird, ist unwahrscheinlich“, sagt Zimmit. Jedoch gebe es Spielraum. „Der Gegenschlag muss nicht sofort stattfinden und er muss sich nicht zwangsläufig gegen Ziele im Iran richten.“ Auch ein Schlag gegen iranische Einreichungen im Ausland oder Geheimdienstoperationen seien denkbar.

Die israelische Bevölkerung ist einer Umfrage zufolge gespalten: 48 Prozent befürworten einen Gegenschlag, 52 Prozent lehnen ihn ab. Einem Bericht des israelischen Senders Kanal 12 zufolge neigt das Kriegskabinett zu einem Rückschlag, will jedoch keinen regionalen Krieg lostreten. ●

SUPPLÉMENT

HEUTE UND MORGEN

WIE KÖNNTE DIE WELT VON MORGEN BESSER SEIN?
SCHÜLER/INNEN DES LYCÉE ARTS ET MÉTIERS
PRÉSENTIEREN IHRE ANTWORTEN

26/04

La vigne résiste

III | France Clarinval

Gel, grêle, sécheresse, maladies cryptogamiques touchent tous les vignobles. Recherche de solutions et initiatives originales émergent

Le 7 novembre dernier, l'Organisation internationale de la vigne et du vin publiait les premières statistiques de production de l'année 2023 : La production mondiale de vin a été la plus faible de ces soixante dernières années. Le climat extrême auquel ont été confrontés les vignobles de l'hémisphère Sud est la cause principale de cette baisse de production. La sonnette d'alarme est tirée : Avec le changement climatique, certaines régions du monde risquent de ne plus pouvoir produire de vin de façon rentable. À l'inverse, d'autres régions pourront se lancer dans une nouvelle activité viticole. En d'autres termes, « Le changement climatique modifie la géographie du vin, il y aura des gagnants et des perdants », résume Cornelis van Leeuwen, professeur de viticulture à Bordeaux Sciences Agro face de l'AFP.

Il a mené une étude, publiée dans la revue *Nature Reviews Earth & Environment*, synthétisant des informations existantes sur les effets du changement climatique – chaleur et sécheresses accrues, évolutions des parasites et des maladies. Il conclut à un risque « substantiel » pour au moins la moitié des régions de perdre l'aptitude à produire du vin de manière qualitative et rentable. D'un autre côté, entre dix pour cent et un quart des régions où la vigne est déjà implantée pourraient voir leur production s'améliorer, et de nouvelles régions viticoles pourraient émerger à des latitudes et altitudes plus élevées. Le chercheur cite la Grande-Bretagne ou la Belgique, où la viticulture est encore embryonnaire. Mais le Luxembourg est également de la partie.

Il y a à peine une quarantaine d'années, les raisins luxembourgeois avaient parfois du mal à atteindre des maturités suffisantes et les taux de sucre minimum imposés par la Marque nationale (qui diffèrent selon les cépages). Aujourd'hui, les vendanges sont nettement plus précoces et les raisins affichent jusqu'à deux fois plus de sucre que lors de ces mauvaises années. Les vins luxembourgeois seraient donc les gagnants du changement climatique – les étés chauds ayant un effet positif sur la qualité des vins. Mais de nouveaux défis apparaissent. Si le jus de raisin contient trop de sucre, la teneur en alcool du vin augmente, ce qui lui fait perdre la légèreté ainsi que l'acidité typique des vins de la Moselle luxembourgeoise. Quand des pics de sécheresse succèdent à des pluies torrentielles et incessantes, les maladies cryptogamiques (causées par des champignons : mildiou, oïdium et botrytis sur les feuilles et les fruits, esca sur le bois) se développent plus rapidement et nécessitent des traitements. L'Institut viti-vinicole (IVV) mène des recherches sur plusieurs fronts et de nombreux vignerons expérimentent des solutions techniques pour s'adapter aux défis.

« Il y a des réflexions à mener et des solutions à mettre en place tout au long de la vie de la vigne et du cycle de production du raisin, depuis l'encépagement, jusqu'aux vendanges en passant par la taille », entame Corinne Kox. Cette spécialiste de la biologie moléculaire a repris le domaine familial (Laurent et Rita Kox, à Remich) depuis 2019. Elle ne veut pas seulement considérer la vigne comme un lieu de production, mais y voir un véritable écosystème. Ainsi, en 2021, elle démarre le projet de vitiforestierie « Orchard ». Il s'agit de planter des arbres au milieu des rangs de vignes. Avec plusieurs cultures re-

L'Institut Vini-Viticole a planté du Brommer, un cépage hybride résistant

groupées sur une même parcelle, la biodiversité est stimulée et la qualité du sol s'en trouve améliorée. Un projet de recherche pour évaluer les effets des arbres dans le vignoble sur le microclimat, la teneur en eau du sol et la physiologie de la vigne est mené avec le List. Des vignobles voisins, côté allemand, ont déjà montré que les arbres améliorent les ressources en eau et en nutriment. À terme, la canopée apportera aussi de l'ombre aux vignes.

Trois parcelles sont plantées avec des espèces différentes selon leurs spécificités. Une terrasse plein sud reçoit des figuiers et des herbes aromatiques, une pente bien exposée accueille des arbres fruitiers et un plateau orienté au nord se pare d'espèces locales, comme des cerisiers, des pruniers, des poiriers ou encore des pommiers. « Nous plantons d'autres arbre tous les ans. Cette charge de travail supplémentaire déterminera à quel rythme et à quels emplacements on pourra continuer », indique Corinne Kox.

La vitiforesterie est également à l'étude à l'IVV où une parcelle a été plantée d'arbres sélectionnés par l'Administration de la nature et des forêts. Pour répondre aux conditions météorologiques parfois extrêmes, l'IVV se penche aussi sur les problèmes liés au manque d'eau. L'absence de pluie pendant les mois d'été peut avoir une influence négative sur les rendements (les baies sont plus petites et contiennent donc moins de jus). L'irrigation est une option, notamment pour les jeunes vignes, plus vulnérables au stress hydrique car leurs racines s'enfoncent moins profondément dans le sol. Des bassins de récupération d'eau, remplis en hiver, serviraient de réservoirs en été. Dans les vignobles expérimentaux de l'IVV, il a aussi été testé d'enlever complètement les grappes de jeunes vignes à un moment précoce : une année sans production de raisin doit permettre de réduire l'impact de la sécheresse l'année suivante. L'effeuillage est aussi recommandé : si une vigne a moins de feuilles, son activité photosynthétique diminue et elle consomme moins d'eau. « Nous venons aussi de planter un vignoble d'essai avec des porte-greffes – c'est-à-dire des racines – de cépages méridionaux qui sont plus résistants contre la sécheresse. On les combine avec nos cépages traditionnels », explique Serge Fischer, le directeur de l'IVV au Land.

Les viticulteurs peuvent aussi adapter leurs techniques, notamment au moment de la taille. Suivant l'exemple de ce qui se fait au Sud-Tyrol, Corinne Kox adpote la « taille douce », basée sur le flux de la sève. « Plutôt que de couper simplement pour que la vigne aille droit, on réfléchit à couper pour laisser à la sève son trajet naturel, dans le respect du fonctionnement de la plante », détaille-t-elle. Cela demande une formation spécifique et un travail plus différencié de chaque pied. Mais, cette technique, plus respectueuse de la nature, permet d'éviter les « plaies de

« Les cépages hybrides robustes nécessitent moins de travail et moins de traitement. Mais les clients sont encore réticents. »

Corinne Kox, Domaine L&R Kox

taille », donc le bois mort où se développe l'esca et les autres maladies du bois. La taille apporte aussi un feuillage plus homogène et moins dense où l'humidité est mieux répartie, ce qui fait baisser le risque de maladies cryptogamiques.

La floraison précoce liée aux hausses de température entraîne une phase de maturation plus courte. Par exemple, au cours des dix dernières années, la floraison du cépage Rivaner a débuté en moyenne treize jours plus tôt que dans les années 1970. Outre la précocité de la floraison, on a enregistré pour ce cépage une avance de 17 jours dans la maturation en dix ans. Mûrs plus rapidement et plus tôt, on peut craindre que les raisins n'aient pas développé tous leurs arômes. Surtout, la teneur en alcool du vin risque d'être trop élevée. Le risque est d'aller vers des vins plus lourds, qui manquent de finesse et de fraîcheur. « La vigne est une liane qui veut toujours monter plus haut », explique la vigneronne. Dans la mesure de la main d'œuvre disponible, elle essaye aussi de ne plus étêter les vignes, mais d'en faire des tresses. Cela a pour conséquence de décaler la phase de maturation, ce qui se traduit par une teneur moins élevée en sucre du raisin et une quantité moins importante d'alcool dans le vin.

L'encépagement est un des axes de recherche à long terme. Des cépages à maturation tardive comme le Grüner Velt-

liner, très répandu en Autriche, ou des rouges, tels que le Cabernet Sauvignon et le Zinfandel peuvent être récoltés plus tard, jusqu'à onze jours de décalage par rapport au Pinot noir, avec des densités du moût comparables. Les cépages plus méridionaux comme le merlot connaissent un succès grandissant à la Moselle luxembourgeoise où de nombreux domaines ont déjà franchi le pas (L&R Kox, Schumacher-Knepper, Schmit-Fohl, Desom, Leuck-Thull ou Vinsmoselle par exemple).

Les « nouveaux » cépages interspécifiques sont une autre piste de recherche. Il s'agit de cépages issus d'un croisement entre la vigne européenne (*Vitis vinifera*) et des espèces de vignes américaines (*Vitis labrusca* ou *rupestris*) ou asiatiques (*Vitis amurensis* par exemple). Ces dernières étant particulièrement résistante aux maladies cryptogamiques. Le recours à ces cépages résistants constitue le premier moyen de lutte contre ces maladies et un des principaux leviers agronomiques pour réduire l'usage des fongicides et autres produits phytosanitaires. Les premières variétés sont essentiellement originaires d'Allemagne ou de Suisse, la France étant toujours restée timide en la matière, surtout pour des raisons de cahier des charges. Citons en vrac, le Voltis (désormais admis pour les assemblages de champagne), le Bronner, le Johanniter, le Solaris, le Sauvignac, le Cabernet blanc ou le Pinotin.

« L'expression aromatique de ces cépages est relativement neutre. Ils sont plutôt à considérer dans des cuvées d'assemblage, notamment dans les créchants », indique Serge Fischer. Il note que l'IVV a planté du Bronner dès 1992 et montre les différents rangs soigneusement étiquetés aux noms insolites de ces hybrides. Pour le directeur de l'IVV, il n'est pas question de remplacer les vins de terroir, mais d'offrir des solutions innovantes. Le domaine L&R Kox a planté un hectare avec du Sauvignac, du Cabernet blanc et du Pinotin depuis 2010. « Ce n'est qu'un douzième de nos parcelles, mais les résultats sont prometteurs car elles nécessitent moins de travail et moins de traitement », s'enthousiasme Corinne Kox. Cependant, elle note une réticence de la part des clients et estime qu'un effort de communication et d'éducation doit être mené. « Au fil des années, l'expression du terroir se manifeste plus et nous pouvons vinifier ces cépages robustes sans les assembler. Il faut les goûter pour les aimer. »

Ces adaptations porteront leurs fruits à long terme : Un viticulteur plante toujours un vignoble dans le but de pouvoir l'exploiter pendant trente à quarante ans. Les recherches actuelles et futures, les stratégies d'adaptation vont aider à la prise de décision pour assurer l'exploitation durable des vignobles du pays dans des conditions climatiques changeantes. ●



Corinne Kox, ce mercredi dans une parcelle où la vigne et les arbres fruitiers se cotoient

Sven Becker

T
I
C
K
E
R

Vom Politiker zum Geschäftsmann

Etienne Schneider ist seit 2020 Mitglied des Verwaltungsrates der Jan De Nul Group. Das Unternehmen mit Stammsitz in Aalst wurde am Mittwoch im Rahmen der Staatsvisite von Großherzog Henri und seiner Delegation besucht. Vor zehn Jahren versprach der damalige Wirtschaftsminister Schneider (LSAP) den Aufbruch ins All, 2020 wollte er sein Privatleben zurück und schied aus der Regierung, um sich im Privatsektor umzuschauen. Der Jan De Nul Konzern, der 2021 einen Umsatz von 1,7 Milliarden Euro machte, ist auf Baggerarbeiten, Offshore-Windparks und den Bau von Pipelines spezialisiert. Sein Finanzsitz befindet sich in Capellen. Deshalb fährt das Seebaggerschiff Voltaire seit 2022 unter luxemburgischer Flagge, sein Kran kann bis zu 3 000 Tonnen heben. Diese Woche tauchte Etienne Schneider auf nicht wenigen Regierungsfotos auf (SIP). Allerdings nicht als Politiker, sondern als gutverdienender Geschäftsmann. SM

Belsch Plage

Der Staatsbesuch diese Woche in Belgien veranlasste *L'Essentiel* zu fragen, welchen Anteil *d'Belsch Plage* im Tourismusgeschäft ausmacht. Zumindest 2022 waren die Besucherzahlen hoch: 63 000 Luxemburger reisten zur Nordküste und buchten 370 000 Übernachtungen. Dennoch machen die Luxemburger nur sechs Prozent der Gäste aus. Allerdings pflegen sie einen vergleichsweise unbekümmerten Umgang mit ihrem Portemonnaie, sie geben 130 Euro pro Tag pro Kopf aus, womit sie zusammengerechnet einen Umsatz von 50 Millionen Euro generieren. 1 600 Wohnungen wurden an der belgischen Küste von Luxemburgern gekauft, ein Drittel davon in Knokke-Heist. Der Küstenort Knokke sei sowas „wie die Belle-Etoile für reiche Rentner“, meinte Tom Haas im *Tageblatt*. Die Tourismusbranche versucht die Rentner in die Freiluft Belle-Etoile zu lotsen, indem sie im *Paperjam* und *Wort* Werbereportagen schaltet. SM

C4W

Le collectif des victimes de la plateforme d'investissement

en cryptomonnaies Crypto4Winners barre le W de winners sur son logo. CW Victims explique dans un communiqué diffusé lundi que des cent millions d'euros potentiellement investis par les quelque 4 000 utilisateurs, seuls maximum cinq millions seraient recouvrables, indépendamment de l'immobilier acquis à Munich ou à Dubaï par son duo de dirigeants, le Luxembourgeois Luc Schiltz et le Lorrain Adrien Castellani, incarcérés depuis le mois de mars (et à considérer innocents tant qu'un tribunal n'a pas jugé du contraire). « At this stage, we can confirm that the operation was indeed a Ponzi », croit savoir le collectif qui a mené son enquête. L'argent se serait envolé par la rémunération des performances alléguées de l'investissement, les primes versées à ceux qui amenaient de nouveaux investisseurs, les salaires des employés « qui croyaient travailler sur des projets légitimes » et le train de vie luxueux de la direction. Les espoirs de récupérer des sous sont minces et les procédures prendront plusieurs années. Au Luxembourg, l'avocat d'une centaine de victimes, Andreas Komninos, confie que les premières recherches opérées par les experts en crypto qu'il a mandatés semblent confirmer ces informations. L'intéressé précise face au *Land* avoir informé les partenaires technologiques de Crypto4Winners de l'ouverture d'une instruction pénale « en les mettant en demeure de collaborer avec les autorités en bloquant tous les comptes et tous les actifs » en relation avec la plateforme. « Nous sommes prêts à engager la responsabilité de tout individu ou entité ayant, par un comportement actif ou par omission, contribué au dommage subi par nos clients, victimes de la plateforme Crypto4Winners », écrit-il. Sont par exemple visés Ledger (infrastructure *hardware* de

sécurité sur laquelle auraient été placés des crypto actifs) ou encore Binance ou Kraken, plateformes d'échange via lesquelles passaient les transactions. PSO

Lux in the sky

Le Premier ministre, Luc Frieden (CSV), signe ce mercredi un courrier parlementaire explicatif sur le recours aux jets privés par les membres du gouvernement. Il serait « l'exception quand la situation l'exige ». Plus

précisément quand les engagements nationaux et internationaux des ministres se suivent dans « un agenda serré », quand les lignes aériennes n'existent pas pour les destinations voulues ou quand la sécurité l'impose, est-il répondu au député Marc Goergen (Pirates). Le gouvernement installé fin novembre n'a eu recours qu'à quatre reprises à des jets privés. Luc Frieden s'est déplacé ainsi à Berlin le 8 janvier, à Rotterdam le 4 mars et à Bucarest le 6. À cette dernière occasion, le

recours à l'aviation privée lui avait permis de concilier un sommet du Parti populaire européen (famille politique du CSV à Bruxelles-Strasbourg) dans la capitale roumaine et le centenaire de la Chambre des métiers au Kirchberg (*d'Land*, 8.3.2024). Yuriko Backes (DP) a également utilisé un jet pour se rendre en Roumanie, à Cincu, où la ministre de la Défense a rendu visite aux 25 membres du contingent luxembourgeois Forward Land Forces.

Sur le tableau envoyé par le ministère d'État cette semaine, la plus grosse dépense incombe à l'ancien ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn (LSAP), pour une boucle Luxembourg, Afghanistan, Ouzbékistan, Pakistan, Luxembourg. Son prix : 100 853 euros. Cette ligne ne figurait pas en août dernier dans le tableau envoyé au *Land* par le ministère en question. Le vol le plus cher (pour Nairobi) était affiché 94 000 euros (*d'Land*, 25.8.2023)

Cette semaine, zéro euro apparaît dans la colonne du tableau « Käschte vum Fluch » pour les vols opérés après mars 2022. « EATC/Atares » figure en « remarque ». C'est le nom de la bourse européenne d'échange d'heures de vol à laquelle le Luxembourg souscrit via ses programmes militaires A400 M et A330 MRTT. Ils ont un coût : 168 millions d'euros plus dix millions par an en charges opérationnelles pour le premier et vingt millions d'euros annuellement pour le deuxième. Ces crédits sont dilués dans Atares, mais une compagnie aérienne facture bel et bien l'EATC (European Air Transport Command) pour affréter un avion. Ces dépenses en taxis ministériels sont cachées dans les limbes militaires. PSO

D'Lëtzebuerger Land

sicht säi

Stagiaire als Journalist (F/M)

Zënter 1954 ass d'Lëtzebuerger Land eng onofhängeg Wochenzeitung fir Politik, Wirtschaft a Kultur. Seng Redaktiounsekipp suergt dofir, dass d'Land a sengem Inhalt an a senger Ästhetik eng Referenz an der geschrifwener Press ze Lëtzebuerg ass. D'Redaktioun begrëift aacht Journalistinnen a Journalisten an de Beräicher Text a Bild.

D'Ekipp vum Land bidd am Zäitraum Juli bis September 2024 journalistesch Stagen a senger Redaktioun unn.

Dir sidd Student/in am Enseignement supérieur am Domaine vum Journalissem selwer, oder Dir maacht Är Étuden an engem anere Domaine an hudd Interessi fir de Journalisteberuff z'ergräifen. Praktesch Virkenntnësser, zum Beispill aner Stagen bei Mediën oder eege Publikatioune, déi Dir schon gemaach hudd, wiere vu Virdeel.

Dir schwätzt Franséisch oder Däitsch a schreift gären an enger vun deenen zwou Sproochen. Lëtzebuergesch-Kenntnësser sinn natirlech och gäer gesinn. An Ärem Stage géingt Dir sämtlech Prozesser fir d'Konzeptioun a Realisatioun vun der Wochenzeitung d'Lëtzebuerger Land kenneléieren. Dir géingt an d'Redaktiounsekipp integréiert ginn. Niewt der Matarbecht u redaktionellen Tächen géingt Dir eege journalistesch Projete poursuivéieren, begleet vun engem Member vun der Redaktioun.

Et ass e bezuelte Stage, no de Reegele vum Code du travail, vun op mannst 2 Méint, deen am Juli kéint ufänken.

Schreift eis, firwat Dir gären bei eis e Stage géingt maachen, schaffen an schéckt Ären CV un de Chefredakter vum Land per Mail: *pfeist@land.lu* oder per Post un d'Lëtzebuerger Land, 59 Rue Glesener L-1631 Luxembourg.

Le retour des blocs

IIII Georges Canto

Le Fonds monétaire international analyse la politisation des relations commerciales

La menace d'un embrasement général au Moyen-Orient n'augure rien de bon pour le commerce mondial, en particulier par ses conséquences possibles sur le trafic maritime. Depuis octobre 2023, les rebelles houthis, des yéménites sous la coupe de l'Iran, s'en prennent militairement aux navires « liés à Israël » qui franchissent le détroit de Bab-el-Mandeb, entre la mer Rouge et l'océan Indien, passage obligé vers (ou depuis) le canal de Suez. Il concentrait, en 2023, douze pour cent du trafic maritime mondial, et voyait passer 75 pour cent des exportations européennes. Un conflit ouvert pourrait entraîner sa fermeture et peut-être aussi celle du détroit d'Ormuz situé à l'autre bout de la péninsule arabique à 2 000 km de là, par où transite le quart des livraisons de pétrole dans le monde. Encore plus à l'est les tensions entre la Chine et Taïwan pourraient quant à elles provoquer un blocus du détroit de Malacca aux conséquences catastrophiques.

Selon les chiffres publiés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 10 avril, le commerce mondial en 2023 a reculé pour la première fois depuis 2020. (Il avait alors diminué de cinq pour cent.) En volume, les échanges commerciaux ont baissé de 1,2 pour cent contre une croissance espérée de 1,7 pour cent début 2023. Mais en valeur la moyenne des exportations et des importations mondiales de biens a régressé de cinq pour cent l'année dernière pour atteindre 24 010 milliards de dollars. Une situation imputable à l'UE, qui pèse 37 pour cent des échanges planétaires. Comme conséquence des perturbations économiques qui ont suivi l'agression russe contre l'Ukraine, notamment la forte inflation, ses exportations ont très peu augmenté tandis que ses importations ont chuté de quatorze pour cent.

Cela signifie qu'en éliminant l'influence de l'UE sur les chiffres, le commerce mondial a montré une forte résilience et même un certain dynamisme. En revanche il a déjà commencé à se réorienter et ce n'est peut-être qu'un début. C'est ce qui ressort d'un très intéressant document publié par le FMI le 11 avril, sous la signature de quatre économistes de l'institution, dont deux « gros bras » (l'Américaine Gita Gopinath, directrice générale adjointe et le Français Pierre-Olivier Gourinchas, économiste en chef). Se fondant sur l'opposition actuelle entre la Chine et les États-Unis, ils font un parallèle avec la période de « Guerre froide » (1947-1989) et en tirent des conséquences pour l'évolution du commerce mondial.

La rivalité économique entre la Chine et les États-Unis a pris une tournure agressive depuis dix ans. En 2015, le gouvernement chinois a annoncé l'initiative « Made in China 2025 », dans le but de moderniser son industrie manufacturière,

Les échanges intra-blocs augmentent davantage que le commerce inter-blocs. La Chine est devenue le principal partenaire économique de Moscou

de réduire sa dépendance à l'égard des technologies, composants et matériaux étrangers, tout cela impliquant une réduction drastique de ses importations au moyen de quotas et de taxes. En réponse en 2018, les États-Unis ont augmenté leurs droits de douane sur un large éventail d'importations en provenance de Chine. Cette opposition entre les deux pays les plus puissants de la planète ravive de mauvais souvenirs. Sachant que la Russie, en dépit de son faible poids économique (son PIB est équivalent à celui de l'Italie malgré une population deux fois et demie supérieure) est entrée dans le jeu en 2022 en s'alliant à la Chine, et que l'Europe se range plutôt du côté américain, on pourrait avoir l'impression de se retrouver 70 ans en arrière, au cœur de la Guerre froide.

Pendant les 45 années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, la polarisation du monde en deux blocs très hostiles l'un envers l'autre (qui ont même frôlé la guerre nucléaire en octobre 1962 au moment de la crise de Cuba) a eu un effet délétère sur le commerce international. Les États-Unis ont mis sous pression les échanges avec les pays communistes avec des droits de douane élevés, des contrôles à l'exportation de produits militaires et stratégiques, voire des embargos. Le résultat a été que la part des échanges commerciaux des États-Unis et de leurs alliés avec les pays du bloc communiste, déjà modeste après-guerre, est tombée d'environ 25 pour cent du total mondial à dix pour cent, son niveau au moment de la chute du mur de Berlin en novembre 1989.

Mais l'histoire ne se reproduit pas, du moins sur le plan économique. Le monde n'est plus le même. Le volume du commerce mondial est aujourd'hui environ 45 fois supérieur à ce qu'il était en 1950, au début de la Guerre froide. Quant à sa valeur, elle est près de 400 fois plus élevée en dollars courants. Il représente aujourd'hui 32 pour cent du PIB mondial (contre moins de cinq pour cent en 1950) et les échanges de produits manufac-

turés pèsent désormais 55 pour cent du total, alors qu'après-guerre le commerce mondial portait surtout sur des matières premières et des produits agricoles.

Il existe désormais un haut niveau d'interdépendance économique entre les pays, à cause notamment du rôle des multinationales. « Aujourd'hui, la production est partagée à travers des chaînes de valeurs mondiales beaucoup plus complexes qu'il y a soixante-dix ans », soulignent les auteurs du *Working Paper* du FMI. Une configuration propice aux échanges, d'autant que leurs coûts ont considérablement diminué (baisse des coûts de transport aérien et maritime, diminution des tarifs douaniers).

Autre différence fondamentale, le rôle joué aujourd'hui par les économies non rattachées à l'un des deux blocs. Dans les années 1950, le commerce de l'Occident avec ces pays était globalement très faible, surtout avec les 29 qui s'étaient proclamés « non-alignés » à la conférence de Bandung (Indonésie) en 1955, les États-Unis et leurs alliés considérant que la plupart étaient en réalité inféodés à l'URSS. Aujourd'hui, les pays qui se tiennent à l'écart de l'opposition sino-américaine en tirent profit. Ainsi, la diminution des importations américaines en provenance de Chine a été compensée par des achats croissants auprès des pays voisins (Mexique et Canada) mais aussi de pays asiatiques, notamment le Vietnam.

De son côté, la Chine contourne allègrement les sanctions douanières américaines en s'implantant commercialement ou industriellement dans les pays tiers d'où elle exporte ensuite vers les États-Unis. « Il existe un lien important entre l'augmentation de la présence chinoise dans un pays – mesurée soit par les exportations, soit par les investissements – et l'augmentation des exportations de ce pays avec les États-Unis ». Lorsqu'un pays est soumis à des restrictions voire à des sanctions, son comportement le plus naturel est de se retourner vers des pays voisins et amis, plus ou moins sincères, pour s'y approvisionner, y trouver des débouchés ou de l'aide pour contourner les sanctions.

La Russie est l'exemple frappant de cette stratégie qui conduit à la « fragmentation » du commerce international entre plusieurs sous-blocs géopolitiques. Typiquement les échanges intra-blocs vont augmenter davantage que le commerce inter-blocs. Ainsi en 2023 selon l'agence de presse d'État *Interfax*, les exportations russes ont globalement diminué de 28,3 pour cent. Cette baisse cache un double mouvement : les ventes à l'Europe ont chuté de 68 pour cent, alors que celles vers l'Asie ont augmenté de 5,6 pour cent et sont désormais

3,6 fois plus élevées que les exportations en direction de l'Europe. Une hausse tout de même assez faible sachant qu'une partie non négligeable des exportations vers l'Asie portait sur du pétrole, réapparu sur le marché mondial et même européen après avoir transité par l'Inde par exemple. Remplacer les anciens débouchés en Europe par de nouveaux clients en Asie, mais aussi en Afrique ou en Amérique du Sud n'est donc pas si aisé.

La réorientation de la Russie vers les marchés asiatiques est également illustrée par la progression de 29,2 pour cent des importations en provenance de ce continent. Comme résultat, la Chine est devenue le principal partenaire économique de Moscou, les deux pays ayant échangé ensemble pour quelque 220 milliards d'euros en 2023. Le montant de yuans conservés dans les banques russes fin 2023 aurait dépassé celui des dollars. À ce jour, selon le document du FMI et les chiffres de l'OMC, la fragmentation du commerce mondial est encore peu sensible, comme si l'intensité des échanges intra-blocs compensait la baisse du commerce multilatéral. Depuis la crise financière mondiale de la fin des années 2000, la part du commerce des biens dans le PIB mondial a fluctué entre 41 et 48 pour cent. En revanche celle de l'investissement direct à l'étranger (IDE) a baissé, passant d'environ 3,4 pour cent du PIB mondial avant la crise financière à 2,5 aujourd'hui.

La fragmentation pourrait toutefois s'aggraver si, comme pendant la Guerre froide, les tensions politiques s'exacerbaient entre d'un côté les États-Unis et leurs alliés en Amérique du Nord et du Sud, en Europe, en Asie (Taïwan, Corée du sud, Japon) et dans le Pacifique et de l'autre, un bloc constitué par la Chine, la Russie et leurs affidés. Ce « découplage » déboucherait, sur le plan économique, par la montée de politiques commerciales restrictives et le repli des membres de chaque bloc sur leur pré carré. Le commerce mondial et les flux d'investissements à l'étranger en seraient fortement affectés et la mondialisation connaîtrait un coup d'arrêt.

Toutefois, selon les économistes du FMI il existe une lueur d'espoir. Les mesures protectionnistes plus ou moins agressives des deux grands blocs géopolitiques pourraient être mises en échec par la croissance des flux commerciaux et financiers transitant par les pays intermédiaires. Ce n'était guère possible pendant la Guerre froide en raison des écarts de développement. ●

* “ *Changing Global Linkages: A New Cold War ?* ”, par Gita Gopinath, Pierre-Olivier Gourinchas, Andrea F. Presbitero et Petia Topalova.
Working Paper du FMI, avril 2024, 25 pages



Vladimir Poutine et Xi Jinping à Pékin le 4 février 2022, en marge des jeux olympiques



L'insatallation
Humanæ
d'Angélica Dias

Dessine-moi un Européen

IIII Erwan Nonet

À Venise, la Biennale qui s'ouvre ce week-end affiche en grand *Foreigners everywhere* sur le pont de l'Academia. Au Lëtzebuerg City Museum, ce sont des barils de lessive *Pure Europe* qui trônent en vitrine. On ne mettra pas en relief les rapports entre les deux propositions, il n'empêche, il semble que les curateurs aient quelque chose à nous dire, alors que les perspectives qui sortiront des urnes début juin ne rassurent guère.

Pure Europe a déjà été montée dans le cadre d'Esch2022. Mais installée uniquement en janvier et février dans une Mollerei frigorifiée et inaugurée le 16 décembre, quelques jours avant la cérémonie de clôture, elle n'avait pas connu la popularité qu'elle mérite pourtant. De ce constat est née l'idée de la faire vivre une deuxième fois, le City Museum lui ouvrant ses portes jusqu'au 12 janvier.

Son titre, *Pure Europe*, joue la provocation et l'utilisation de la lessive en tant que support de communication renforce cet effet. Cette idée, nouvelle par rapport à Belval, a été apportée par Runa Egilsdottir et Linda Bos (A Designers' Collective). « Avec la phrase "What Europe is really made of?", nous montrons bien qu'il ne faut pas prendre le titre de l'exposition au pied de la lettre, c'est ironique, justifie Boris Fuge, du service Communication des Musées de la Ville de Luxembourg. Cette promesse du plus blanc que blanc, qui nous étaient vendues dans le temps, plus personne n'y croit. »

À vrai dire, l'exposition est le contraire de ce que pourrait inspirer son titre lapidaire. Elle n'est absolument pas démonstrative, ne vend aucun propos, mais fait plutôt le pari de l'in-

On a fabriqué à l'Europe un passé gorgé de traditions souvent factices qui font office de culture commune

telligence de ses visiteurs à qui il reviendra de tirer leurs propres conclusions. « Il s'agit d'une expo conceptuelle », souligne Pit Péporté, curateur de l'exposition avec sa société Historical Consulting et historien spécialiste de la perception du moyen-âge.

Pure Europe, en effet, n'assène aucune vérité prête à l'emploi. Elle interroge plutôt qu'elle ne décrit, livrant des éléments de réflexions qui remettent en cause des idées arrêtées se révélant être des concepts construits à dessein, plutôt que les fruits d'une vérité objective. Boris Fuge vante ce point de vue politiquement neutre, « elle n'est ni pro-européenne, ni eurosceptique. »

Sans doute pas prosélyte, c'est vrai, puisqu'elle met en avant autant de bons côtés que de mauvais, elle souligne toutefois les valeurs positives des débuts de l'Europe politique faite d'ouverture, de pacifisme et d'humanisme. Le montage d'*Humanæ*, d'Angélica Dias, en est la parfaite

illustration. L'œuvre consiste en une série de portraits dont le fond reprend la couleur d'un échantillon de peau pris sur le nez de chaque modèle, identifiée selon son code Pantone. « Chacun d'entre eux vit ou est né en Europe, on y trouve des millionnaires comme des réfugiés venus par bateau », précise Pit Péporté. Certains sont exactement de la même couleur, mais manifestement pas originaires de la même région du monde. « Il y a aussi deux frères très différents l'un de l'autre », ajoute le curateur, démontrant si nécessaire que le taux de mélanine n'est en rien un critère distinctif.

Cette œuvre est l'un des rares éléments spectaculaires d'une exposition chiche en objets. On ne croise pratiquement pas de vitrines et peu d'artefacts. Si la réflexion prime sur le sensationnalisme, ce n'est pas qu'une question de budget, mais un parti pris assumé.

La première partie de *Pure Europe* reprend six stéréotypes que l'on accole régulièrement à l'image du continent : national, vieux, cultivé, blanc, riche et chrétien. Le jeu des curateurs a été d'alimenter ces clichés, en exposant des faits qui les renforcent et d'autres qui les remettent en cause.

L'Europe est vieille ? Sûrement pas plus ancienne que beaucoup d'autres civilisations, mais on lui a fabriqué un passé grandiose gorgé de traditions souvent factices qui font office de culture commune. On apprend par exemple que le glorieux kilt écossais a été inventé en 1727 par un patron de fonderie anglais qui a raccourci le plaid que ses ouvriers portaient alors sur l'épaule. Il n'est devenu à la mode sous cette forme qu'à partir des années 1820. Symbole suisse par excellence,

la fondue est encore plus récente, sa recette ayant été concoctée dans les années 1930 pour augmenter une consommation de fromage en berne.

L'Europe, ceci-dit, est vieillissante. Sa pyramide des âges est de plus en plus dominée par les anciens, ce qui n'est pas sans poser de sérieux problèmes économiques et sociaux et questionne le principe de la représentativité issue des urnes.

Cette question d'un passé plus glorieux qu'aïl-leurs, qui mériterait l'admiration de tous, revient également dans la deuxième partie de l'exposition, notamment sa section qui illustre l'invention de la vieille ville. Bien souvent, les centres patrimoniaux riches de leurs édifices ancestraux sont bien plus récents qu'ils n'en ont l'air. Derrière eux, se cache régulièrement la volonté de création d'un passé mythifié commun. Le « centre historique » de Francfort a été construit entre 2012 et 2018, puisque rien ne subsistait des bombardements de la Seconde Guerre mondiale. Certains bâtiments s'inspirent d'anciennes demeures, d'autres sont nés de l'imagination des architectes. Florissante du 17^e au 19^e siècle, Bruges connut ensuite un profond déclin que le tourisme a réveillé vers 1900. Depuis, les nouveaux bâtiments sont construits dans un style néo-médiéval pour ne pas gâcher les photos des visiteurs. La localité grecque de Monemvasia, haut lieu touristique ? Elle a été entièrement reconstruite dans les années 1980 dans un style médiéval pour faire venir les étrangers et les riches grecs. En 1971, seuls 32 habitants résidaient dans ce village.

La glorification d'un passé éclatant a également été le fruit de relents nationalistes. Mussolini a accompagné la transformation

Feuilleton



Dés l'entrée, l'exposition interroge les stéréotypes accolés à l'image de l'Europe

Le Lëtzebuerg City Museum relance une exposition opportune, *Pure Europe*, montée une première fois pour Esch2022, mais passée sous les radars à l'époque. Une aubaine, tant le parcours est riche et intelligent

de San Gimignano (Toscane) en ville médiévale idéalisée, effaçant les bâtiments construits après le 16^e siècle. Au Portugal, Salazar a fait restaurer le Castelo de São Jorge sous la forme d'un château du moyen-âge, alors qu'il avait été reconstruit en forteresse moderne trois siècles plus tôt.

La partie de l'exposition portant sur le caractère « riche » du continent est assez brillamment illustrée. Sur un pan de mur, plusieurs séries de statistiques sont mises en avant par de petites installations aussi ludiques que parlantes. On y trouve le PIB par habitant de l'Europe, des USA, de la Chine, du Japon, de l'Inde... tout comme le nombre de milliardaires, de voitures particulières par habitant, de lits d'hôpitaux... Il faut jouer avec ces données pour créer du sens. En les recoupant, on observe par exemple que ce sont les Européens qui possèdent le plus de voitures (560 pour 1000 habitants contre 360 aux USA), mais que le nombre de décès dans les accidents de la route y est bien plus bas qu'outre-Atlantique (5,5 pour 100 000 habitants contre 12,5). Ce n'est peut-être pas un hasard si le modèle social est globalement plus protecteur en Europe, comme en témoignent les 541 lits d'hôpitaux disponibles pour 100 000 habitants sur notre continent, contre 287 aux États-Unis (et 431 en Chine).

Cette richesse, toutefois, est remise en cause par une carte explicitant les grandes disparités entre les régions urbaines de l'ouest et les zones rurales, assez largement défavorisées. On apprend par exemple que le PIB de l'Union européenne a été dépassé par celui des États-Unis en 2012, puis de la Chine en 2021. La part de l'UE dans le PIB a aussi diminué de 22 à quinze

pour cent entre 2010 et 2022. L'écart entre les riches et les pauvres est toutefois moins grand en Europe qu'ailleurs, bien qu'il croisse désormais ici aussi.

La section évoquant le rapport de la chrétienté à l'Europe est l'une des plus étonnantes, voire perturbantes. Ce n'est pas l'endroit où l'on s'attend à trouver un drapeau arc-en-ciel LGBTQ+ ou un buste de Karl Marx. « La dignité de tous les êtres humains est un apport chrétien aux valeurs européennes », affirme Pit Péporté. Certes, l'aphorisme « aime tes prochains comme tu t'aimes toi-même » est tiré de la Bible. Mais dans les faits, il est difficile de soutenir que les porteurs de la foi chrétienne ont systématiquement défendu l'amour et la tolérance... L'exposition le reconnaît, mais elle fait aussi remarquer que le mouvement LGBTQ+ s'appuie sur ce principe de dignité humaine universelle pour obtenir l'égalité des droits. Le parallèle entre valeurs marxistes et chrétiennes est tout aussi piquant. Bien que Marx désignât la religion comme l'opium du peuple, *Pure Europe* soutient que chrétienté et marxisme mettent tous les deux l'accent sur la dignité des pauvres et des êtres infériorisés, qui finiront par l'emporter dans un monde meilleur. On peut ne pas suivre l'idée, mais elle fait réfléchir.

La dernière partie de l'exposition, résolument politique, questionne sur la situation actuelle de l'Europe. On est accueilli par un grillage renforcé de barbelés, représentant les frontières extérieures de l'Europe. Une carte les replace toutes, et elles sont nombreuses. « On ne se rend pas compte qu'il y en a autant », relève Pit Péporté en rappelant qu'une estimation basse recense 40 000 personnes mortes en ten-

tant de rejoindre le continent depuis la signature des accords de Schengen en 1985. « Mais il y en a certainement beaucoup plus. » Or, « ces barrières bien réelles sont les conséquences des frontières ouvertes à l'intérieur de l'UE, que nous ne percevons que positivement », ajoute-t-il, provoquant une nouvelle réflexion.

Au terme du parcours, dont nous n'avons évoqué que quelques passages, on se retrouve perplexe. Un peu abasourdi par la quantité d'informations inconfortables ingurgitées. En observant les photos des politiques de tous bords exposées à la sortie, on ne peut que regretter la faiblesse de leurs discours, à quelques semaines du scrutin européen. L'Europe est un espace complexe à tous points de vue, riche de sa diversité et de ses convictions originelles, qui mériterait mieux que les polémiques de bas étage.

Pure Europe est une exposition exigeante. Il y a beaucoup à lire, beaucoup à réfléchir

Pure Europe est une exposition exigeante. Il y a beaucoup à lire, beaucoup à réfléchir. Les quelques jeux sur écrans tactiles proposés sont parfois amusants (on définit ses convictions politiques et un style de personnage censé nous représenter apparaît), parfois déroutants (localiser dans leurs villes respectives une série de bâtiments néoclassiques des 18^e et 19^e siècles, ce qui est impossible tant ils se ressemblent de l'Irlande aux Pays baltes). Mais pour peu que l'on prenne la peine de s'y engager, elle est passionnante.

« Nous avons cherché différentes perspectives, qui permettent de se confronter à des réalités que nous n'imaginons pas toujours, affirme Pit Péporté. Nous n'imposons rien, nous ne livrons aucune vision de ce qu'est l'Europe. Nous ne définissons même pas l'Europe dont on parle. Nous donnons simplement de la matière pour réfléchir à ce qu'elle est. » Ce qui est déjà beaucoup.

Il est donc heureux que le Lëtzebuerg City Museum ait pris l'initiative de donner une deuxième chance à ce beau travail réalisé par Historical Consulting, une entreprise qui est de plus en plus sollicitée pour travailler le matériel historique et le restituer au grand public. Pit Péporté et ses équipes (dont Vincent Artuso à Paris et Sophie Neuenkirch à Mannheim) ont, par exemple, déjà participé à la création de la nouvelle exposition du Musée national de la Résistance et des Droits humains d'Esch-sur-Alzette ou aux parcours de visite des châteaux de Vianden et de Bourscheid. Ils font partie de cette nouvelle génération d'historiens dont le regard nouveau est un apport précieux au Luxembourg. ●

Les artistes à l'épreuve de l'effondrement climatique

IIII Loïc Millot



Vue de l'exposition avec le *Gastropod pendulum* de Sarah Nance

Fidèle à la ligne éco-esthétique dévoilée lors de sa participation à la dernière édition de la Luxembourg Art Week, l'espace Octave Cowbell accueille pour ses vingt années d'existence une sélection significative d'artistes à la fois inspirés et préoccupés par l'état de la nature à l'ère de l'effondrement climatique. Dès son titre, *La Tempête des échos*, l'exposition messine laisse entrevoir le parti pris poétique (néo-romantique ?) qui sera développé tout au long de son parcours. Une approche sensible confirmée à la lecture du fascicule remis à l'entrée, placé sous l'égide de Ursula K. Le Guin et de son cycle *Temerer*, où figure cette note d'intention : « Pas un jour sans que ne surgissent des forces élémentaires qui transforment la vie en profondeur. Entre le ciel et la terre dansent les dragons immémoriaux et indomptables laissant penser à une force vitale et nécessaire à l'équilibre. Notre maison est le fin filet respirable d'une zone critique. Sur son seuil, nous ressentons les effets puissants de ces bouleversements aussi fascinants que tragiques. Les échos et les conséquences parfois colossaux de ces manifestations nous invitent à prendre la mesure de notre existence à l'échelle du temps et à chercher humblement des modes d'emploi afin de (re)trouver des systèmes d'alliance avec le vivant et le cosmos. »

Autrefois occupé par la galerie Faux Mouvement, le vaste lieu dont bénéficie aujourd'hui l'espace Octave Cowbell est admirablement investi, offrant par le rapprochement d'œuvres soigneusement mises en scène des circulations entre éléments (lumière, sable, eau, végétaux). *La Tempête des échos* s'ouvre avec l'impressionnant *Chernobyl Herbarium* (2011), le projet au long cours d'Anaïs Tondeur réalisé en collaboration avec le philosophe Michael Marder et le bio-généticien Martin Hajdich. Soit plus d'une trentaine d'empreintes photographiques obtenues à partir du procédé du rayogramme, qui a le mérite de révéler par des tâches lumineuses une contamination radioactive habituellement imperceptible à l'œil. Les plantes irradiées qui composent cet herbier de malheur ont été cultivées par Martin Hajdich, sur le lieu même de la catastrophe nucléaire survenue le 26 avril 1986. Par l'intermédiaire de ces traces matérielles, la tragédie écologique devient représentable, pensable, imaginable. Le procédé photosensible pour lequel a opté Anaïs Tondeur rappelle aussi l'époque des premières expérimentations photosensibles, lorsque celles-ci s'effectuaient directement par contact avec l'objet photographié. La série a fait depuis l'objet d'ouvrages

Le vaste lieu est admirablement investi, offrant des circulations entre les éléments, lumière, sable, eau, végétaux

importants, comme celui de Jean-Michel Durafour que l'on peut consulter à l'entrée (*Tchernobyliana. Esthétique et cosmologie de l'âge radioactif*, 2021, éd. Vrin).

Prenons le large avec les toiles de la Sud-Coréenne Yang Sémine, sur un thème maritime cette fois-ci. Aussi habile dans le genre du portrait d'humains (et d'animaux) que dans les paysages, l'artiste évoluant à Dijon, se confronte ici aux tourments des vagues, de l'écume, à son incessant ressac. Soit un sujet particulièrement difficile, absolument anti-pictural en ce qu'il est toujours en mouvement. À la suite de Courbet, Yang Sémine plonge ses pinceaux dans l'intimité des vagues. Avec le malicieux *Candy Wave*, elle signe un énorme « bonbon » aux couleurs sucrées, dont on reconnaît cependant sur le bord inférieur du cadre les nœuds denses des vagues. Leurs formes nerveuses, aléatoires et tout en volutes se détachent alors nettement de l'arrière-plan, dominé par des aplats sagement rectilignes. Le geste puissant de la peintre devient plus intense encore en regard des deux autres toiles présentes dans l'exposition et à leur palette chromatique limitée au noir et blanc (*Doodle Waves I* ; *Doodle Waves V*). Le geste, spontané, énergique, tumultueux, occupe alors tout l'espace de représentation ; il devient le sujet même de la toile, tandis que le thème maritime semble un prétexte pour se livrer à un engagement physique de la

part de la plasticienne. Les courbes s'enroulent, s'enchevêtrent, puis s'évanouissent progressivement dans la clarté de l'écume.

Après le jardin radioactif d'Anaïs Tondeur et la mer déchaînée de Yang Sémine, il convient de se tourner vers les étoiles. Le grand mobile réalisé par Cécile Beau est une première invite à lever le menton vers des hauteurs célestes. Cet étrange arbre arbore en effet d'improbables fruits blancs, résultat de la calcification survenue au fil des décennies au sein d'un bunker de Normandie. Avant la fermeture de ce lieu de mémoire, Cécile Beau aura prélevé à son plafond des stalactites, qu'elle suspend ensuite dans les airs par le biais de son mobile giratoire (*Si Muove*). Intitulée *Gravity*, l'installation conçue par Jingfang Hao et Lingjie Wang représente une autre façon d'investir les cieux. Au sol se distingue une fine étendue de sable jaune, au milieu de laquelle un aimant retient une épingle reliée à un fil. En remontant ce fil jusqu'à son extrémité opposée, l'œil arrive à une mystérieuse inscription : « Gliese-667 C », soit le nom donné à une étoile naine rouge. L'artiste Sarah Nance, avec son installation *Gastropod pendulum*, recourt également à la suspension filaire. Dans le désert, la jeune femme a recueilli un fossile d'ammonite, qu'elle suspend au bout d'un fil d'argent, à la façon d'un pendule, dans un mélange caractéristique de son travail entre des artefacts issus de l'artisanat et des éléments naturels. À cette présence géologique, Sarah Nance ajoute un poème japonais qu'elle interprète magnifiquement au rythme des marées. Bien d'autres œuvres sont à découvrir au sein de l'exposition. Dans un même registre hybride que *Gastropod pendulum*, notons la vidéo expérimentale d'Astrid de la Chapelle, intitulée *Masalangeray*, qui repose sur un montage impressionniste et faussement répétitif d'éléments épars, issus de la nature (montagne, vapeur, coraux) mais aussi bien du design, le tout sublimé par le noir et blanc de la pellicule 8mm. De leur côté, Carolina Fonseca et Kim Détraux nous convient à un repas collectif à partager assis, à hauteur des deux statues qu'ils ont confectionnées pour l'occasion et qui se font face (*Substantielles*). Trois semaines durant, ils ont laissé fermenter, avec une pincée de sel, des légumes au sein de leurs sculptures d'argile. Voici l'art culinaire remis au goût du jour. ●

La Tempête des échos, jusqu'au 27 avril à l'espace Octave Cowbell à Metz

Exclure pour mieux diversifier ?

IIII Don John

La shortlist du prix Servais fait jaser (un peu), et c'est tant mieux. Car il est rare qu'on parle littérature au Grand-Duché. Pourtant, les raisons pour lesquelles on en parle, font tiquer. Une présence féminine plus appuyée, lit-on dans certains médias. C'est vrai que c'est une première historique, pour ce prix qui n'adopte la mode des shortlists que depuis 2018, qu'il y a plus de femmes que d'hommes sur cette liste.

C'est aussi un constat éminemment vide de tout contenu, une analyse qui accompagne à présent toute publication de listes – sous l'aune d'un féminisme de pacotille, le journalisme paresseux devient tout à coup politique. Il constate, fait les comptes puis, comme un arbitre, partage.

Se perd au passage l'intérêt pour le contenu, qu'on n'a plus besoin ni de décortiquer ni d'analyser ni même de simplement lire. Je ne dis pas qu'il ne faut pas parler de la parité. Le fait que la compétition officielle cannoise, annoncée il y a un peu plus d'une semaine, ne contienne que quatre films de réalisatrices sur un total de 19 long-métrages est assez consternant, un archaïsme qui se fait heureusement de plus en plus rare de nos jours.

Je dis simplement qu'un tel discours, qui assimile le féminisme à quelque chose comme un calcul d'épiciers, un décompte de statisticien, un rapport d'assemblée générale, en devient aride, redondant et quelconque. Pareil pour ces voix qui décrient ou s'extasient sur le fait qu'il n'y ait que deux maisons d'édition luxembourgeoises à figurer sur la liste : pour les uns, c'est une preuve fulgurante quoique paradoxalement appuyée par le choix d'un jury national que la littérature luxembourgeoise s'exporte enfin¹ alors que pour les autres, c'est mépriser le travail des éditeurs locaux – un travail souvent aussi herculéen que peu reconnu².

Résumons ou répétons ce qui devrait être clair pour toutes et pour tous : la littérature n'a pas de nationalité ni de sexe. Sauf que les choses sont évidemment un peu plus complexes que cela. Car au-delà du fait que la littérature en avait longtemps, un sexe dominant et quelques nations hégémoniques pour la représenter au détriment d'autres, on a l'impression, après avoir lu les œuvres présélectionnées, que le jury n'a pas appliqué lui-même le règlement de son prix. Car tel qu'il se définit lui-même, le prix Servais se veut couronner l'œuvre littéraire la plus significative de l'année, selon des critères de style et d'innovation avant tout.

Les règles du Prix stipulent que le nombre de fois où l'auteur a déjà reçu le prix ne devait pas être pris en considération (ce qui le distingue par exemple du Goncourt). Comment s'expliquer alors que l'ensemble des auteurs déjà couronnés aient systématiquement été écartés : pas de Nico ni de Guy Helminger, Ulrike Bail aux abonnés absentes, Guy Rewenig éliminé, Jean Sorrente boudé, et ne parlons pas de l'aboutissement pourtant magistral de la trilogie romanesque de Jean Portante. Dire que ces œuvres, dont certaines (pas toutes) figurent parmi les plus abouties des auteurs, ne méritent pas d'être sur la shortlist est une aberration. Il est donc indéniable qu'il y a autre chose en jeu que la « simple » qualité littéraire.

Mais quoi alors ? Une volonté d'innover, comme le dit le règlement ? Pour cela, il manque cruellement, à cette liste, le goût du paragenre, alors qu'on tenait enfin un bon recueil de science-fiction luxembourgeois, avec *The Idiot of Saint-Benedict* de Jean-Paul Gomez. Il a, si on suit la pente glissante de la rhétorique des railleurs, la malchance d'être mâle ou la poisse d'être publié par un éditeur luxembourgeois ou encore l'infortune d'avoir déjà eu un prix. Inexplicable est aussi, quand on parle

Il est indéniable qu'il y a autre chose en jeu que la « simple » qualité littéraire

d'innovation littéraire le fait que, plutôt que l'alambiqué et entourloupé, délicieusement métaphorique *Kappgras* de Nico Helminger, on ait retenue les très conventionnels *Béischten* de Jhemp Schuster et *Muterrache* de Margret Steckel. Très loin d'être de mauvais textes³, les deux œuvres sont fidèles aux sujets de prédilection de leurs auteurs dont l'écriture reste conventionnelle d'un point de vue narratif et stylistique.

Une volonté de donner la priorité aux voix nouvelles ? Certes, avec *Gut verräumte Sternschnuppen*, le premier recueil de Chris Lauer, très maîtrisé et ingénieux dès lors qu'elle délaisse quelque peu le champ lexical de la nature et avec *Wie die Fliegen*, le premier roman de Samuel Hamen, alambiqué et postmoderne à souhait, on a élu des voix déjà déterminantes de la jeune génération (au *Tageblatt*, on s'enflamme un peu vite en parlant, au sujet de Hamen, de chef de file alors même que l'auteur a souvent refusé d'être qua-

lifié d'écrivain luxembourgeois). Mais alors, pourquoi, là encore, avoir omis Gomez ?

Depuis quelques années, on a l'impression qu'existe, au sein d'un jury partiellement renouvelé et donc habité par un souffle nouveau, une volonté de se démarquer, de se dépêtrer de la réputation d'un prix qui ne va toujours qu'aux mêmes auteurs. Une tendance à se diversifier ou, peut-être, à fêter sa propre ouverture d'esprit, parfois aux dépens de l'œuvre, qui en passerait presque au deuxième plan.

Il y a un seul problème à cette volonté, courageuse, de miser à tout prix sur la diversité d'une shortlist qui d'un point de vue textuel, générique et linguistique, l'a toujours déjà été, diverse, cela de par la nature même de la Luxemburgensia, monstre bigarré et hétéroclite qui force depuis la création du prix en 1992 les membres de son jury à comparer des recueils de nouvelles en allemand à un roman en luxembourgeois ou un recueil de poésie multilingue.

C'est que, si entrent en lice dorénavant les livres pour enfants et adolescents (*Boy Underground* d'Isabelle Marinov est au demeurant un roman très touchant pour jeunes) ou autres enquêtes historiographiques, on risque de diviser encore plus les esprits, peu importe le livre retenu. Car on ne fait dès lors qu'accentuer davantage certaines prémisses problématiques du prix – le fait de devoir comparer des pommes et des poires

– tout en perdant de surcroît de vue ce qui faisait ses critères de légitimation.

Quelle solution alors, pour ce prix ? Remanier le règlement en l'alignant à celui du Goncourt (et donc officialiser ce qui a été fait cette année-ci) ? Un prix par genre ? Par catégorie ? Par langue ? Un jury étranger, plus distant ? Un jury mixte, lui aussi plus diversifié ? Difficile à dire. Car s'il faut admettre que la qualité littéraire de cette shortlist si diverse (quoique, comme si souvent, un brin francophobe) est bonne, elle est aussi un peu incohérente et déséquilibrée et, sacrifiant parfois la qualité sur l'autel de la diversité, se situe un peu en-dessous de ce dont la Luxemburgensia fut capable en 2023. Sur ce, que le ou la meilleur(e) gagne. Même si, faute de repères comparatifs, cela restera à jamais indéterminable. ●

¹ Notons que les livres de Hamen, Lauer et Marinov sont presque introuvables dans nos librairies

² Il y a quelques années, le ministère de la Culture voulait introduire un prix de la littérature calqué sur le Theaterpräis, qui récompenserait aussi ceux qui œuvrent en coulisses. On n'en parle plus

³ Je sais que la littérature n'est pas une affaire de quantité, mais shortlister ce beau mais conventionnel texte de quelque 56 pages au détriment des 594 pages de *Kappgras* de Nico Helminger me paraît absurde





May you lean in. May you lean in

La carte blanche à un artiste est confiée cette semaine à Jeannine Unsen. Née au Luxembourg en 1975, elle est diplômée en photographie à Bruxelles en 1999. Son travail photographique met en scène des personnages qui se figent dans des décors soigneusement imaginés, soulevant la question de l'authenticité, de l'identité et de la vulnérabilité. En particulier, elle s'intéresse à la condition féminine, la résilience, la puissance, l'intime qui se fait universel. Un travail élaboré avec beaucoup de sensibilité mais aussi de rigueur dans l'attention aux détails. Progressivement, Jeannine Unsen accorde de plus en plus de place au spirituel et à la sensualité. Des nouvelles pistes thématiques et techniques ont récemment été expérimentées, comme la broderie sur photographie depuis 2019.

La photo publiée ici est issue de la série *Collective memory*, essai photographique qui s'intéresse au modèle de la *comadre* tel que développé par la psychanalyste espagnole Clarissa Pinkola Estés dans *La danse des grandes mères* : « Je suis ta mère et en même temps tu es ma mère ». Elle y explore la nature mystique des femmes, leur savoir ancien, qu'elles portent depuis des générations. « Lorsque les femmes se connectent les unes aux autres dans les cercles traditionnels de femmes sacrées, l'énergie des planètes vibre à un autre niveau. Je veux donner de l'espace à cet archétype de femme parce que l'aspect du changement qui apparaît dans ces rassemblements est pertinent », écrit la photographe. Elle formule ainsi un hommage à la lenteur, à la sérénité et à la douceur. ^{FC}

Poésie sensuelle

En amont du Printemps des poètes Luxembourg, qui se tiendra du 26 au 28 avril, le *Land* publie chaque semaine, un poème d'un des écrivains invités. Cette semaine, il

s'agit de l'Espagnole Aurora Luque. Née à Almería en 1962, elle est poète, traductrice et enseignante. Elle est titulaire d'un doctorat en philologie classique. Aurora Luque a signé une vingtaine de recueils, participé à de nombreuses anthologies. Son travail est salué de nombreux prix, entre autres le Premier prix Isabel Oyárbabal de l'ADIMP pour son travail de mise en lumière de poètes femmes oubliées (2020) et le Prix national de poésie en 2022 pour *Un número finito de veranos* (Milenio, 2021). Parmi ses autres publications récentes figurent l'anthologie *Homérica* (Jákara, Málaga, 2022), la réédition de sa poésie amoureuse *Carpe amorem* (Renacimiento, 2021). Traduisant du grec ancien et moderne mais aussi du latin et du français, Aurora Luque a publié une anthologie de la poésie érotique grecque et une anthologie de la mer dans la poésie grecque. À l'automne 2023 est parue sa traduction de *After Sappho* de Selby Wynn Schwartz et ce printemps 2024 paraît celle de *The Suppliants* d'Eschyle. ^{FC}

Carpe noctem

Carpe noctem, mon amour. Saisis le désir violent aveugle comme le devin, les grappes du pubis et les pléiades, le sac et le ressac des baisers dessinés en vagues et spirales. Des milliers d'artères coulent bercées comme des algues. Carpe mare. Séduction de la lumière, des sexes ouverts comme l'actinie soyeuse, de l'écume aux aines et les vagues et le duvet sur les rives, soif rejaillie. Désirer, c'est porter la destinée de la mer au plus profond du corps. (Traduction : Regina López Muñoz)



Duo de squat

La Squatfabrik est un programme de résidences artistiques courtes où des artistes plasticiens locaux et internationaux collaborent. Du 22 avril au 19 mai, Alexandra Uppman (Luxembourg) et le Collectivo Ayllu (Espagne) sont le premier duo de sa cinquième saison. Alexandra Uppmann et travaille surtout le dessin, la peinture et l'installation. Née au Luxembourg de parents finlandais suédophones, elle voit sa sensibilité artistique émerger à travers sa relation conflictuelle avec le concept de nationalité. Le Collectivo Ayllu est un groupe de recherche et d'action artistique et politique formé par des migrants, des personnes racisées, des dissidents sexuels et de genre des anciennes colonies espagnoles. Ils vivent entre Madrid et Barcelone. Ayllu, en langue quechua, désigne une famille élargie. Ils représentent une communauté d'affection ^{FC}

Vergänglichlich

III Claire Schmartz

Etwas unspektakulär verortet ist sie dann doch, die Virtual-Reality-Ecke der Ausstellung „Rencontres Internationales Paris/Berlin“ im Berliner Haus der Kulturen der Welt (HKW). Vor der Garderobe, auf einer Zwischentage zwischen Eingangshalle und Auditorium, in dem Filme gezeigt werden, stehen Mitarbeiter/innen des Ausstellungsortes neben Laptops, dicken Virtual-Reality-Brillen, Kabeln, Controllern und Kopfhörern. Hier, so unspektakulär es von außen auch wirken mag, spielt die Musik.

Das HKW, ein imposanter Ausstellungsort im Tiergarten zwischen Hauptbahnhof und Regierungsviertel, wird aufgrund seiner Architektur auch „die schwangere Auster“ genannt. Es ist ein Forum für aktuelle internationale Entwicklungen und politische Diskurse, Tagungsort für Konferenzen, Ausstellungsort für zeitgenössische Kunst und Bühne für Musik und Performances.

Der perfekte Ort in der deutschen Hauptstadt also, um die Ausstellung „Rencontres Internationales Paris/Berlin“ zu beherbergen, die sich auf neue filmische Praktiken und Formate fokussiert. Nachdem sie Ende November in Paris zu sehen war, zog sie vom 9. bis zum 14. April nach Berlin. In den sechs Tagen wurde in Filmen, Künstlergesprächen, VR-Experiences und Videoloops untersucht, wie unterschiedlich die Bildwelten, die uns täglich umgeben – seien sie realistisch, mit Filtern bearbeitet oder durchweg digital – auf uns wirken oder inszeniert werden können.

Die Ausstellung präsentierte 152 Werke aus 52 Ländern – und mittendrin die VR-Installation *Metamorphosis* der luxemburgischen Künstler Pascal Piron und Karolina Markiewicz, die bereits mehrere Videoprojekte zusammen realisiert haben. In *Metamorphosis* schwebt eine Art Atomkern im Nichts: rot, gelb, pulsierend. Es strömen Lichteffekte wie Energie durch den Ball in tiefer Dunkelheit. Rings herum regnet es Funken, Schnee oder Sterne. Radiosnippets wehen wie Gesprächsfetzen oder Überbleibsel aus einer vergangenen Zeit herbei. Es geht um Wirtschaft, ihre Krisen und deren Auswirkungen auf die Menschheit und Menschlichkeit, die Bankenkrise, die Corona-Pandemie, Sicherheit und Veränderungen ... daneben gibt es dramatische Chor-Elemente, bedrohliches elektronisches Wummern oder auch tiefe Stille.

„We are very forgetful to our own condition.“

Die Atmosphäre der VR-Experience von Karolina Markiewicz und Pascal Piron ist

bedrohlich und lässt die Vergänglichkeit alles Gesehenen spürbar werden. Die Eintauchenden sitzen dabei ruhig auf einem Stuhl und können sich dank VR-Brille um 360° umsehen, doch nicht mit dem Kunstwerk oder den Geschehnissen interagieren. Wir sind Zusehender eines poetischen Videoessays über Vergänglichkeit und die Kraft der Veränderungen, in dem wir uns mithilfe von VR für eine kurze Zeit auflösen und unsere Körperlichkeit vergessen.

Auf einmal formt sich eine virtuelle Welt unter unseren Füßen. Sie setzt sich aus den herumfliegenden Partikeln zusammen, wird mal Schlafzimmer, Baustelle, Scheune, mal Ruine oder Sumpfgebiet mit toten Baumstümpfen. Inaktive Kulissen mit leblosen Objekten; „shapeshifting“. Die Plattform wirkt wie eine Insel, eine dünne Membran aus grellen Farben und zahllosen Punkten im Stil des Pointillismus, auf der wir zeitweise zu stehen kommen, doch an ihrem Rand lauert stets die tiefe Dunkelheit, ihr (nahendes) Ende. Sanft erzählt die Stimme aus dem Off auf Englisch von Veränderungen, der Figur Gregor Samsa von Franz Kafka oder der römischen Mythologie, von Politik, Wirtschaft, Krisen und dem Selbstverständnis von Menschen, das immer wieder auf die Probe gestellt wird und sich verändert. Es ist ein poetischer, vager Text, und wenn er abebbt, zerreißt es die temporäre Landschaft. Die Kulisse beginnt zu wogen, zu vibrieren, zu strahlen, erbebt, einzelne Partikel lösen sich und fliegen davon. Die Formen schmelzen, verdrehen sich in Spiralen, die an Van Gogh erinnern, oder explodieren als Feuerregen. Dynamisch, energetisch, belebt, doch ohne feste Gestalt, verwandelt sich diese virtuelle Welt ständig. Doch der pulsierende Atomkern, die Energie, bleibt.

„Now, we are older. Apocalyptic times will come, speed and politics. Hopefully, we will still see the landscapes, the clouds.“

Es geht um radikale Brüche, aber auch die Dynamik der immerwährenden Veränderung. Um die Möglichkeit, ganze Welten zu erschaffen, so kurzweilig, so vergänglich sie auch sein mögen. Aus jedem Zusammenbruch entsteht etwas Neues, nichts vergeht, alles verändert sich. Die Grenzen sind fließend. Am liebsten würde man sich die *Experience* ein zweites Mal ansehen, um die technischen Startschwierigkeiten zu vergessen und noch einmal tiefer in den Text auf dem Off einzutauchen. Doch die Warteliste ist lang und die Ausstellung in Berlin bald vorbei ... das, immerhin, hat ein tatsächliches Ende. ●

Metamorphosis
von Pascal
Piron und
Karolina
Markiewicz



Sven Becker





Aux antipodes

IIII Marianne Brausch

Lëtzt' Arles 2023 s'est déplacé à Dudelange. Daniel Wagener et Rozafa Elshan témoignent de la complexité de l'éventail des approches photographiques possibles

Après Arles l'été dernier, Daniel Wagener le septième artiste luxembourgeois invité à y exposer, investit le Pomhouse à Dudelange. La Chapelle de la Charité, quoi que désacralisée, est classée monument historique. Pas question donc de toucher à un millimètre de ses ors, stucs, vrais et faux marbres, ou ses autels. Le lauréat du Luxembourg Photography Award 2023 était donc obligé de « travailler contre ». L'aspect le plus symbolique de son installation étant qu'il avait occulté le maître autel.

« Humour belge », dit Danielle Igniti, vice-présidente de Lëtzt'Arles et commissaire de l'exposition. Après Arles, c'est donc actuellement à Dudelange que l'on peut ainsi voir quelques traits

d'humour de Daniel Wagener : comme dans les bas suspendus, photographiés en Belgique, au musée de la Lingerie et un Sisyphé fort kitsch poussant son bloc de marbre au musée du même nom, également belge. Le photographe âgé de 35 ans, a une passion pour les matériaux de construction, comme l'atteste ce cube de briques, aux rangées supérieures désordonnées photographié au Mexique. Une « référence » aux pyramides aztèques. Mais pas seulement : Wagener est de la même façon fasciné par les traces qui, même si elles datent d'un passé récent, font partie de l'histoire de la construction. Ainsi d'un mur où les carrelages sont tombés, laissant voir les traces de leur fixation au ciment devenues une sorte de tableau tachiste.

Pour la commissaire Danielle Igniti, « il rend supportable le paysage moderne ». Certes, Daniel Wagener aime visiter des lieux insolites et retenir, avec humour qui est une sorte de tendresse, ce qu'ils ont d'absurde, mais surtout, il regarde les lieux dans lesquels domine le banal, ne provoquant aucune émotion sinon un sursaut, tant parfois l'objet regardé est kitsch : ainsi d'un vase en forme de cheval. Pour en revenir à plus essentiel, la photographie a la valeur que le photographe lui donne, donc, suivant l'angle où sont photographiées par exemple deux voitures et un trait bleu au sol. Ici, Wagener crée une esthétique. Il y en a d'autres dans l'exposition. Au visiteur de les voir et s'il aime les cadrages, ce sera pour lui les meilleures...

Opus Incertum, le titre de l'exposition, traverse toute l'histoire de la construction, des murs en pierre sèche aux sols qui sont encore aujourd'hui une spécialité italienne. C'est donc contrairement au « do it your self », un hommage à l'artisanat, à la maçonnerie, à ceux qui mettent en œuvre, travaillent sur des chantiers. Plusieurs images en exaltent la beauté brute : une équerre de table fabriquée en fer à béton, le bas d'un mur habillé d'un grillage tenu par des dots rouges, un mur en ciment et galets. Mais revoici l'absurde. Des briques sont rangées dans une bibliothèque. C'est que Daniel Wagener parcourt les magasins de matériaux et outils de bricolage qui permettront à monsieur et madame Tout le monde de se fabriquer un petit paradis suivant son propre goût.

Nos paysages construits sont ainsi devenus souvent, l'expression d'un individualisme persuadé de sa justesse ou stylistiquement en concurrence

avec le voisin immédiat... Les grandes-surfaces d'outillages ont néanmoins du bon : Daniel Wagener y a emprunté les racks et les chariots, pour exposer à Arles ainsi qu'à Dudelange. À Arles, cela créait un paradoxe avec l'art sacré. On est à Dudelange dans une « chapelle » mémorielle du travail, en accord donc avec le labeur qui a fait l'histoire du Sud du Luxembourg.

Wagener est aussi graphiste et scénographe de théâtre. On le ressent dans sa mise en espace. S'inspirant – c'est ainsi que nous l'avons vu – de la focale dans les églises sur l'autel au bout de la nef, au Pomhouse, le regard est attiré, sur le mur arrière, par une photo prise au Mexique récemment. Une crevette géante surmonte le portail d'un lieu de loisirs. Le portique rappelle un idéogramme du fournisseur mondial en matériaux de construction, opus incertum en plastique compris.

L'exposition au Display 01, la salle d'exposition à l'intérieur du Centre National de l'Audiovisuel (CNA) est aux antipodes. Autant Daniel Wagener empoigne le monde du réel, autant l'univers de Rozafa Elshan, la lauréate du Luxembourg Photography Award Mentorship, a l'air diaphane. La jeune femme, tout juste trentenaire, qui a bénéficié d'une résidence de trois mois à l'École nationale de la photographie d'Arles et monté l'exposition au Display01 avec la commissaire Michèle Walerich, nous projette dans l'époque contemporaine.

Car loin de Rozafa Elshan toute idée ésotérique, même si le sujet des photographies et de l'ins-

LES CHRONIQUES DE L'URGENCE

D'une pierre deux coups

IIII Jean Lasar

Les problématiques de mobilité, qu'il s'agisse de réduire les émissions de CO₂ et la pollution locale qui en résultent ou de réduire les embouteillages, sont souvent abordées indépendamment des facteurs qui déterminent les distances que les citoyens doivent franchir pour leurs déplacements quotidiens. De même, face aux crises du logement, les solutions proposées tendent à ignorer la dispersion de l'habitat et l'explosion des parcours en voiture et des infrastructures routières qui en découleront. Une étude publiée récemment aux États-Unis par l'institut RMI démontre à quel point les réponses usuelles à ces défis sont marquées par le cloisonnement et, de ce fait, contreproductives. Encourager la création de communautés mieux situées et moins dépendantes de la voiture pourrait simultanément résoudre le manque de logements et considérablement réduire la pollution, concluent ses auteurs. Si l'étude est centrée sur les États-Unis, ses enseignements n'en sont pas moins universels et pourraient sans doute aussi aider les décideurs luxembourgeois, embourbés depuis des années dans des tentatives infructueuses de combattre séparément les deux crises, à comprendre à quel point elles sont liées.

Pour RMI, le meilleur levier consiste à imposer aux États américains de modifier leurs règles relatives à l'utilisation du territoire, de façon à promouvoir la construction de communautés compactes et à usages multiples. Une véritable révolution, puisque 80 à 90 pour cent des terrains urbains sujets à développement sont aujourd'hui destinés exclusivement à la construction de maisons individuelles. Et même lorsque d'autres schémas sont autorisés, diverses contraintes, notamment la longueur des processus d'obtention des permis de bâtir, des taxes excessives en matière d'infrastructure pour tout ce qui dévie de cette norme et d'autres

approbations onéreuses s'ajoutent aux coûts de développement et découragent ceux qui seraient tentés par des solutions alternatives.

L'objectif central des réformes prônées par RMI est d'aboutir à une utilisation des terres urbaines et péri-urbaines plus efficace et plus équitable. Mais le jeu en vaut la chandelle, car, affirme l'étude, un urbanisme mieux pensé serait le meilleur des outils d'action climatique. « Environ la moitié de la réduction de la pollution associée à une augmentation de l'habitat convenablement situé viendrait d'une baisse des déplacements : des voitures brûlant moins de combustible et consommant moins d'électricité. Un tiers viendrait d'un amoindrissement de la production de voitures et de la production pétrolière en amont. Le reste dériverait de la préservation de puits de carbone naturels qui seraient autrement perdus à l'étalement urbain (*sprawl*) et d'immeubles plus efficaces, moins gourmands en matériaux », résume RMI. Même si les États-Unis sont le pays emblématique du « *sprawl* », ils sont loin d'en avoir l'exclusivité : RMI estime qu'à l'échelle globale, l'étalement urbain est responsable directement ou indirectement d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre.

Les mesures urbanistiques préconisées par les experts du RMI en faveur de ce qu'ils appellent le « développement compact » auraient pour effet de réduire de 70 millions de tonnes les émissions de gaz à effet de serre annuelles aux États-Unis en 2033 par rapport à 2023. Cela correspondrait à l'adoption par la moitié des États américains de l'engagement de la Californie d'avoir cent pour cent de véhicules passagers à émissions nulles d'ici 2035. Ou encore : « s'attaquer intelligemment à la pénurie chronique de logements en Amérique – en construisant davantage de lo-

gements là où les gens en ont le plus besoin – peut fournir les mêmes impacts climatiques que les politiques de décarbonation des transports les plus ambitieuses du pays ». L'approche de RMI prouve, si besoin était, que la justice climatique n'est pas un concept abstrait, mais un levier fort qui ne demande qu'à être mis en œuvre.

Un autre enseignement précieux de l'étude est que plus une région est touchée par la crise du logement (il en manque au total quatre millions aux États-Unis), plus les mesures recommandées par RMI sont susceptibles de contribuer à sa résolution tout en diminuant les émissions. Leur impact est amplifié par des mesures en matière de transport consistant à développer le transport en commun et à pénaliser le transport individuel : à vrai dire, il apparaît incontournable d'agir simultanément sur tous ces plans. À l'inverse, il faut aussi accepter l'idée qu'il peut s'avérer difficile, après coup, d'attribuer le succès d'un bouquet de mesures à l'une seule d'entre elles.

Certes, il n'est pas aisé d'appliquer telles quelles les recommandations de l'institut américain aux réalités luxembourgeoises. Mais l'on sait depuis un moment qu'au Grand-Duché, ni la sacro-sainte autonomie communale, ni l'indécrottable fascination pour la maison individuelle tributaire de la voiture ne sont exactement favorables à la décarbonation. Lorsqu'une baignoire est sur le point de déborder, rien ne sert d'écoper si l'on ne coupe pas le robinet. Les efforts pour convaincre les gens de privilégier la mobilité douce n'ont aucune chance d'aboutir tant que les forces qui poussent à une colonisation pavillonnaire massive de l'espace naturel autour des villes et à une desserte des étalements ainsi créés par des voitures individuelles restent dominantes. ●



L'installation de Daniel Wagener au Pomhouse

tallation qu'elle a composées ne peuvent quasiment pas être rendus avec des mots. L'exposition s'appelle 1 - 2- 3 HIC HIC SALTA !. Un, deux, trois, saute ! Imaginons donc qu'on se promène sur le plateau central et parcourt à sa guise un cheminement entre les grands rouleaux et bandes de papier – la résidence arlésienne s'appelait « Espaces imprimés ». C'est une promenade imaginaire, mais on peut se pencher, en faisant le tour de la plate-forme, regarder briller des rouleaux en aluminium, des papiers transparents, des dessins en forme de sinusoides, des lignes horizontales parfois faites de grands bâtons parallèles, plus petits, comme jetés là.

C'est une expérience, entourée aux limites du Display 01, car on ne peut pas dire le long des parois. Rozafa Elshan n'a pas non plus fait d'accrochage. Elle a disposé des cadres blancs, fabriqués pour l'exposition, seuls ou par groupes de deux ou trois. Cela crée des tensions visuelles d'une image à l'autre, qui sont des agrandissements, pour partie, des installations au sol. Le processus qui nous a intéressé n'est pas la fabrication des photographies en soi. Rozafa Elshan l'a appris à l'ERG et au « 75 » à Bruxelles. Mais le ressenti éprouvé avec le corps. 1 - 2- 3 HIC HIC SALTA ! est une rare expérience photographique qui ne met pas seulement en jeu le mouvement avec les yeux. ●

Opus Incertum de Daniel Wagener au Pomhouse et 1 - 2- 3 HIC HIC SALTA ! de Rozafa Elshan au Display01 du CNA à Dudelange sont à voir jusqu'au 7 juillet

D'GEDICHT VUN DER WOCH

La Petite Madame chez les Belges

IIII Jacques Drescher



O, meng léiw' Kinnek Philippe,
D'Belsch a mir sinn eng Equipe.
Eise Lien – dat ass meng Thèse,
Ass wéi d'Fritt mat Mayonnaise.

Grand merci fir den Transport,
Très soigné mat eng Escorte!
An dann dee Banquet Royal
Huet eis wierklech gutt gefall.

Sécher ass d'Mathilde net ellen,
Mee wann ech mech nieft si stellen,
Sinn dat Schéinst ech dach zum Gléck
Tëschent Bréissel, Gand a Léck.

Enri sot zum Philippe „Sire“,
Wéi wann hien net Koseng wier.
An d'Mathilde huet misse laachen,
An ech sot dunn: „O, wat Saachen!“



La Country Queen bouleverse les codes américains

Le couronnement de la reine

IIII Mylène Carrière

Elle avait profité du Super bowl en février dernier pour surprendre tout le monde dans un clip hallucinant, où elle tentait par tous les moyens de casser internet pour finalement dire « OK, sortez les nouvelles musiques », Queen B balance alors les premières notes *Texas Hold’Em*. Est-ce une blague ? Est-ce un pied de nez à Taylor Swift ?

Tout internet s’est effectivement emballé sur cette rumeur d’un prochain album country. Et c’est un véritable coup de poker que Beyonce a effectué avec l’album *Cowboy Carter*, sorti le 29 mars dernier. À noter que le titre de l’album fait autant référence à son propre nom de famille qu’au nom de la première famille de la musique country, la

Carter Family, dont de nombreux hit dans les années 1930 ont été composés par l’auteur-compositeur noir américain Lesley Riddle...

Elle livre ici pas moins de 27 titres, d’une rare intelligence dans le fond et la forme, dans un pays où tout est politique. Le fait même d’être une artiste et de parler des États-Unis est un acte politique en soi aujourd’hui. Et quel incroyable geste que celui de Beyonce, dans une Amérique divisée, meurtrie, fragilisée, perdue. Il y a eu bien sûr les plus bruyants qui ont tout de suite crié à l’appropriation culturelle et au boycott de la diffusion de son album et tout particulièrement du titre phare, *Texas Hold’Em*. À ceux-là Beyoncé répond très clairement dans tous les aspects de son album, à commencer par le visuel choisi la représentant sur un cheval blanc, habillée d’une combinaison aux couleurs des États-Unis, affublée d’un chapeau de cowboy, tenant d’une main les rênes et de l’autre le drapeau. Elle se positionne là directement sur la question des symboles nationalistes, sujet au cœur des discussions autour de la musique country et de ses origines. Elle veut clairement créer une discussion, si ce n’est même la provoquer.

Il lui aura fallu pas moins de cinq ans pour créer cet album, né du sentiment de ne pas être là bienvenue dans le genre qu’est la country et la constatation qu’elle ne l’était effectivement pas. Il suffit d’écouter le premier titre *American Requiem* pour être bouleversé et happé par la force et le message de cette œuvre. Le requiem, pour rappel, est une composition musicale accompagnant la liturgie pour les défunts, elle est liée aux funérailles ou aux cérémonies du souvenir. Et pourtant, elle ne nous enterre pas, elle nous provoque, nous demande de l’écouter, de l’entendre, et d’entendre la contribution de la communauté noire américaine

au genre de la country musique, de la musique en générale. Elle nous demande de se tenir à ses côtés, de défendre les choses, de faire face au vent et d’arrêter de faire semblant, le tout sur un arrangement mêlant la symphonie de cordes, les rythmes country, les éléments de blues et de jazz.

Et son album ne s’arrête pas en si bon chemin, avec une ambition qu’elle a clairement mentionnée récemment en disant « My hope is that years from now, the mention of an artist’s race, as it relates to releasing genres of music, will be irrelevant », tout en ajoutant qu’elle a vu comment la musique peut unir tant de personnes dans le monde, tout en amplifiant les voix de certaines personnes qui ont consacré leurs vies à l’enseignement de notre histoire musicale. Et l’histoire musicale est à l’image de l’histoire des États-Unis, le genre country est en réalité une créolisation des genres venus des colons britanniques, tout particulièrement irlandais et écossais, qui ont rencontrés les peuples natifs, les chants des esclaves noires, mais aussi le yodel ou les valse et polkas des slaves et des germaniques. L’appropriation culturelle est un rapport de force entre un groupe opprimé et un oppresseur qui utilise tout ou partie de la culture des opprimés pour en tirer un gain économique sans que la communauté propriétaire n’en retire rien. Ici, Beyonce propose une juste réappropriation culturelle d’un genre qui a été bien trop longtemps aux mains d’une toute petite partie de ceux qui l’ont créé. Si ces derniers s’insurgent, c’est porté uniquement par la peur de perdre leur pouvoir, ils ont raison. Beyonce, des fabuleuses reprises de *Jolene* et *Blackbird*, en passant par *Ya-Ya* reprend le pouvoir, avec panache et talent. Et c’est fabuleux à voir, et à entendre.

Chapeau bas (de cowboy évidemment) ! ●

AVIS

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
29.05.2024 10.00 heures

Intitulé :
Travaux d’installations passif IT à exécuter dans l’intérêt du bâtiment technique « Outside Cabling Plant (OCP2) » sur le site de l’Agence OTAN de soutien et d’acquisition (NSPA) à Capellen.

Description :
Travaux d’installations passif IT en entreprise générale :

- 22 armoires rack 19 pouces avec câblage, équipements et refroidissement ;
- 2 groupes de production de froid 132,5 kW ;
- 2 aéro-réfrigérants de

178 kW ;
– 2 systèmes d’extinction automatiques (env 532 m³).
La durée des travaux est de 110 jours ouvrables, à débiter au 2^e semestre 2024.
Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Réception des plis :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2400749



Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Services

Date limite de remise des plis :
04.06.2024 10.00 heures

Intitulé :
Soumission relative aux services de nettoyage de la façade dans l’intérêt de l’exploitation de la Maison du Savoir à Esch - Belval.

Description :
– Nettoyage de la façade.

Critères de sélection :
Les conditions de participation sont précisées dans les documents de soumission.

Conditions d’obtention du dossier :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant

les date et heure fixées pour l’ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2400840



Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
17.05.2024 10.00 heures

Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg

Intitulé :
Lot menuiserie extérieure, réf. NI3-1.

Description :
– L’exécution des travaux de menuiserie extérieure de

3 immeubles résidentiels et de 8 maisons bi-familiales à Niederanven.

Conditions d’obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le portail des marchés publics.

Réception des plis :
Le jour de l’ouverture avant 10.00 heures

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2400830

d’LëtzebuurgerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l’accord écrit de l’éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), **Luc Laboulle** (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), **Stéphanie Majerus** (48 57 57 35; smajerus@land.lu), **Sarah Pepin** (48 57 57 36; spepin@land.lu), **Pierre Sorlut** (48 57 57-20; psorlut@land.lu), **Bernard Thomas** (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d’Lëtzebuurger Land **Instagram** [letzebuurger_land](https://www.instagram.com/letzebuurger_land) **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,00 € **Abonnement annuel** 200,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

Rodins belgisches Freiluftatelier

IIII Anina Valle Thiele

Mit einer eindrucksvollen Werkschau über Rodin lockt das belgische Mons derzeit in den frisch renovierten Museumskomplex. Die wallonische Stadt zehrt noch vom Auftrieb als Europäische Kulturhauptstadt und schöpft weiter aus ihrem Kulturgut

Victor Hugos Präsenz gereicht jeder Stadt zu Ruhm und eignet sich bestens zur Bewerbung einer Region wie im Falle von Vianen, in die der berühmte Schriftsteller vernarrt gewesen sein soll; die Luxemburger beschrieb er als „heitere Bevölkerung“. Eingenommen von der Stadt Mons sollte er auch diese in überheblicher Manier beschreiben. In Mons gäbe es keinen gotischen Glockenturm, aber die Silhouette der Stadt sei mit drei Belfrieden beladen, in diesem „gequält-bizarren Geschmack“, der hier „aus dem Zusammenprall von Norden und Süden, von Flandern und Spanien“ resultiere. Über den höchsten dieser drei Türme schrieb er an seine Frau: „Figure-toi une énorme cafetière flanquée au-dessous du ventre de quatre théières moins grosses. Ce serait laid si ce n'était grand. La grandeur sauve.“

Die Stadtführerin des Tourismusbüros Visit Mons gerät noch immer in Rage, wenn sie die Worte des französischen Dichters hervorruft: „Teekannen!!“, schnaubt sie kopfschüttelnd; „Victor Hugo, go to Hell“, entfährt es ihr. Vorbei am Rathaus, an dessen Fassade man einen kleinen Glücksaffen aus Bronze, ein Wahrzeichen, streicheln kann geht es weiter zur Maison Losseau, einem herrschaftlichen Jugendstilhaus.

Seitdem Mons, das nur zweieinhalb Auto-Stunden oder mit dem Zug über Arlon einen Katzensprung von Luxemburg entfernt ist, 2015 Europäische Kulturhauptstadt war, befindet es sich kulturell im Aufwind. Zahlreiche Kunstwerke im öffentlichen Raum künden noch von dem europäischen Großevent: auch der futuristische Bahnhof, der gerade neueröffnete Museumskomplex „Culture, Art et Patrimoine“ (CAP) im Stadtzentrum und schließlich die Wechsel-Ausstellungen im Museum der Schönen Künste.

Das Museum präsentiert nach einer aufwändigen Renovierung aktuell eine hochkarätige Ausstellung über den französischen Bildhauer Auguste Rodin. Die weitläufige Schau zeigt fast 200 der berühmtesten Skulpturen des Künstlers, darunter einige Monumentalskulpturen wie *Das Eherne Zeitalter* und seinen *Denker* (*Le Penseur*, 1881-1882), aber auch Zeichnungen, Drucke und Gemälde, die aus dem Musée Rodin in Paris, internationalen Institutionen (etwa Musée d'Orsay, Musées royaux des beaux-arts, Victoria and Albert Museum, Louvre) und Privatsammlungen stammen. Roter Faden der Rodin-Schau ist sein Umgang mit dem Körper, sein Blick auf die Renaissance, der sich bei seinem Aufenthalt in Belgien herauskristalisieren sollte.

Belgien als Dreh- und Angelpunkt für Rodins Schaffen

Die Ausstellung zeigt, wie der in den Anfängen verkannte Rodin, der dreimal an der École nationale supérieure des beaux-arts de Paris abgewiesen wurde und dessen Zeichnungen nicht nur die Kunstwelt von Anbeginn irritierten, zur Bildhauerei kam. Sie bemüht zugleich dezidiert seine enge Beziehung zu Belgien: „La Belgique – Pays que j'aime comme mon atelier de plein air“ (Rodin, 1906) liest man an einer Wand.

In seinen belgischen Jahren wurde Rodin mit den flämischen Künstlern vertraut, die er auf seinen Streifzügen durch Gent, Lüttich und Antwerpen entdeckte. Neben Van Dyck, Teniers, Snyders und Jordaens soll ihn vor allem Rubens fasziniert und geprägt haben. Von ihm sollte er mehrere Gemälde aus dem Gedächtnis kopieren. Die erste große Figur, die er in Belgien schuf, wurde im Januar 1877 in Brüssel vorgestellt: *Das Eherne Zeitalter* war geboren. Seine erste Einzelausstellung hatte Rodin 1899 in Brüssel.

Im zweiten Stockwerk stoßen die Besucher/innen auf Rodins *Der Denker*. Die Schau widmet sich aber vor allem auch seinen Zeichnungen und zeigt ihn als „Erfinder eines modernen Akts“.

In den letzten zwanzig Jahren seines Lebens legte Rodin großen Wert auf Zeichnungen, die von seiner Erforschung der

menschlichen Figur, aber auch des Raums und abstrakter Formen zeugen. Er galt schon damals als Vorläufer der zeitgenössischen Malerei, der u.a. Schiele, Matisse, Klee und Picasso beeinflusste. Sie alle besuchten Rodins zahlreiche Ausstellungen zu Beginn des 20. Jahrhunderts. Ab 1896 erfand Rodin eine experimentelle Praktik des „Blindzeichnens“, bei der sein Blick ausschließlich auf sein Modell gerichtet ist. So erzeugte er rudimentär anmutende, deformierte Akte und bildete einen Gegenpol zur klassischen Vorgehensweise.

„Während er leidenschaftlich nach dem Ausdruck sucht, hinterfragt er die rein figurative Sicht auf die Kunst, indem er eine neue Betrachtungsweise des „modernen Akts“ im Bereich der Bildhauerei und beim Zeichnen vorschlägt, die sich ab 1900 durchsetzt“, so die Kuratorinnen Antoinette Le Normand-Romain und Christina Buley-Urbe. Gespenstisch verschwommen und bisweilen magisch abgerückt wirken Rodins Aktzeichnungen in der Schau in Mons.

Ein Raum widmet sich schließlich seinen „schwarzen Zeichnungen“. In einer kargen Palette von Schwarz/Weiß und Grau ausgeführt, zählen sie zu den schönsten grafischen Werken des 19. Jahrhunderts. Es gäbe rund 600 Zeichnungen, die einen Bezug zum Höllentor hätten, so Buley-Urbe, aber nur ca. 50 davon stünden in einem spezifischen Bezug zu Dantes *Divina Commedia*.

Dem Trend folgend, wird Rodins Oeuvre den Werken einer zeitgenössischen belgischen Künstlerin, Berinde de Bruyckere, entgegengesetzt. Trotz der über hundert Jahre, die zwischen den beiden liegen, ergänzen sie sich auf fast unheimliche Weise. De Bruyckeres geschundene Körper-Skulpturen bilden so ein Echo zu Rodins Werk. Wenngleich die Kuratorinnen Ro-

dins despotische Haltung gegenüber Frauen an keiner Stelle erwähnen (nicht einmal seine Schülerin Camille Claudel, die Zeit ihres Lebens keine Anerkennung als Bildhauerin finden sollte), kann die Gegenüberstellung mit de Bruyckeres Werken so als klandestiner Kommentar gewertet werden.

In der Stiftskirche Saint-Waudru in Mons werden die Werke Rodins im Wechselspiel mit den Skulpturen von Jacques Du Brœucq gezeigt. Du Brœucq gilt als einer der bedeutendsten Künstler der Hochrenaissance in den südlichen Niederlanden, dessen Werke an diesem heiligen Ort verwahrt werden. Skulpturen von de Bruyckere, die auf Holz-Transportpaletten belassen wurden und die Durchgänge säumen, wirken in der Kirche gespenstisch-sakral.

Vom Hauptplatz gelangt man über einen mit bunten Plastik-Blumen dekorierten Tunnel in den Jardin du Mayeur des Rathauses von Mons. Geht man an einem Springbrunnen vorbei um die Ecke, so stößt man auch hier auf Rodin: Die Bronze-Skulptur *Les Bourgeois de Calais* ist im Rahmen der Sonderausstellung tatsächlich von der Domaine de Mariemont nach Mons gebracht worden. Das Werk verkörpert das Opfer von sechs Männern während der Belagerung von Calais im Jahre 1347 und symbolisiert einen Akt kollektiven Widerstands.

Rodins Skulptur markierte seiner Zeit (1889) einen Wendepunkt zugunsten der Demokratisierung des Denkmals. Indem Rodin mittels einer Gruppe von sechs Individualplastiken auf eine Hauptfigur verzichtete, holte er das Denkmal vom Sockel. Rodin stellte keine mutigen Helden dar, sondern gebückte, zerlumppte Gestalten in ihrer Trauer und Verzweiflung und brach bewusst mit dem Kult des individuellen Heldendenkmals. Im Freien, im Park des Rathauses in Mons, wirkt diese Skulptur um so eindrucksvoller.

Abseits der phantasievollen Metaphorik Victor Hugos über Mons und seine Türme lohnt sich ein Ausflug in die kleine wallonische Stadt in der beschaulichen Region Hennegau in diesen Tagen also nicht allein für Kunstkenner und Liebhaber von Rodins Werk. Eine so umfangreiche und eindrucksvolle Schau wird man sicher nicht so schnell wieder so nah an Luxemburg bestaunen können. ●

Die Ausstellung *Rodin. Eine moderne Renaissance* im Dialog mit Berinde de Bruyckere ist noch bis zum 18. August im Musée des Beaux-Arts in Mons zu sehen. Tickets unter: www.cap.mons.be. Der Katalog *Rodin. Une Renaissance moderne*, (Französisch) ist im Verlag Snoeck erschienen, 265 Seiten und zum Preis von 40,- Euro im Museum erhältlich. Informationen über Individualreisen nach und Wanderungen rund um Mons findet man unter: visitwallonia.be



Die Bronze-Skulptur
*Les Bourgeois
de Calais*



Godzilla x Kong:
The New Empire

Willkommen in der Hohlbirne: Blockbuster im Zeitalter von Marvel

IIII Marc Trappendreher

Die „Marvelization“ des Kinos scheint unaufhaltsam: *Godzilla x Kong: The New Empire* genießt einen großen Siegeszug an den Kinokassen. Mit einem Budget von rund 150 Millionen Dollar und einem Einspielergebnis von 380 Millionen Dollar weltweit, zählt der Film bereits jetzt zu dem erfolgreichsten Blockbuster des Jahres. Der Film ist der fünfte Eintrag in einer neu aufgelegten Monsterfilm-Reihe, die ein klares Schema zur Grundlage hat: Wer mit den Filmen aus der Marvel-Reihe vertraut ist, weiß längst, dass das Interesse nicht mehr auf der Produktion eines einzelnen, für sich allein stehenden Films liegt, sondern auf dem Franchise, das er nach sich ziehen kann. Es geht um die Verästelungen, das Mäandernde, den Expansionsgedanken, der endlos viele Kombinationen erlauben soll – nicht als künstlerisches Prinzip sondern als dezidiert kommerzielles Unterfangen. Das Serielle hält in neuer Form Einzug im Kino. Die Radikalität eines geschlossenen Werkes sucht man vergebens. Die Überbetonung alles Spektakulären und der sinnlichen Reizüberflutung unterdrückt alle kreativen Ansprüche: Keine Subversion, keine Allegorie, überhaupt keine zweite Ebene. Der tote Punkt des Blockbusters als Filmkunstwerk ist erreicht. *Godzilla x Kong: The New Empire* legt eindrücklich davon Zeugnis ab.

Das war nicht immer so. Die Monsterfilme der klassischen Studioära Hollywoods waren nicht unter diesem Zeichen der Anspruchslosigkeit konzipiert, wohl aber ließen sie Nachfolgefilme mit sich ziehen, die indes in sich abgeschlossene Erzählungen ausbildeten. Der Originalfilm *King Kong* von Universal (1931) war neben seinen tricktechnischen Errungenschaften ein Sinnbild für den Kolonialismus. Der japanische Monsterfilm *Godzilla* der japanischen Tōhō Studios (1954) war eine sehr unmittelbare populäre allegorische Aufarbeitung der Traumata der Atombombenabwürfe. Das gleichnishafte Potenzial dieser Monstergeschichten verband so über die Jahrzehnte hinweg das Spektakuläre der tricktechnischen Schauwerte mit der Brisanz der ethischen und politischen Aussage. Diese Engführung in Form und Inhalt – die Kombination von actiongeladener Erzählweise mit der parabelhaften Kraft der Aussage bildete immer schon den Reiz des Monsterfilms aus. All dies machte eine phänomenale filmkulturelle Entwicklung der vergangenen Dekade radikal zunichte: Das Aufkommen des Marvel Cinematic Universe. Mit *The Mummy* (2018) versuchte das Filmstudio Universal seine klassischen Horrorfilme der Dreißigerjahre im sogenannten „Darkverse“ neu auszurichten und ganz in der Logik des Marvel Cinematic-Universes zu produzieren, demnach weitere Filme mit bekannten Monstergestalten wie Franksteins Monster, Dracula, Dr. Jekyll und Mr. Hyde folgen würden. Der kommerzielle Misserfolg dieses ersten Neuansatzes beendete das Vorhaben jäh.

Anders verhielt es sich bei der Neuinterpretation der beiden urzeitlichen Tiere durch die Filmproduktionsfirma Legendary: Mit *Godzilla* (2014), *Godzilla II: King of the Monsters* (2019) und *Godzilla vs. Kong* (2021) war eine Filmreihe gestartet, die die japanische Kreatur in ebenjenen Filmzyklus der „erwei-

Der tote Punkt des Blockbusters als Filmkunstwerk ist erreicht

terten Universen“ stellte, wo Inhaltslosigkeit und Stumpfsinn sich im Sinne der Marvelstudios die Hand geben. Ebenso wurde der Riesenaffe mit *Kong: Skull Island* (2017) neu interpretiert – beide Reihen waren darauf ausgelegt, die zwei Monster in einem Kampf der Titanen aufeinandertreffen zu lassen. Dabei geht es um eine Steigerung der spektakulären Schauwerte, nicht so sehr um die Vermittlung einer Allegorie. Jede dieser Neuinterpretationen ist letztlich ein Nagel im Sarg des Blockbusterkonzepts als narrativer Film mit doppelter Identität, der die Aussage und den Schauwert in sich vereinte. Freilich: Unter dem Zeichen des unterhaltsamen Genrekinos wurde der Monsterfilm immer schon konzipiert. In *Godzilla x Kong: The New Empire* indes sind es nicht allein die Regeln des Genres, die nicht mehr richtig greifen wollen, es gibt überhaupt gar keine Regeln mehr: weder kausale, logische, noch physikalische – alles ist möglich in dem großen, allumfassenden Reich der Sinnlosigkeit. Allein die Handlung dieser – aus Ermangelung eines besser verständlichen Begriffs – „Geschichte“ ist nicht einmal sinnvoll in Worte zurückzuführen. Drei Jahre nach dem Sieg über *Godzilla* (davon „erzählte“ *Godzilla vs. Kong*) hat sich Kong in sein neues Territorium im Innern der Erde zurückgezogen, derweil sorgt *Godzilla* auf der Erdoberfläche für Ordnung. Dann hat Kong Zahnschmerzen. Auch ein Riesenaffe muss den Zahnarztbesuch wahrnehmen. Diese Angleichung des Übernatürlichen an das Menschliche soll den Identifikationswert ausmachen. Kongs Suche nach Artgenossen und die empfundene Einsamkeit sind Prozesse der Einbettung des übernatürlichen Riesenmonsters in sehr menschliche Gefühlslagen, nur um daraus doch wieder komödiantisches Potenzial zu gewinnen. Die Marvel-Reihe um den Donnergott Thor, den Superhelden mit sehr allgegenwärtigen menschlichen Alltagsproblemen, scheint da eine wichtige Bezugsquelle zu sein. Dem Film fehlt es mithin an gradliniger, determinierter Position: Die persiflierende Ironie hält sich mit dem drückenden Ernst des Schicksalhaften beständig die Waage. Sie belächeln das Übernatürliche, ohne es der Lächerlichkeit preisgeben zu wollen, für jede halbblutige Pointe hält der Film wiederum bedeutungsschwangere Phrasen über das Schicksal der Menschheit auf Erden bereit. Nach seinem Zahnarztbesuch auf der Erdoberfläche, genauer auf den Bahamas, kehrt Kong in das unterirdische Reich zurück, das sich die Hohlherde nennt. Die Erde in *The New Empire* ist zwar rund, aber hohl. Diese Hohlherde hält das unerforschte,

neue Imperium bereit, das der Titel verspricht: Über weite Strecken spielt der Film in diesem Neuland, im Einheitslook aus dem Computer mit langweilig schöne CGI-Landschaftsbilder. Dann sieht man leuchtend-grelle Unterweltzivilisationen, den kunterbunten Paralleluniversen des MCU entsprechend. Alles kulminiert in dem entscheidenden Kampf zwischen dem Skar-King, einem böswilligen Riesenaffen, der die Weltherrschaft anstrebt und seinem Hausmonster Shimo auf der einen Seite und Kong und *Godzilla* auf der anderen.

Es ist der altbekannte Trick, der darin besteht einen Tiefsinn mittels hochgradiger Komplexität aus Paralleluniversen oder noch der Aufhebung physikalischer Ordnung zu simulieren, ohne wirklichen Inhalt zu besitzen – seinem Publikum oberflächlich die große Klugheit zuzusprechen, um es hintenrum für dumm zu verkaufen. Aber davon soll man sich nicht täuschen lassen: Riesenaffe schlägt Eidechse, Riesenmotte versöhnt, Riesenaffe und Rieseneidechse schlagen dann zusammen auf andere böse Rieseneidechsen und Riesenaffen ein. Damit ist der geistige Horizont von Adam Wingards Film abgesteckt. Der Regisseur dieses Films beweist mithin so viel Stilwillen und individuelle Handschrift wie der Film Mut zum gehaltvollen, geistreichen Erzählen aufweist, nämlich gar keinen. Das ist das erklärte Ziel dieser auf Anonymität und Uniformität abzielenden Reihe. Alles soll in den gesicherten und erwartbaren Bahnen des ästhetischen Einheitsbreis aufgehen. Keine Störfaktoren, kein formalsprachliches Experimentieren, überhaupt gar keine auffallende Formbetonung. Es folgen jede Menge durchtelefonierter „Wendungen“, die immer mehr actiongeladene Schauwerte akkumulieren sollen. Der Gestus der Aktion ist nicht konstruktiv, sondern ausschließlich destruktiv. Nichts wird geschaffen in diesem Film – außer Stumpfsinn und Langeweile – filmimmanent und bildinhaltlich betrachtet geht es um die reine Verwüstung, es ist eine einzige Zerstörungsgeste, die uns da gezeigt wird. Die Pyramiden von Gizeh, die bekanntesten und ältesten bestehenden Bauwerke der Menschheit, das einzig erhaltene der sieben Weltwunder der Antike, UNESCO-Weltkulturerbe, die große Errungenschaft frühzeitlicher Zivilisation – sie dürfen unter großem Getöse der Monstren dem Erdboden gleichgemacht werden. Was bedeutet der Mensch in alledem überhaupt noch? Nichts. Es gibt nichts Menschliches mehr, nirgends. Da gibt es zwar ein Schauspielensemble, dessen einzige Aufgabe nur darin besteht, dem Publikum die Handlung zu erklären. Sie müssen über die Dialoge nochmals affirmieren, was im Bild ohnehin zu sehen ist. Es werden mithin Einziler der dümmlichsten Art vorgetragen. Der Trailer hat die „Aussage“ dieses zweistündigen Films bereits vermittelt: *fight together or face extinction*. Nichts Erbauendes, noch nicht einmal das Vermitteln einer aussagekräftigen Moral. Das Marvel Cinematic Universe hat den Weg gewiesen für das Monsterverse: Die Entwicklung zeigt, dass auch die tradierten Monstergestalten nun in ein degradierendes Attraktions-Verfahren eingebettet werden, demgemäß geisttötende Effekthascherei höher eingestuft wird als gute Unterhaltung. ●

S

T

|

L



Sven Becker

land
19.04.2024

Dans une rue huppée
du quartier Gare

La vie par terre

IIII Béatrice Dissi

Cela semble un détail, mais la vie n'est-elle pas façonnée de choses peu visibles dont la somme acquiert une importance considérable ? Ce détail se trouve dans les villes et concerne la moitié de la population mondiale ou du Luxembourg. Citadins, combien de fois avez-vous observé les pieds des arbres en arpentant vos rues ? Ce qu'on appelle en allemand « Baumscheiben » reflète en effet un trait culturel. À Paris, les mythiques grilles d'arbres, qui laissent passer l'eau sans que ne la terre ne se tasse sont l'objet d'après débats pour identifier la meilleure façon d'en améliorer le design. Il s'agit de rendre la vie plus facile aux nettoyeurs, de permettre le passage des cannes dont usent les personnes mal-voyantes (et des talons-aiguille !) et d'encourager la biodiversité. Une biodiversité qui est embarrassée par la sur-imperméabilisation du sol, par les roues de voitures ou de vélos entreprenantes, par d'intrépides promeneurs, par les réseaux souterrains – électricité, égouts, fibre – qui rendent compliqué l'agrandissement ou même l'existence des parterres et, last but not least, d'une faible volonté politique qui, face aux bouleversements climatiques, semble toutefois adopter une attitude plus déterminée.

À Bruxelles, l'initiative *renature.brussels*, qui fédère l'ensemble des acteurs pour « favoriser le retour de la nature en ville », encourage les citadins à introduire une demande de « végétalisation » pour s'occuper d'un parterre d'arbre (sans quoi, les services de voirie arrachent chaque tournesol qui pointe son nez...) et même de collaborer entre voisins pour bénéficier de subventions pour des projets de quartier (avec un accompagne-

ment professionnel gratuit). À Luxembourg-Ville, la possibilité de parrainer un parterre d'arbre est mise en place depuis 2021, après une proposition de François Benoy (Déi Gréng), inspiré par ce qui se fait à Bâle. Le constat que les pieds d'arbres servaient avant tout comme WC canin appuyait cette proposition. Une étude menée à Berlin sur les « Grünpatenschaften », conclut que l'élément moteur pour ce genre d'initiative est le souci de « propriété et d'esthétique » et la colère face aux déchets accumulés sur ces sols. Les plantations, représenteraient en effet une « Hemmschwelle », inhibant les déjections et rejets de toute sorte. La joie du jardinage pour ceux qui ne disposent même pas de balcon, et la volonté de s'engager dans le voisinage représentent d'autres moteurs pour ces actions. Les retombées positives sont nombreuses : un renforcement du maillage vert – attirant pour les papillons, les abeilles, les coccinelles ou les oiseaux –, de l'exercice physique et un meilleur ancrage dans son quartier grâce aux échanges plus nombreux avec les habitants et les passants, et un sentiment d'appropriation.

La question de la présence végétale en ville d'autant plus sérieuse que ces arbres souffrent de la sécheresse accrue. La commune de Berlin a introduit le « Giess den Kiez », un système qui encourage les habitants à lutter contre la mort de leurs arbres et à marquer les parterres arrosés. Les start-ups foisonnent pour optimiser le système d'arrosage par exemple avec des « Bewässerungsbeutel » de Baumbad qui comprennent jusqu'à 75 litres d'eau et la déversent progressivement. Comment ne pas penser à la pièce *Eschenliebe* de Theresia Walser, récemment joué au

théâtre des Capucins par Steve Karier où un homme est amoureux d'un arbre et l'arrose tous les soirs. À Paris, les arbres sont marqués avec une puce qui renseigne sur leur date de naissance, leur date de plantation...pour pouvoir suivre l'évolution des espèces en cette nouvelle ère.

À Luxembourg-Ville, le changement climatique a conduit le service Parcs (fort de ses 198 employés) à reconsidérer les espèces plantées dans les parterres. Fini les hêtres ou les sapins, bienvenue aux Gingko biloba par exemple, une espèce originaire de Chine, à faibles besoins en eau. Dans les nouvelles rues ou après rénovation, la préoccupation de la biodiversité est intégrée dès le début avec la plantation de rosiers, de lavande ou de tulipes dans les parterres. Ailleurs, on fait appel à des volontaires. Pourtant, quelques rues seulement (en moyenne trois par quartier) sont ouvertes au parrainage (moyennant la signature d'une convention qui détaille les responsabilités du parrain). Le site *vdl.lu* donne pléthore d'informations sur les soins ou les options végétales, en recommandant par exemple de privilégier les espèces indigènes, et en faisant la part belle aux « sauvagennes » (autrefois appelés « mauvaises herbes ») telles pissenlit, herbe-à-robert, bourse-à-pasteur... Pourtant, les petites pancartes indiquant que le bout de terre est parrainé se font encore rares dans la capitale, tout comme les parterres luxuriants comme on en voit dans d'autres villes. Et malgré cette timidité, le service connaît des difficultés pour faire le suivi des demandes. Certains parterres sont vides et les déjections canines n'ont pas disparu. Mais certains parrains se battent contre les manœuvres des roues ou contre ceux qui déchargent leur voiture avec les pieds dans... leurs marguerites. Dans d'autres rues, la Ville a gardé la solution de blocs bétonnés autour des arbres favorisant l'image de la ville minérale. À l'aune de l'exposition LUGA – Luxembourg Urban Garden – qui a pour thème « Rendre visible l'invisible », le sujet des parterres mérite d'être encore creusé. ●

L'ÉVÉNEMENT

Marché du design

Dimanche 21 avril, ce sera la Journée mondiale de la créativité et de l'innovation. La Ville de Luxembourg en profite pour mettre en avant son « Design Hub » rue de



Hollerich, avec un marché du design. Le lieu, inauguré en octobre 2023 propose des espaces de travail à loyer modeste où les entrepreneurs créatifs s'installent pour onze mois maximum. Ce hub créatif qui rassemble sous un même toit différents métiers est d'habitude réservé aux professionnels, mais il sera ouvert au public ce dimanche avec 25 designers des domaines de la conception de produits, d'accessoires, d'articles de mode ou de l'illustration. On retrouve bien sûr les locataires actuels des lieux, Julie Conrad, Henri Schoetter et Ruth Atelier. À

leurs côtés, les habitués des divers marchés des créateurs comme Ancestral Ceramica, Gianmarco (photo), Jessica Frascht, Lucie Majerus, Rambazamba, Julie Wagener ou The Ome Store, mais aussi des nouveaux venus comme les bijoux de Atelier monell, les petits meubles d'Alice Prum, les dessins et illustrations de Dominika Montonen-Koivisto ou de Margaux Soulac, les tablettes de Paqaou les sacs en cuir végétal de Miniplus. En bonus, on pourra grignoter les spécialités péruviennes concoctées par le restaurant voisin, Mad about Peru. FC

LE PRODUIT

Château les Crostes

C'est devenu un rituel. Chaque année, le Prince Félix revient en son Luxembourg pour présenter le nouveau millésime des vins issus de son domaine provençal. Le château, son vignoble et ses oliviers avaient été acquis en 1998 par la famille Lademacher, dont la fille Claire est l'épouse du Prince. Depuis dix ans qu'il a repris la conduite du domaine, il l'a fait évoluer en plantant de nouvelles vignes et en travaillant le plus possible en bio. « L'année 2023 a été

particulièrement difficile avec de la grêle, du mildiou, puis de la sécheresse. C'est dans ces années-là, que l'on doit montrer qui on est comme vigneron », a-t-il expliqué face au *Land* cette semaine. Les nouvelles cuvées, toutes en AOP Côtes de Provence mènent les vins vers plus de complexité. En particulier la cuvée Liam (du nom du deuxième enfant du couple) en rouge s'avère gourmande, marquée par le fruit et une belle longueur en bouche. Ce sont des vins qui se gardent plusieurs années. Les rosés de la cuvée Amalia (l'ainée, Balthasar, né en janvier, aura sûrement droit à la sienne

aussi), à 80 pour cent de grenache et vingt pour cent de cinsault, affichent une couleur légère de pétale de rose et une bouche fraîche où l'on décèle la fraise des bois. De nombreux restaurants du Luxembourg proposent ces vins à leur carte. D'un bon rapport qualité/prix, ce sont des vins bien faits et facile à boire. FC





DEN ERIC OP COOL-TOUR



Mäi Life als Kulturminister war dëse Mount schon nees next Level. De Gilles Roth, dat ass sou ee mat oppenem Hiem aus Mamer, ass bei mir am Büro vum Kulturministère laanschkomm an huet mir ee risege Koup Pabeieren op den Dësch geluecht. Dat wier de Budget 2024 an ech misst dee lo am Parlament presenten. Et war wéi op der uni.lu. Ech hunn dunn als éischt gesot, Gilles, du hues de richtigen ausgewielt, I’m your man. Mee wou hien du bis fort wor, sinn ech awer nervös ginn. Ech hu séier eng Powerpoint opgemaach, mee mir war absolut net kloer, wéi ech do lo rugoe sollt. Ech muss zouginn, ech hunn dat dann als éischt mol procrastinated a sinn an de Norde geflücht, fir mir d’Veiner Schlass unzekucken.

Dunn huet RTL mir ugeruff an ech duecht schon lo kënn bestëmt eng Fro zu dem Dossier vum Gilles Roth. Mee, lucky me, et ass ëm Fussball gaangen, si wollten eng Ausso vu mir zum Spill vu Lëtzebuerg géint Georgien, wollte wësse wie mäi Liblingsspiller ass an sou. Fussball, dat ass mäin Terrain,

do hëllefen ech gären. Et war ee grouse Moment fir d’Jongen, mee leider ass et net sou ausgaange wéi mer gehofft hunn. Dobäi hat ech nach op Insta eng Support-Foto am rouden Trikot gepost, mat engem visionäre Sproch - de Post krut déi meescht Likes ever. Wat ee Fail. Dat huet mech schonn an eng kleng Identity-Crisis gestierzt. Dunn ass de Jo erakomm an huet mech zum Gléck drun erënnert, dass ech net Sportsminister, mee Kulturminister sinn.



Dofir sollt ech an d’Rotondé goen - fir d’Ausstellung „In Search of Identity“. Ech hunn déi zwar net do fonnt, mee d’Faarwen hu mer gefall. Kultur ass mega gutt fir déi mental Gesondheet, dat hunn ech dann och dem Wort gesot an engem Interview. Wann s de Musek lauschters, oder e Film kucks oder sou, dann ass dat awer déck nice. An esou Momenter feieren ech mäi Job.



Next war e Show-Cooking vun der Landjugend. Dat war iergendwéi eng Reklamm fir de Kichechef, op alle Fall, ware Leit aus dem Norden do, da fillen ech mech net alleng. Den Insta-Post

dovunner huet och nees richtig vill Likes kritt, méi wéi wann ech sou ee Konscht-Crap posten. Ech hu mam Martine Hansen gepotert, wéi dunn nees de Jo Kox opgetaucht ass fir mer ze soen, dass ech lo awer wierklech geschwënn an d’Chamber misst weinst der Presentatioun.

Damn, ech hat déi komplett vergiess. Mee den André Bauler, deen ass och DP-Norden, dat ass wierklech e Kolleeg. Deen huet gesot, ech soll mer kee Kapp maan, an huet mer séier e puer Talkingpoints op en Ziedel geschriwwen. A wat soll ech soen, ech hunn d’Presentatioun gerockt. Ech hunn all Mënsch Sue versprach a Phrases gedropt wéi „Dës Augementatioun dréit dem héije Stellenwäert vun der Kultur an der Gesellschaft Rechnung“. Ech sot och „d’Scène libre ass d’Réckgrat vum Kulturecteur“, ech hat mech do vertuddelt, ech wollt „Scène liberale“ soen, mee et ass kengem opgefall. De Kulturbudget ass ënner menger Verantwortung lo mega héich, an dat ouni dass mir méi ausginn. Wéi dat genee funktionéiert hunn ech net verstaan, mee all Mënsch war happy.



BACKE, BACKE KUCHEN



Sie sind Finanzminister und müssen erklären, warum Sie das Geld für mehr Stellen in der Armee verwenden, statt für den Gesundheitssektor? Hier ein paar Ausdrücke, mit denen Sie unbeliebte Budget-Entscheidungen schönreden:

„Wenn sie kein Brot haben, sollen sie doch Kuchen essen“

Die Leute können die Miete nicht mehr zahlen? Sollen sie doch ein Haus kaufen. Obdachlose dürfen im öffentlichen Raum nicht mehr um Geld betteln? Sollen sie doch welches am Automaten abheben.

„You can’t have your cake AND eat it“

Kombinieren Sie beliebig: Man kann nicht gratis Verkehrsmittel UND mehr Budget für Kultur haben; man kann nicht die Verteidigungsausgaben um 0,83 Prozent des BIP erhöhen UND die Armut bekämpfen, usw.

„Da kann man sich eine Scheibe von abschneiden“

Wer die hiesige Finanzpolitik nicht göttiert, der soll mal nach drüben in die Nachbarländer gucken. Da wird an allem gespart: Arbeitslosengeld, Gesundheit, Bildung, Rente.

„La cerise sur le gâteau“

A propos andere Länder: Auch Luxemburg plant, ein „Haushaltsziel“ – also eine Maximalverschuldung – gesetzlich zu verankern. In Deutschland hat das zur Kürzung der Kindergrundsicherung geführt. Was kann schon schiefgehen?

ÄR LIBLINGSSUCHT

Zu Lëtzebuerg leeft ee gäre gutt. A gutt heescht gutt vill. Bei eis gëtt et vun allem genuch an et ass ni ze vill. Bei eis weess een och, wéi een et sech gutt goe léisst a wéi ee feiert. Mir brauchen dofir keng Cannabislegaliséierung! Hei 3 Tipps, wéi ee sech zu Lëtzebuerg d’Liewen erdréiglech maache kann ouni Drogen.

Alkohol

Alkohol gehéiert zu eiser Kultur wéi en Haus bauen, all 2 Joer en neien Auto an d’Hallschent vum Land net wile loosse. Den éischte Mini kritt ee schonn ier een Englesch léiert, déi sexiesten Duechtere kréine mer zur Wäikinnigin a souguer als Sozialist kann een seng Volksnähe beweisen, andeems een nëmmen dat besch vum deiersten u Gesëffs a Rechnung stellt. Zu Lëtzebuerg stierft zwar all 31 Stonnen ee Mënsch un de Konsequenze vun Alkohol, ma dat kann een

och mat Humor huelen an et a charmante Vollekslidden, langweiligen Theaterstécker oder nostalgischen Erënnungen un eise Liblingspremier romantiséieren. Zu Lëtzebuerg gëllt: Et huet keen en Alkoholproblem wa mer all en Alkoholproblem hunn!

Zocker

Et gëtt vill diskutéiert iwwer gesond Ernährung an Zockersteuer. Et ass ganz einfach, d’Kanner sollen ophalen all déi Softdrinks an Energydrinks ze drénken. Dat ass jo nëmmen Zocker a verschiddene Faarwen. Se kënnen jo zum Beispill Béier drénken. Vun hirem ongesonde Lifestyle loosse mir eis net d’Eclair beim Oberweis oder d’Petit Fours beim Namur méi deier maachen. Wou soll een da soss an der Mëttespous eng Stonn verbréngen fir sech déi schéinste Faarf u Macaron erauszesechen?

Koks

Een Nodeel un de meeschte Volléksdrogen ass, dass se sou onmoosseg bëlle sinn, dass sech quasi jiddereen domat aus dem Liewe schéisse kann. En aneren Nodeel ass, dass se een éischter lues an ineffizient maachen. Wéi soll een da „schaffen“ (Zuelen op engem Ecran an Tabellen hin an hier schieben) wann ee voll wéi e Lach ass oder grad an en Zockerkoma fält? Bei Ofwasseranalysen fënnt een eraus, zu Lëtzebuerg ass Koks Volleksdrog, well et ass jiddereen High-Society. Gutt, zu Miersch läit de Konsum prozentual just bei der Hallschent vun enger Metropool wéi Paräis. Mat eiser wuesender Finanzplaz, huele mir awer op a loosse elo schonn d’Münchener Schickeria al ausgesinn. Lëtzebuerg huet wéi ëmmer am Luxus-Segment d’Nues ganz wäit fir.

ET MUSS NET ËMMER MËLLECH SINN

D’Zäite ginn nees haart, dat héiert een iwwerall. No all deene Joeren, wou mer eis et ëmmer erëm am Lockdown hu gutt goe gelooss, ass d’Party endlech eriwwer. D’Luucht geet un, d’Gäsch si fort a mer maachen de Frigo op, fir ze kucken, wat nach u Reschter do ass, déi ee verkache kann. Riwwer sinn d’Zäite, wou et Schampes an der Chamber gouf, wou ee bei der Metzlech gratis ee Rondel krut a wou all Ham an der Mëllech gekacht gouf. Mee muss d’Ham da wierklech ëmmer an der Mëllech gekacht ginn? D’Hannerland huet sech fir iech ëmfrot an hei déi beschten Tipps vu professionellen an Amateurs-Käch gesammelt. Wéi kann een a Zäiten wéi dësen de bekannte Plat variéieren- an dat ouni verzichten ze missen oder de Rimm méi enk ze zéien.

.....

Lea Linster, Kächin

Ganz ënnert eis, ech hu mir nach ni besonnesch gär d’Ham an der Mëllech gekacht. Fir mäi Goût ass dat déi falsch Konsistenz. Dofir ass mäi Geheimtipp wéi sou oft: Botter. Déi ganz Ham gëtt mat de plakegen Hänn uerdentlech mat Botter ageriwwen, déi ee virrunner mam Fön waarm gemaach huet. Dat hëlleft net just fir dass d’Fleesch net dréif gëtt oder oxidéiert, wann een et e bësse méi laang um Dësch stoen huet, ma optesch ass et och direkt méi héichwäerteg. Alles was glänzt ist goldig. Réischt wann der d’Ham net méi festhale kënn, ouni dass se iech aus den Hänn flutscht, kënnst der sécher sinn, dass genuch Botter drop ass.

.....

Gerard Chill, CEO vu Luxlait

Nodeems mir duerch d’Nouvelle vum Finanzminister ee signifikanten Abroch beim Verlaf vun eiser Mëllech verzeechent hunn, ass et eis fir d’éischt kal de Réck erofgelaf. Bal sou kal wéi déi nei Glacen an eiem Sortiment. Mee eis Marketing-Leit suckele sech net just Spréch wéi „Natierlech, frësch a gesond“ aus de Fanger wéi eise Kale Kaffi aus dem Tetrack, si entwëckelen och nei Produiten, wa sech d’Bedürfnisser vun de Konsumenten änneren. Dowéinst offrëiere mir elo exklusiv „H-Mëllech“, eng Mëllech extra fir Ham. De Präis hu mir gedréckt, wann d’Bauere lo dowéinst streiken, da weinst der Regierung, net weinst eis.

.....

Fred Keup, Nationale Volleksstuermer

Ech hu Mëllech guer net sou gär, mee ech drénken se natierlech trotzdeem, well ech soss nach kee Gedréns fonnt hu, wat méi wäiss ass. A stellt Iech vir, et géif ee mech mat enger Soja- oder Hafermëllech erwëschen, meng Follower géife mech cancelen. Ausserdeem ënnerstëtzen ech Lëtzebuerger Baueren. Ham iessen ech grondsätzlech nëmmen, wann se an der Carbonara dran ass. Do mëschen ech Ham a Mëllech ganz gäre mateneen. Mee elo wëllen se mer dat jo verbidden.. „Du sollst nicht das Fleisch des Kälbchens in der Milch seiner Mutter kochen“ – Dat steet zoufälleg och am Koran! Elo islamiséieren se scho bis an eis Kichen.

.....

J.-C. Hollerich, Popstkandidat

Vill Leit wëssen net, dass d’Bibel net just voll ass mat bluddege Geschichten a verwirrende Gläichnisser, mee och mat Rezepten. De Jesus léiert eis schonn: (Joh 6,10-14) „Wann d’Zäiten, wou mer Ham an der Mëllech kachen, eriwwer sinn, heescht dat näischt aneschtens, wéi dass elo d’Zäit ufänkt, wou mer Mëllech wéi enger Britt de Goût vun der Ham ginn.“





DEM ROTH SÄI ROT

D’Metapher vun der Ham an der Mëllech präägt elo schonns d’Bild vum neie Finanzminister. D’Hannerland weess: „Gudde Rot ass deier, schlechte fënnt een iwwerall“ an huet Iech weider schlau Rothschléi iwwer de Budget, d’Inflatioun an d’Lëtzebuenger Verméigensséchierung vum Gilles Roth geholl.

Hannerland: Här Roth, mat Bléck op d’aktuell wirtschaftlech Onsécherheeten an d’Erausfuerderungen, virun deene vill Biergerinnen a Bierger an eiem Land stinn, kéint Dir eis e puer grondleeënd Tipps ginn, wéi ee seng Finanzen am beschte managet?

Finanzminister Gilles Roth: Kriss de en Daler, gees de op de Maart, keefs de der eng Kou e Källefchen dozou, d’Källefchen huet e Schwänzchen an dee mëscht ...?

Dirilidirilidänzchen? Äh jo, ok. Dat kléngt natierlech räsonabel, Här Minister. Just

mëscht d’Landwirtschaft natierlech och grad hir Krisen duerch.

Wéi ee säi Bett mécht, sou schléift een. Ech si gespaant wéi e Prabbeli wéi déi dat léise wäerten.

A propos Kris: Wéi genau plangt déi nei Regierung, d’Ausgaben ze reduzéieren an d’Effizienz vun der öffentlecher Verwaltung ze verbessern?

Loosse mer kucke sot de Blannen, dunn ass en an de Kino gaang.

Aha. Mee wéi hutt Dir vir, d’finanziell Verantwortung an Disziplin, déi anscheinend an der haiteger Gesellschaft méi a méi veroléisseggt gëtt, erëm hierzustellen?

Vun näischt kënnt näischt. Sou ass dat an der Stad, keefs de eng Waassermëtsch fir 5 Su, bass de nach net sat.

D’Mëtsche kaschte jo dëser Deeg awer méi wéi 5 Su.

E Burger wäert ee sech jo nach leschte kënnen. Dee Sproch ass Iech wahrscheinlech nach net esou geleefeg, a wäert nach eng Zäit brauchen, sech bei eis ze etabléieren. E staamt vu mengem

éisträichesche Kolleg, dem Här Nehammer. Et muss een sech der Decke no strecken. Sou ass dat. **Dat heescht, d’Leit sollen einfach méi schaffen, fir sech méi leeschten ze kënnen?** Wann d’Aarbecht ee räich maache géif, da wier den Iesel méi räich wéi de Mëller.

D’Leit sollen anerer fir sech schaffe loosse? Aarm a räich, der Doud mécht alles gläich.

De Staat selwer hëllt jo awer nach ëmmer vill Geld an d’Hand...

Deen an der Kutsch wëll fueren, dierf d’Geld net spueren.

Ech huelen u, mat Kutschen ass dat neit Geschier vun der Arméi gemengt?

Mat Speck fänkt ee Mais.

Ahjo. Steieren ginn awer net erhéicht, wéi soll dann dat alles nach opgoen?

De Krou geet sou laang zum Buer bis e brécht. **Merci, Här Minister fir déi sou wäertvoll Abléck.**

Et war mir e Pleséier, héier! Ëmmer mam Kapp no vir ouni Récksicht op Verloschter: „A lass, sot déi Aal, dunn huet se d’Ham an der Mëllech gekacht“.

MAUS KETTI

vum Dicks

An engem klenge Feld zu Lëtzebuerg
Lieft d’Maus Ketti ouni Suerg
Wei gutt, denkt si, ass ’t op der Welt,
Op mengem Terrain maan ech wat mir gefällt!

Als aarm Minetter Maus am dreckege Feld
Mat eegenem Haus a Goart, huet si net vill Geld
Frësst sech de léiwe laangen Dag d’Panz sat
A gëtt se fett, geet se op Kuer an d’Thermalbad

Hir Cousine, déi Stater Madame Mimm,
Huet all chicke Restaurant vu banne gesinn
Si kënnt alt an de Süde bei d’Ketti op Besuch
Da friesse si Hunneggsschleeken an e Stéck Kuch

Mee sou en Duerfliewen dat gëtt mol latzeg
Also hëllt d’Mimm d’Ketti mat bei sech
Zu Klausen kennt si all Maus an och all Rat
Kënnt eran an déi deierste Plazen an der Stad

Party mat de Raten, si drénke friesse liewen
Op eemol kennt de décke Kueder Tun
An D’Ketti mengt si misste stierwen
Mee deen wëll alt och eng Kippchen hunn

Zu Lëtzebuerg setzen d’Mais, ob aarm oder räich,
mat de Raten zesummen a fëllen sech hir Bäich
Souguer de Kueder sëtzt mat un engem Dësch
Haaptsaach dir sidd lëtzebuergesch a glëschtereg

An d’Moral vun der Geschicht?
Bei eis ass keng Kris, keng Aarmut a kee Krich
Egal ob Duerfmaus oder Stater Maischen
Lëtzebuerg du bass a bleifs dat sécherst Haischen.

E VOLLEK ËSST

Genuch fir Jiddereen

Ronderëm de Rond-Point huet sech eng grouss Kludder u Mënsche versammelt, déi mat hire gefléckte Kleeder an heiterer Stëmmung an där soss mënscheverloosener Staat opfalen. Si stinn an der Schlaang, a waarde mat hire klenge Plastiksdëppercher an der Hand. Et hat sech séier rëmgeschwat; Bouneweg huet eng nei asbl. ARM ANGELS steet um SUV an der Mëtt vum Rond-Point. Ee Logo vun enger Hand, déi aus dem Himmel erof e Kichelchen reecht. Normalerweis ginn an dësem Quartier hei Waffen, Drogen oder Schlëmmeres aus der Mall verdeelt, ma haut gëtt et Bouneschlupp.

Houfreg wénkt de Max Hahn mech bei sech. „Nom Succès vun eisem Gemengepakt, hunn ech mech gefrot: Wien këmmert sech eigentlech em de Gemenge Pak? Hutt dir scho giess?“ Hien reecht mir eng Parzeläinsschossel – d’Press muss net vum Plastik iessen. An enger dréiwer Flësegkeet, ënnert engem Fettfilm a Reeouboufaarwen, schwamme vereenzelt groelzeg Gromperen, e puer ongeschnidde Bounen a ganz vill Stécker gerappte Mettwurst. Op eemol kippt d’Stëmmung. Et gëtt keng Läflele méi a weínt Hygiènes-Regulatione wëll ee verhënnere, dass d’Leit einfach mat den Hänn iessen – et decidéiert een, d’Zopp net weider ze verdeelen. Gottseidank huet een en exklusive Kontrakt mat der Superdreckschësch, där hire Service d’Urgence nach virun der Police ukëent. A kierzter Zäit ass all Spur vun der Zopp a vun de Leit verschwonnen.

Ech lafen iwwer de Knuedler, wou e puer verloosse Marchés-Stänn, iwwerluede mat de beschte Bioproduiten an artisanal héichster Qualitéit, probéieren, de verluerenen Touristen op der Sich nom Palais e puer Euro aus de Rëppen ze leieren. Ech fannen de Claude Meisch, dee mir seng Location geschéckt hat. Eigentlech sollte mer eis bei der Testkantinn vun dem neie Restopolis-Konzept treffen, elo stinn ech awer virun engem Kebab. De Claude Meisch ass ugespaant. „Zanter Jore scho probéiere mir um Marché vun der grousser Paus matzehalen. Gesond, bio, gënschteg, sur place. Mee d’Schüler bezuuele léiwer méi fir ongesond, wäit fort a manner. Dowéinst hu mir een Döner opgemaach. Ee Pop-Up. D’Schüler sollen net wëssen, dass hir Suen direkt u Restopolis ginn. Da klamme lues a lues d’Präisser, bis se nees all an der Schoul iessen.“ De Meisch deet eng Kap, Sneaker an eng schwaarz Sportsjackett un. Dann mëscht hien sech ënnert déi Jonk, déi virum Agank waarden. Verdeckt mat senger Hand de Mond a rífft: „Fuck Mann, 8€, wéi gottlos maal. Ech weiss, se ass umma cringe, mee solle mer net awer an d’Kantin?“ Vun de Schüler reagéiert keen an de Minister flippt aus. Hien rappt deenen, déi grad hire mickregen Dürüm kruten, dësen aus der Hand, leeft raus a geheit se an eng vun deene risige Kugel-fërmege Pouellen. Wéi hien ufänkt och op der Terrass niewendrun d’Kaffistase vun den Dëscher ze geheien, decidéieren ech weiderzegoen.

An der Staatskantinn treffen ech de Serge Wilmes. Als Minister vun der Fonction Publique dierf

hien entscheiden, wat hei Mëttes um Menu steet - huet awer ausdrécklech d’Uerder vun Uewen, hei keng Ëmweltexperimenter ze woen, fir d’Beamten net nervös ze maan. Hei soll alles beim Alen bleiwen, am Beschte nach méi beim Ale wéi virdrun. Sou mann wéi méiglech änneren, mee alles méi bescheiden an traditionell vermëttelen. Et ass zwar réischt hallwer 12, mee d’Stëmmung ass scho gutt an erënnert mech e bëssen un d’Abschiedstournee vun den Déckkäpp. Haart, fiicht a voller Virfreed op de Feierowend. Mir gëtt eng iwwerdimensionéiert Bouchée à la Grand-Duchesse vun Oberweis op de Villeroy&Bochs-Teller geklaakt. Ee Blat Zalot, eng Hallef Tomat an een drëschent Stéck Kornischong iwwerschott mat déckflëssegem Mayonnaise-Dressing aus enger Plastikfläsch. Ee grousst Glas Wäin, natierlech dierf een sech sou vill wéi ee wëll nohuelen. Méi wéi eng Kippche geet bei mir net, mäin Tour fir haut ass nach net eriwwer.

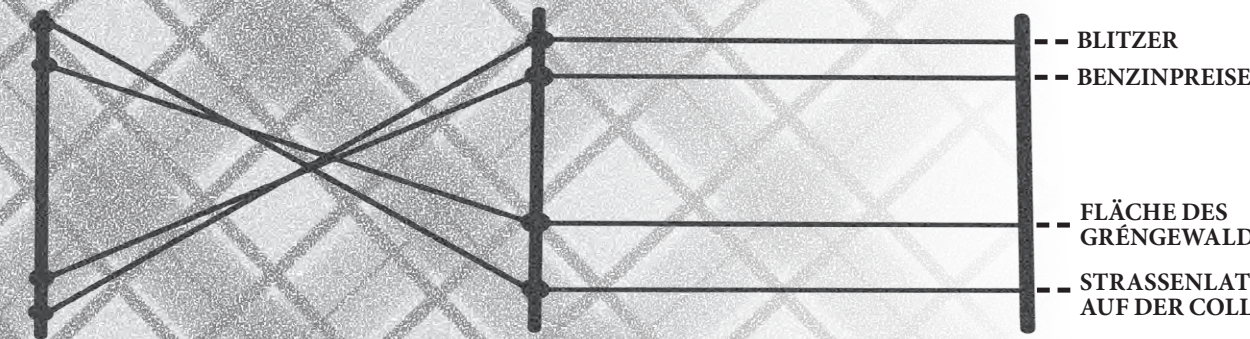
D’Martine Deprez wénkt scho vu wäitem. Zesumme fuere mir mam Lift bis ganz an d’Spëtz vum neie Spidolkomplex. Mat Bléck iwwert de Kierchbiere ass hei de Restaurant vum Reha-Zenter installéiert, mat Menu à la carte. D’Gesondheitsministesch erlaabt keng Fotoen, ze vill prominent Leit setzen un den Dëscher fir sech mat Passiounsfruucht-Smoothien entgëften ze loosse. „Se komme vun iwwerall aus der Welt, se si räich a bei schlechter Gesondheet. D’Geschäft boomt“ flüstert si grinsend. Ech schmaachen den Tapioca-Fenchel Pudding a muss dringend un d’frësch Loft.

WO BLEIBT DER BEFREIUNGSSCHLAG?

Früher

François

Frieden



Seit nunmehr 154 Tagen ist die neue Freiheitskoalition von CSV und DP im Amt. Spürbare Erleichterungen lassen auf sich warten. Umweltbesessene und realitätsvergessene Gutmensch-Ideologien stecken dem Land auch unter Luc Frieden scheinbar noch tief in den Knochen. Die Zahlen sprechen für sich.

SUGGESTION DU CHEF

Entrée

E moeren Konsumenteschutz, ëm de Fanger gewéckelt

Zweet Entrée

Naturverwaltung, kalgestallt, entwässert an am Ueleg geschwenkt

Tëscht de Gänk

Tripartite op Äis

Haaptplat

Ëmweltministère, ugereechert mat Zirkonium a bei eppes iwwer 1000 °C am Wasserdampf erhëtzt

Dessert

ITM, kalgestallt



HANNERLAND

Ein Produkt von Richtung22

D’WOURECHT HANNERT DEM LAND

.....
LÉIF LIESENDER, de Jean-Claude Juncker sot eng Kéier: „Mir probéieren heiansdo d’Ham an der Mëllech ze kachen, an dat ass déi lëtzebuergesch Fassong, fir datt et besser schmaacht“.

Déi nei Regierung probéiert alles, fir un déi gëllen Zäiten unzeknäppen an de Wieler ze beweisen, dass si nees déi al sinn. Sou gëtt dann och dës Tournure de Leetsaz vum neie Budget vun der Schwaarz-Bloer Koalitioun. Allerdéngs als Metapher dofir, dass mir eis keen „weider esou“ leeschte kéinten. Ass et elo eriwwer, mat der lëtzebuergescher Fassong?

Bescheidenheet ass mat Sécherheet keng vun deene beléifststen Disziplinnen hei am Land. Dekadenz a Völlerei hunn Traditioun. D’Fett, dat sech an den Arterien vun eiser Natioun ofsetzt, ass eis eigentlech DNA. Enthalsamkeet oder souguer eng Spuerpolitik sinn eis net ze vermëttelen. An awer widderhëlt de Finanzminister Gilles Roth elo d’Mantra vum Embargo géint déi a Mëllech gekachten Ham. Musse mir fäerten? Kënnt d’Rechnung fir eis joerzéngtelaang grande bouffe no den Europawalen?

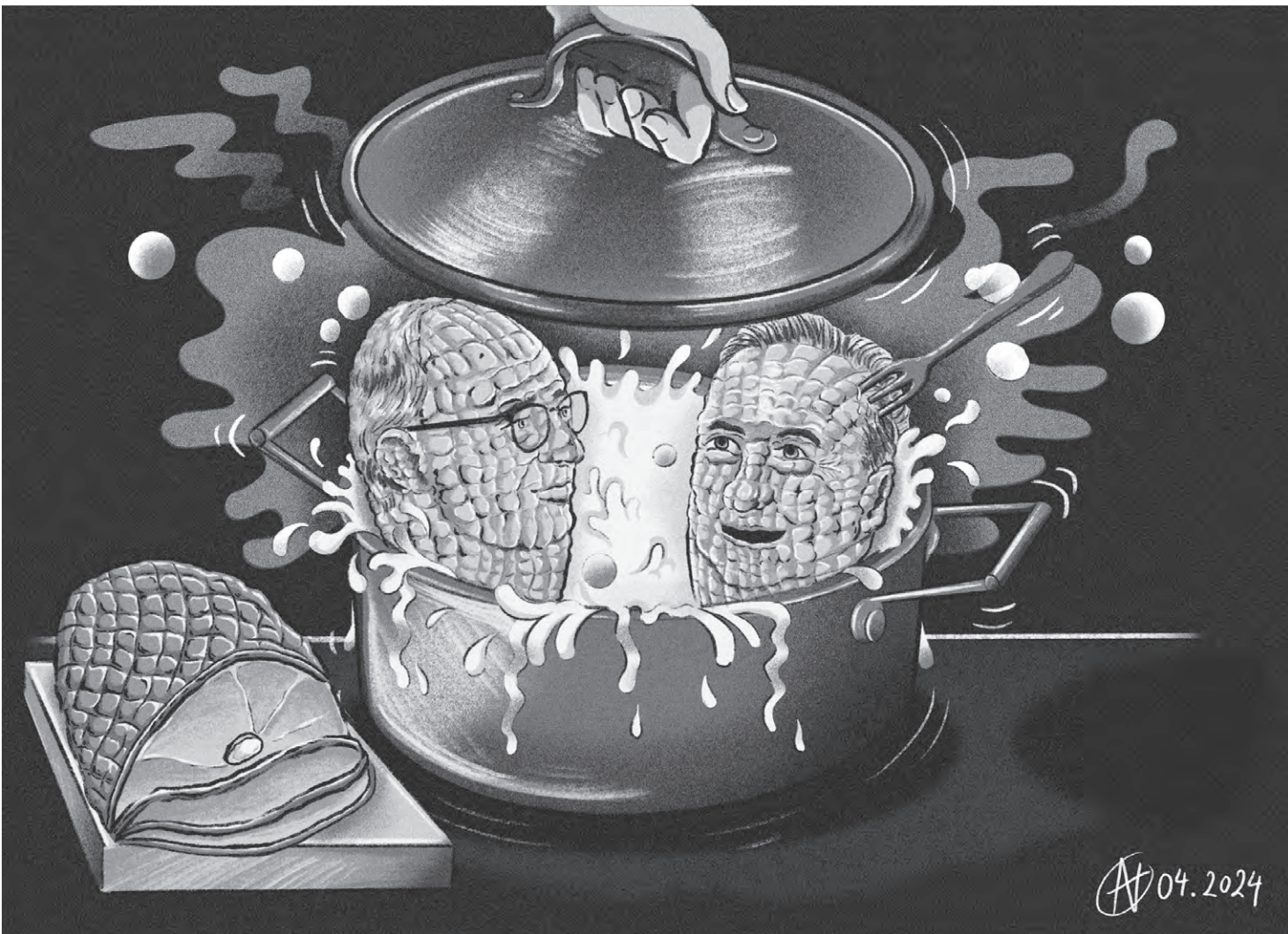
Wann ee genee nolauschert ass de Gilles Roth méi spezifesch. Et misst een dat mat der Ham an der Mëllech „net iwwerall“ maan. Hien seet, „bei eenzele Projekte [misst] gekuckt ginn, ob d’Ham ëmmer misst an der Mëllech gekacht ginn“. Just bei eenzele Projeten?

D’Anne Brasseur, Ministesch an der leschter CSV-DP-Koalitioun, freet an enger Carte Blanche um RTL: „Wéi laang kënne mer d’Ham nach an der Mëllech kachen?“ a mengt domat net eis Autoen, eis Haiser, eis Vakanzen an eisen tatsächleche Konsum vu kombinéierten Déiereprodukter. Si mengt net déi niddereg Steieren, si mengt net d’Iwwersanéieren vun allem, wat net blénkt an och net eise Placement beim World Overshoot Day. Gemengt sinn déi „onnéideg Paperassen, Reegelen a Prozeduren“, déi eis de Staat operluecht huet. Wat eng Erlichterung.

Spuere wëll d’Regierung um Staat selwer. Et solle manner Leit Staatsplaze kréien. Keng Gefor awer fir déi, déi schonns Staatsplazen hunn. Gespuert gëtt just bei kommende Generatiounen, an dat ass och ok, well déi hunn och eng aner Mentalitéit. Si hunn nach Zäit sech ëmzegewinnen. A si géifen d’Ham héchstens an der Huewermëllech kachen, well se d’Qualitéit guer net méi ze schätze wëssen.

An dësem Sënn wënschen ech eng gutt Lektür,
F.P.

HAM, FRIEDEN A GILLES ROTH PRÄSENTATIOUN VUM BUDGET 2024: ET GEET ËM HAM, E SCHLANKE STAAT A MUECHT



DE RENOUVEAU

D’Elisabeth Margue huet eegenen Aussoen no ganz laang op de Renouveau vun der CSV higeschafft. Mëi jonk Leit an déi éischt Rei bréngen war schonn als Präsidentin vun der CSJ hiert Zil. De prakteschen Nieweneffekt vun deem Zil: d’Elisabeth Margue ass selwer jonk a wollt an déi éischt Rei. Genee do ass si och ukomm, kuerz nodeems si der Partei d’Personalkäschte fir e Parteipräsident an de Fränk Engel direkt matgespuert hat. Nieft dem Claude Wiseler gouf si selwer Co-Präsidentin vun der CSV. Hire Grëff no der absoluter Muecht och am Land ass gutt geplangt a geschitt etappeweis. Iwwergangsweis huet si elo ee Stréimännchen installéert: Als Spëtzekandidat a Gesiicht vum Renouveau vun der CSV huet d’Elisabeth Margue de Luc Frieden

recycléiert. Dësen ass erfolleglos duerch d’Wirtschaft gedümpelt, huet sou vill Charisma wéi en Täscherechner an ass eigentlech scho bal zeideg fir d’Pensioun.

Volltreffer. D’CSV gewënnt d’Walen. D’Strateegin Elisabeth Margue gëtt am Zentrum Zweetgewieltent hannert dem Luc Frieden, ka sech ee Ministeschposten auswielen a gëtt kuerz drop allengge Parteicheffin. De manner erfollegräiche Co-Präsident Claude Wiseler hat de Sprong an d’Regierung nämlech net gepackt an iwwerhëlt d’Parlamentspresidence. Mat der Elisabeth Margue schwätze mir haut iwwert déi ideal Ausgangslag fir hir weider Karriärspläng. Mir treffen eis virun der Boucherie Goedert an der Stad.

Hannerland: Madamm Margue... Moment!

Luc Frieden: Ech hunn decidéiert, dass meng Partei een neie Leadership brauch. Een neie Wand. An dat sinn ech.

Mee Här Frieden, et si keng dräi Méint bis d’Europawahlen. Kënnt Dir do einfach eng extrem erfollegräich Parteispëtzt austauschen? Ech wëll an ech kann. Ech si sécher, dass d’Madamm Margue sech op déi flott Erausforderungen an hirem Ministère freet, mat deenen si sécher all Hänn voll ze dinn huet. An en plus ass d’Madamm Margue jo och nach eng Fra an eng Mamm, an dat ass jo och eppes Flottes, do ass ee vill beschäftegt.

Mee Dir sidd Premierminister... An elo gläichzäiteg Parteipräsident, genee. Wéi d’Angela Merkel, de Viktor Orbán an de Recep Erdoğan.

Firwat?

Et ass eng Zort Liewensversécherung. An dir wësst, wéi wichteg d’Geschäft mat de Liewensversécherunge fir eis Finanzplaz ass. Maximal Stabilitéit a Verléisslecheheet ass wichteg fir d’Mäert.

Mee hei geet et jo lo ëm d’Partei. Mäert, Partei, Staat, dir wësst, do mécht meng Partei net sou vill Ënnerscheeder. Mir hunn dat Ganzt am Bléck. Wat gutt fir d’CSV ass, ass gutt fir d’Land.

Dir kritt dëst Joer ewell Är 61 Joer. De Jacques Santer war bis 58 Premier, de Jean-Claude Juncker bis 59...

...an de Pierre Werner bis 71, genee sou wéi de Joseph Bech. An d’Leit ginn haut méi al a kënne méi laang schaffen. Mir geet et gutt, ech si fit. Op d’mannst 4 Legislaturperiode sinn ech elo de Gérant vum Restaurant.

GASTBEITRAG VON STERNEKOCH PIERRE GRAMEGNA

Als Generaldirektor des Europäischen Stabilitätsmechanismus (ESM) ist Pierre Gramegna so etwas wie der Chefkoch in der Suppenküche der EU-Länder. Luxemburgs Ex-Finanzminister kontrolliert die Zutaten und verlangt stabile Ergebnisse. Wie läuft so ein Job? Ein exklusiver Gastbeitrag mit Einblick in Geheimrezepte.

Man nehme ein Kilo Salz und schütte es dem andern in die Suppe. So oder so ähnlich können Sie sich meinen Job vorstellen. Das Schöne ist: Was ich meinen EU-Lehrlingen einbrocke, müssen die auch auslöffeln. Sie haben’s bestimmt gemerkt, ich spreche hier in tiefsinnigen Metaphern. Was ich eigentlich meine: Das Spardiktat. Der ESM war essenziell, um in

der Eurokrise dafür zu sorgen, dass die Banken nicht leer ausgehen, sondern stattdessen die Sozialausgaben von Staaten gestrichen werden. Praktischerweise saß ich während der Eurokrise auch im Verwaltungsrat einer solchen Bank (BNP Paribas). Aber was macht der ESM heute? Im Grunde genommen etwas ähnliches. Ich gehe

als Aufseher durch die Küche und kontrolliere, mit welchen Rezepten die Länder ihre Menüs kochen. Es gibt solche, die Hummerplatten und Austern für reiche Kundschaft zubereiten, aber es gibt auch Länder, die anfangen, billige Suppe für alle zu machen. Da spucke ich rein, sprich, denen werden sofort die Zutaten entzogen. Nennt sich Stabilität.

Wetter:



Liebesbriefe an die Redaktion: hannerland@richtung22.org

Preis: 240 LuF.

